

gazette
officielle
du **QUÉBEC**
O official
gazette

109^e ANNÉE
19 OCTOBRE 1977
No 42



**LOIS ET
RÈGLEMENTS
PARTIE 2**

**LAWS AND
REGULATIONS**

PARTIE 2

AVIS AU LECTEUR

La *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est publiée en vertu de la Loi sur la Législature (S.R.Q. 1964, ch. 6 et am.) et du Règlement concernant la *Gazette officielle du Québec* (A.C. 3213-72), au moins les deuxième et quatrième mercredis de chaque mois.

La Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* comprend tous les actes d'une nature législative, c'est-à-dire les lois de l'Assemblée nationale et les textes réglementaires adoptés par arrêté en conseil ou décret, par ordonnance ou autres actes comportant l'édiction de normes générales et impersonnelles. On insère également dans cette partie les proclamations mettant en vigueur toute ou partie d'une loi. On a donc voulu réunir dans cette deuxième partie tous les actes à caractère législatif.

Il est possible d'obtenir un tiré-à-part de tout règlement ou de tout texte réglementaire publié dans le présent numéro en s'adressant à l'Éditeur officiel du Québec qui indiquera le tarif sur demande.

On peut consulter la *Gazette officielle du Québec* Partie 2, dans la plupart des bibliothèques.

Le prix de l'abonnement annuel à la *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est de \$30 et le prix d'un exemplaire de \$1.00. Prière d'adresser les commandes à l'Éditeur officiel du Québec, Québec.

L'Éditeur officiel du Québec,
CHARLES-HENRI DUBÉ.

Pour toute demande de renseignements concernant la publication d'avis, veuillez communiquer avec:

Georges LAPIERRE
Gazette officielle du Québec
Tél.: (418) 643-5195

Tirés-à-part ou abonnements:
Tél.: (418) 643-5150

Adresser toute correspondance au bureau de

L'Éditeur officiel du Québec,
Cité Parlementaire,
Québec G1N 2C9, P.Q.

PART 2

NOTICE TO READERS

The *Québec Official Gazette* is published under the authority of the Legislature Act (R.S.Q. 1964, ch. 6 and am.) and the Regulation respecting the *Québec Official Gazette* (O.C. 3213-72) on at least the second and fourth Wednesday of each month.

Part 2 of the *Québec Official Gazette* contains all instruments of a legislative nature, namely the acts of the National Assembly and all statutory instruments made by Order in Council, decree or ordinance, or any other instrument concerning the enactment of general and impersonal rules. Every proclamation enforcing all or part of an act is also inserted in this Part. Thus, the object of Part 2 is the publication in one edition of legislative instruments only.

Each regulation or statutory instrument published in this number may be obtained as a separate reprint from the Québec Official Publisher who will quote rates on request.

The *Québec Official Gazette* Part 2 is available in most libraries for consultation.

The cost of an annual subscription to the *Québec Official Gazette* Part 2 is \$30, and single issues \$1.00. Orders should be addressed to the Québec Official Publisher, Québec.

CHARLES-HENRI DUBÉ,
Québec Official Publisher.

For information concerning the publication of notices, please call:

Georges LAPIERRE
Québec Official Gazette
Tél.: (418) 643-5195

Off-prints or subscription rates:
Tél.: (418) 643-5150

All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec G1N 2C9, P.Q.

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis n° 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107)

L'Éditeur officiel du Québec, CHARLES-HENRI DUBÉ, Québec Official Publisher

LOIS ET RÈGLEMENTS

LAWS AND REGULATIONS

Textes réglementaires

Statutory instruments

A.C. 2436-77, 27 juillet 1977
Règ. 77-414, 29 juillet 1977

LOI SUR L'ASSURANCE
STABILISATION DES REVENUS AGRICOLES
(1975, c. 41)

**Régime d'assurance-stabilisation des revenus
pour les producteurs de pommes de terre**

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le régime d'assurance-stabilisation des revenus
pour les producteurs de pommes de terre.

ATTENDU QUE l'article 2 de la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles (1975, c. 41) permet au lieutenant-gouverneur en Conseil de prescrire un régime d'assurance-stabilisation pour tout produit agricole qu'il indique.

ATTENDU QU'il est nécessaire de prescrire un régime d'assurance-stabilisation pour les producteurs de pommes de terre afin d'assurer le maintien de cette production agricole au Québec.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre de l'Agriculture:

QUE soit adopté le texte du régime ci-joint intitulé « Régime d'assurance-stabilisation des revenus pour les producteurs de pommes de terre ».

QUE cet arrêté en conseil soit publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

**Régime d'assurance-stabilisation des revenus
pour les producteurs de pommes de terre**

Section 1

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Le présent Régime est adopté en vertu des articles 2, 5 et 6 de la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles (1975, c. 41).

O.C. 2436-77, 27 July 1977
Reg. 77-414, 29 July 1977

ACT RESPECTING FARM INCOME
STABILIZATION INSURANCE
(1975, c. 41)

**Income stabilization insurance
scheme for potato producers**

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the income stabilization insurance scheme for
potato producers.

WHEREAS section 2 of the Act respecting Farm Income Stabilization Insurance (1975, c. 41) empowers the Lieutenant-Governor in Council to provide a stabilization insurance scheme for any farm product he indicates;

WHEREAS it is necessary to provide an income stabilization scheme for potato producers in order to ensure the support of this farm product in Québec.

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Minister of Agriculture:

THAT the text of the scheme entitled "Income stabilization insurance scheme for potato producers", a copy of which is annexed hereto, be adopted;

THAT this Order in Council be published in the *Québec Official Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

**Income stabilization insurance
scheme for potato producers**

Division 1

GENERAL PROVISIONS

1. This scheme is adopted under sections 2, 5 and 6 of the Act respecting Farm Income Stabilization Insurance (1975, c. 41).

2. Dans le présent Régime, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et termes qui suivent signifient:

2. In this scheme, unless the context indicates a different meaning, the following words and expressions mean:

- a) « certificat »: document émis par la Commission sous la signature de son Secrétaire attestant de la participation de l'adhérent au Régime;
- a) "certificate": a document issued by the Commission and bearing the signature of its secretary attesting the participation of the participant in the scheme;
- b) « certifié »: certifié conformément au règlement sur les Semences DORS/76-764, Gazette du Canada, Partie II, Vol. 110 no 23, 8 décembre 1976 édicté conformément à la Loi relative aux semences S.C. c. S-7;
- b) "certified": certified in conformity with Seeds Regulations SOR/76/764, Canada Gazette, Part II, Vol. 110, No. 23, 8 December 1976, made in accordance with the Seeds Act, S.C., c. S-7;
- c) « compensation »: l'indemnité accordée par la Commission conformément à l'article 27;
- c) "compensation": indemnification granted by the Commission in conformity with section 27;
- d) « contribution »: somme versée par le gouvernement au fonds d'assurance de la Commission, proportionnellement aux cotisations des adhérents, telle que définie à l'article 8 de la Loi;
- d) "contribution": a sum paid by the government into the Commission's insurance fund in proportion to the assessments of the participants, as prescribed in section 8 of the Act;
- e) « cotisation »: cotisation que l'adhérent doit payer conformément au Règlement;
- e) "assessment": the premium which a producer must pay in accordance with the Regulation;
- f) « coût de production »: le coût au kilogramme de pommes de terre déterminé à chaque année par la Commission basé sur un modèle de ferme type produisant de la pomme de terre. Il comprend les déboursés monétaires et la dépréciation;
- f) "production cost": the cost per kilogramme of potatoes determined each year by the Commission and based on a model farm producing potatoes. It includes cash expenditures and depreciation;
- g) « domicile »: le domicile se détermine par le lieu principal de résidence d'une personne sans tenir compte de l'aspect intentionnel dans la détermination du lieu de cette résidence;
- g) "domicile": dwelling place as determined by the person's principal place of residence without taking intent into account;
- h) « entreposage »: période de vente de pomme de terre commençant le 15 novembre de l'année de sa récolte et se terminant le 1er juillet de l'année suivante. Elle doit être mise en marché pour une fin autre que l'ensemencement;
- h) "storage": period of potato sales beginning on 15 November of the year of harvesting and ending on 1 July of the following year. The potatoes must be marketed as other than seed potatoes;
- i) « entreprise affiliée »: celle qui directement ou indirectement contrôle ou est contrôlée par une autre entreprise;
- i) "affiliated enterprise": one that directly or indirectly controls, or is directly or indirectly controlled by, another enterprise;
- j) « entreprise liée »: celle qui est contrôlée par une même personne physique ou morale ou un même groupe de personnes ou par une personne qui lui est liée par les liens du sang, du mariage ou de l'adoption;
- j) "subsidiary enterprise": one that is controlled by a single natural or artificial person, a single group of persons or a person linked to another by ties of blood, marriage or adoption;
- k) « famille »: comprend le conjoint, le père, la mère, les ascendants, les descendants et les collatéraux vivant sous un même toit ou exploitant la même ferme;
- k) "family": comprises the spouse, father, mother, forbears, descendants and relatives living under the same roof or operating the same farm;

- l) « ferme »: une ou plusieurs terre cultivées en pommes de terre située au Québec appartenant à un même producteur;
- m) « Loi »: la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles (1975, c. 41);
- n) « modèle »: une étude économique d'une ferme type efficace préparée conformément à l'article 6 de la Loi, ajustée à chaque année selon les variations dans les recettes annuelles et les coûts de production;
- o) « parent »: personne liée par le sang ou par l'adoption à l'adhérent et qui ne lui est pas plus éloigné que de 4 degrés;
- p) « pommes de terre »: pommes de terre produites au Québec dont la récolte est destinée à la consommation, à la transformation ou à l'ensemencement;
- q) « pré-entreposage »: période de vente de pomme de terre commençant le 1^{er} septembre et se terminant le 15 novembre de l'année de sa production;
- r) « primeur »: période pendant laquelle la pomme de terre semée en vue d'en faire une récolte précoce est vendue entre le 1^{er} juillet et le 1^{er} septembre de l'année de sa production;
- s) « producteur »: le producteur éligible en vertu de ce Régime;
- t) « Régime »: Régime d'assurance-stabilisation des revenus pour les producteurs de pommes de terre;
- u) « revenu annuel net stabilisé »: un montant au kilogramme équivalent à 70% du revenu annuel moyen d'un ouvrier spécialisé;
- v) « Règlement »: Règlement concernant le régime d'assurance-stabilisation des revenus pour les producteurs de pommes de terre;
- w) « semence »: pomme de terre certifiée produite à une fin d'ensemencement et vendue avant le 1^{er} juin qui suit l'année de sa récolte.
- (l) "farm": one or more pieces of land planted in potatoes, located in Québec and belonging to the same producer;
- (m) "Act": the Act respecting Farm Income Stabilization Insurance (1975, c. 41);
- (n) "model": an economic study of an efficient typical farm carried out in conformity with section 6 of the Act and adjusted each year to allow for variations in annual receipts and production costs;
- (o) "relative": a person linked to the person belonging to the scheme by blood or adoption not exceeding the fourth degree;
- (p) "potatoes": potatoes produced in Québec and whose crop is destined for consumer use, processing or planting;
- (q) "pre-storage": period of potato sales beginning on 1 September and ending on 15 November of the production year of the said potatoes;
- (r) "early": the period when potatoes planted for an early crop are sold between 1 July and 1 September of the year of their production;
- (s) "producer": a producer eligible under this scheme;
- (t) "scheme": the income stabilization insurance scheme for potato producers;
- (u) "stabilized net annual income": an amount per kilogramme equivalent to 70% of the average annual income of a skilled worker;
- (v) "Regulation": the Regulation respecting the income stabilization insurance scheme for potato producers;
- (w) "seed": certified potatoes produced at the end of a planting period and sold before 1 June following the year of harvesting.

Section II

CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ

3. Pour être éligible un producteur doit en tout temps à partir de sa demande d'adhésion au Régime:

- a) cultiver au moins 2 hectares (4.942 acres) de pommes de terre sur sa ferme;

Division II

CONDITIONS OF ELIGIBILITY

3. To be eligible a producer must, from the time of his application to participate in the scheme:

- a) cultivate at least 2 hectares (4.942 acres) of potatoes on his farm;

- b) semer la pomme de terre dans un sol propice à sa culture;
- c) se conformer à chacune des dispositions du Régime;
- d) diriger ou exécuter personnellement, par ses administrateurs, lorsqu'il s'agit d'une personne morale visée à l'article 7, par son gérant dans le cas d'une coopérative visée à l'article 8 les travaux requis pour cette culture.
- (b) plant the potatoes in soil suitable to their growth;
- (c) comply with all the provisions of the scheme;
- (d) direct, or carry out himself, through his directors in the case of an artificial person contemplated in section 7, or through him manager in the case of a cooperative contemplated in section 8, the work required for such cultivation.

Le producteur visé aux paragraphes *d* et *e* de l'article 6 n'est pas assujéti à l'alinéa précédent; et

A producer contemplated in paragraphs *d* and *e* of section 6 is not subject to the preceding paragraph; and,

- e) ne pas déjà adhérer directement ou indirectement à titre d'administrateur, d'actionnaire ou de sociétaire d'une personne morale au Régime.
- (e) not be already participating in the scheme, either directly or indirectly, as a director, shareholder or partner in an artificial person.

4. Le producteur qui a une entreprise de transformation de la pomme de terre en croustilles, en poudre ou en d'autres sous-produits de même nature, ne peut s'inscrire au Régime. Il en est de même de toute entreprise liée ou affiliée à cette entreprise de transformation.

4. A producer who has a potato processing business that makes potato chips, potato powder or other by-products of this nature, may not enrol in the scheme. This is also the case for every subsidiary or affiliated company of such processing company.

5. Le producteur qui fait le commerce de la pomme de terre ne peut assurer la production de pommes de terre qu'il a achetée ou donnée à forfait.

5. The producer who is a dealer in potatoes may not insure the production of potatoes that he has bought or sold on contract.

6. Est éligible au Régime le producteur qui est:

6. A producer is eligible for the scheme if he is:

- a) domicilié au Québec et
- b) détenteur d'un titre donnant droit à la propriété ou à l'usufruit d'une ferme;
- c) détenteur d'un bail relatif à la location d'une ferme dont l'expiration ne se termine pas avant la fin de la cinquième année qui suit la date d'adhésion du producteur au Régime. Toutefois lorsqu'un producteur formule une demande d'adhésion pour l'année 1977 et qu'il est locataire de la ferme qu'il cultive depuis plus de 90 jours lors de cette demande mais d'une durée inférieure à celle de sa première période d'adhésion au Régime, il peut y adhérer pourvu qu'il s'engage formellement à renouveler ce bail ou à en signer un autre à l'expiration de celui-ci sur une autre ferme qui rencontre les exigences du Régime pour la durée qui reste à courir sur sa période de participation au Régime;
- d) administrateur à titre de tuteur ou de curateur à un mineur ou à un interdit qui détient un titre de propriété conformément à l'alinéa *b*; ou
- e) exécuteur testamentaire d'une succession dont une ferme fait partie.
- (a) domiciled in Québec and
- (b) holder of a title giving him the right to the ownership or usufruct of a farm;
- (c) holder of a lease for the rental of a farm, which lease does not expire before five years after the date on which he joins the scheme. However, where a producer, who is the lessee of a farm that he has cultivated for a period of more than 90 days but less than the length of his first period of participation in the scheme, applies to participate for the year 1977, he may do so as long as he formally promises to renew such lease or to sign another for another farm which meets the requirements of the scheme at the expiry of the present lease and for the time remaining of his participation in the scheme;
- (d) administrator in his capacity of guardian or trustee to a minor or a person under judicial disability who holds ownership rights in conformity with paragraph *b*; or
- (e) executor of an inheritance which includes a farm.

7. Lorsque le producteur est une personne morale autre qu'une coopérative, pour être éligible.

- a) au moins les 2/3 de ses administrateurs et de ses actionnaires ou de ses sociétaires en nombre et en valeur, si elle en a, doivent consacrer plus de 50% de leur temps, à moins qu'ils ne soient incapables de travailler pour une raison d'âge ou de santé, à une tâche d'une nature agricole, sauf si cette personne morale est constituée des membres d'une même famille lorsque l'actionnaire majoritaire est le chef ou le soutien de la famille et qu'il dirige ou exécute personnellement la culture de pommes de terre;
- b) elle doit avoir une existence juridique qui lui a été conférée en vertu d'une loi de la législature de la province de Québec ou du gouvernement du Canada;
- c) ses administrateurs et ses actionnaires doivent être domiciliés au Québec; et
- d) aucun de ses administrateurs, de ses actionnaires ou de ses sociétaires ne doit déjà être adhérent au Régime.

8. Lorsque le producteur est une coopérative, pour être éligible,

- a) sa formation doit avoir été autorisée en vertu de la Loi des sociétés coopératives agricoles, de la Loi des associations coopératives ou de la Loi des syndicats coopératifs;
- b) elle doit avoir pour objet la production agricole et faire effectivement de la production agricole son activité dominante;
- c) au moins la moitié de ses administrateurs et de ses sociétaires doivent consacrer au moins 50 pour cent de leur temps à une tâche de nature agricole; et
- d) aucun de ses sociétaires ne doit déjà être adhérent au Régime.

9. 1) Un producteur doit adhérer au Régime pour un terme de cinq ans. La première période de participation d'un producteur au Régime débute en 1977 à compter de la date apparaissant sur le certificat et se termine le 30 juin 1982. Elle est renouvelable en vertu de l'article 22. Les périodes de participation subséquentes commencent le 1er juillet de l'année civile concernée et prennent fin le 30 juin qui termine le terme de 60 mois qui suit.

2) Un producteur doit assurer et payer la cotisation prévue au Régime, pour chaque hectare de pommes de terre qu'il cultive, de la manière prescrite par le Règlement, jusqu'à concurrence de la superficie maximale assurable.

7. If the producer is an artificial person other than a cooperative, to be eligible:

- (a) at least two thirds, as regards their number and interests, of its administrators and of its shareholders, if any, must devote more than 50% of their time to work of a farming nature, unless they are unable to work because of age or poor health, unless such artificial person is made up of members of a single family and the major shareholder is the head or support of that family and personally directs or carries out the cultivation of potatoes;
- (b) it must have legal status which has been conferred upon it under an Act of the legislature of the Province of Québec or of the Government of Canada;
- (c) its administrators and shareholders must be domiciled in Québec; and
- (d) none of its administrators, shareholders or partners may already be participants in the scheme.

8. Where the producer is a cooperative, to be eligible:

- (a) its formation must have been authorized under the Cooperative Agricultural Associations Act, the Cooperative Associations Act or the Cooperative Syndicates Act;
- (b) its purpose must be farm production and it must, in fact, make farm production its primary activity;
- (c) at least half of its directors and shareholders must spend at least half of their time performing tasks of a farming nature; and
- (d) none of its partners may already be participants in the scheme.

9. (1) A producer must participate in the scheme for a period of five years. A producer's first period of participation in the scheme shall begin in 1977 effective from the date appearing on the certificate and end on 30 June 1982. The certificate is renewable under section 22. Subsequent participation periods shall begin on 1 July of the calendar year in question and end on the 30 June following the subsequent 60 months.

(2) A producer must insure every hectare of potatoes he grows and pay the assessment provided therefor in the scheme, up to the maximum area insurable and in the manner prescribed by the Regulation.

3) Un producteur ou une famille ne peut assurer plus de 200 hectares de pommes de terre. Cette limite est portée à 400 hectares pour les copropriétaires ou les corporations formées conformément au paragraphe *b* de l'article 7 et au paragraphe *a* de l'article 8.

4) Lorsqu'un adhérent met en culture une superficie de pommes de terre qui excède la superficie qu'il peut assurer, il doit informer la Commission, avant le 1er juillet de l'année concernée, de l'emplacement des champs qu'il assure.

(3) A producer or a family may not insure more than 200 hectares of potatoes. This limit is raised to 400 hectares for coproprietors or corporations formed in accordance with paragraph *b* of section 7 and paragraph *a* of section 8.

(4) Where a participant plants potatoes in an area larger than the area he may insure, he must inform the Commission of which part of his fields he is insuring before 1 July of the year in question.

Section III

CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ

10. Un producteur qui désire adhérer au Régime doit faire parvenir à la Commission, dans le délai prescrit, la formule d'inscription reproduite à l'annexe I ainsi que les renseignements et documents que peut requérir la Commission en vertu de l'article 28 de la Loi.

11. Pour adhérer au Régime au cours de l'année 1977, un producteur doit faire parvenir sa formule d'inscription dûment complétée sous plis recommandé à la Commission avant le 15 août 1977 et payer sa cotisation conformément au Règlement.

12. Lorsqu'au cours de sa première année d'adhésion au Régime un producteur ne transmet pas à la Commission les renseignements qu'elle requiert conformément à l'article 10, ne paie pas sa cotisation dans le délai prescrit par le Règlement ou omet de respecter une disposition du Régime il est déchu du droit d'y adhérer pour cette année. Il n'a droit à aucune compensation et la portion de 25% de la cotisation qu'il a versée doit demeurer dans le fonds de la Commission.

13. Lorsque la Commission rejette une demande d'adhésion d'un producteur ou déchoit un adhérent de son droit à une compensation elle doit lui en donner la raison par écrit.

14. Nonobstant l'article 11, un producteur peut adhérer au Régime ultérieurement pour une année subséquente si,

- a) il fait parvenir avant le 1er juillet de l'année d'application la formule d'inscription reproduite à l'annexe I;
- b) il fournit les preuves de son éligibilité et satisfait aux demandes d'informations de la Commission dans les délais prescrits;
- c) il paie la cotisation exigible l'année de l'adhésion conformément au Règlement;

Division III

CONDITIONS OF ADMISSION

10. A producer who wishes to participate in the scheme must transmit to the Commission, within the prescribed time limit, the enrolment form, a copy of which, appears in Schedule I and the information and documents that the Commission may deem necessary under section 28 of the Act.

11. To participate in the scheme for 1977, a producer must transmit his duly completed enrolment form to the Commission by registered mail before 15 August 1977 and pay his assessment in accordance with the Regulation.

12. Where a producer, during his first year of participation in the scheme, does not forward to the Commission the information it requires in accordance with section 10, does not pay his assessment within the time limit prescribed by the Regulation or does not respect a provision of the scheme, such producer forfeits his right to participate in the scheme for that year. He has no right to any compensation and 25% of the assessment he has paid must remain in the Commission's fund.

13. Where the Commission refuses a request for participation from a producer, or where a participant forfeits his right to compensation, the reason for such decision must be given to him in writing.

14. Notwithstanding section 11, a producer may later participate in the scheme for another year if:

- (a) he transmits, before 1 July of the year of application, the enrolment form of which a copy appears in Schedule I;
- (b) he furnishes proof of his eligibility and satisfies, within the prescribed time limits, the requests for information made by the Commission;
- (c) by pays, in accordance with the Regulation, the required assessment for the year in which he joins;

d) il adhère au Régime pour une période de 5 années à compter du 1er juillet qui suit la date de demande d'adhésion.

15. Lorsqu'un producteur rencontre les conditions d'éligibilité requises et qu'il a satisfait aux conditions d'admissibilité, la Commission lui émet un certificat. Ce certificat porte la date du premier jour de la participation du producteur au Régime. Cette date constitue la date d'adhésion du producteur au Régime.

16. Nonobstant le paragraphe 1 de l'article 9, la Commission peut relever un adhérent de son obligation de participer au Régime pour toute ou une partie de sa période de participation à ce Régime si cet adhérent:

- a) est dans l'impossibilité de garder sa ferme;
- b) est dans l'impossibilité de cultiver sa ferme;
- c) paie à chaque année de la manière prévue pour les autres producteurs les cotisations dues pour les années qui restent à courir sur sa période de participation au Régime; ou
- d) transfère son titre de propriété sur sa ferme à un autre producteur qui maintient l'assurance aux conditions édictées dans ce Régime.

17. 1) Pour être exempté de l'obligation de maintenir son adhésion au Régime en vertu des paragraphes *a* et *b* de l'article 16, l'adhérent doit produire à la Commission la preuve de son incapacité de garder ou de cultiver sa ferme. Il ne peut être exempté qu'à partir de cette date.

2) Pour être exempté de l'obligation de maintenir son adhésion au Régime en vertu du paragraphe *a* de l'article 16, l'adhérent doit transmettre par écrit à la Commission les informations qu'elle requiert concernant le lieu, la date et l'essence de la transaction avant que cette dernière n'ait lieu.

3) Lorsque l'adhérent vend sa ferme à son conjoint, à un parent ou à un conjoint de l'un de ses parents il ne peut être relevé de son obligation d'adhérer au Régime avant la fin de sa période de participation, qu'en respectant les paragraphes *c* ou *d* de l'article 16.

18. Pour être exempté de l'obligation d'adhérer au Régime en vertu du paragraphe *d* de l'article 16, l'adhérent doit:

- a) transmettre de lui-même par écrit à la Commission dans les trois mois de la vente les informations qu'elle requiert concernant le lieu, la date et l'essence de la transaction;

(d) he participates in the scheme for a five-year-period effective 1 July following the date of his application for participation.

15. Where a producer meets the required conditions of eligibility and satisfies the conditions for admission, the Commission issues him a certificate. This certificate bears the date of the first day of the producer's participation in the scheme. This date is the date of the producer's joining the scheme.

16. Notwithstanding paragraph 1 of section 9, the Commission may release a participant from his obligation to participate in the scheme for all or part of his period of participation in this scheme if such participant:

- (a) is incapable of keeping his farm;
- (b) is incapable of cultivating his farm;
- (c) pays each year, in the manner prescribed for the other producers, the assessments due for the years remaining in his period of participation in the scheme; or
- (d) transfers the title of property to his farm to another producer who keeps up the insurance under the conditions prescribed in the scheme.

17. (1) To be exempted from the obligation of continuing his participation in the scheme under paragraphs *a* and *b* of section 16, a participant must prove to the Commission that he is incapable of keeping or cultivating his farm. He may not be exempted until the date of such proof.

(2) To be exempted from the obligation of continuing his participation in the scheme under paragraph *a* of section 16, the participant must transmit to the Commission in writing the information it requires respecting the place, date and essential points of the transaction before such transaction takes place.

(3) Where a participant sells his farm to his spouse, to a relative or the spouse of a relative, he may not be exempted from his obligation to participate in the scheme before the end of his period of participation, unless he complies with paragraph *c* or *d* of section 16.

18. To be exempted from the obligation to participate in the scheme under paragraph *d* of section 16, the participant must:

- (a) personally forward to the Commission, in writing and within three months of the sale, the information it requires respecting the place, date and essential points of the transaction;

b) produire à la Commission un engagement écrit de l'acheteur que ce dernier respectera les engagements du vendeur jusqu'à la fin de la période de participation au Régime en cours lors de la vente.

19. Celui qui achète la ferme d'un adhérent doit:

- a) en informer la Commission dans les quatre-vingt dix jours de l'achat;
- b) maintenir l'assurance en vigueur jusqu'à l'échéance du terme, avec le droit de renouvellement prévu à l'article 22; et
- c) assurer toute autre ferme qu'il cultive aux mêmes conditions que le contrat d'assurance qu'il maintient en vigueur.

20. L'adhérent qui ne s'est pas conformé aux paragraphes 1 et 2 de l'article 9, aux articles 16 et 19 et au paragraphe 1 de l'article 21 est déchu du droit d'adhérer au Régime pour cinq années à compter de l'année qui suit son défaut.

21. 1) L'adhérent ne doit pas réduire la superficie qu'il cultive en pommes de terre au cours d'une année à moins de deux hectares.

2) L'adhérent qui au cours d'une année vend sa ferme sans respecter la procédure prévue aux articles 17 et 18 ou diminue la superficie en culture de pommes de terre à moins de 2 hectares doit à la Commission pour chaque année de la contravention la cotisation calculée en multipliant le nombre moyen d'hectares de pommes de terre en culture par l'adhérent depuis le début de sa participation au Régime, exception faite de ou des années au cours desquelles il est en défaut, par la cotisation de l'année.

3) Nonobstant le paragraphe 1 et le paragraphe c de l'article 23, si la diminution à moins de 2 hectares résulte d'un accident, d'une maladie, d'un cas fortuit, d'une force majeure ou d'une autre circonstance de même nature, le producteur a droit à la compensation prévue pour chaque kilogramme de pomme de terre qu'il a produit conformément au présent Régime. Il doit cependant dès l'année suivante respecter les dispositions du Régime comme si la diminution ou l'arrêt de production n'avait pas eu lieu.

22. 1) Quatre mois avant la fin du terme de la période de participation des adhérents au Régime la Commission doit les aviser de la date à laquelle celle-ci prend fin.

2) Nonobstant le fait qu'il ait ou non eu connaissance de l'avis mentionné au paragraphe 1, un adhérent qui désire

give the Commission a written agreement signed by the buyer saying that the latter will respect the seller's obligations until the end of the period of participation in the scheme during which the sale takes place.

19. A person who buys the farm of a participant must:

- (a) inform the Commission thereof within ninety days of the sale;
- (b) keep the insurance in force until the end of the term, with the right to renewal provided for in section 22; and
- (c) insure every other farm he has under cultivation, under the same conditions as the insurance contract that he is keeping in force.

20. A member who has not complied with paragraphs 1 and 2 of section 9, or with sections 16 and 19 and paragraph 1 of section 21, forfeits the right to belong to the scheme for five years effective from the year following his default.

21. (1) A member must not reduce the area of potatoes he cultivates to less than two hectares during the course of one year.

(2) A member who, during a given year, sells his farm without respecting the procedure prescribed in sections 17 and 18 or reduces the area of potatoes cultivated to less than two hectares owes the Commission, for each year of infraction, the assessment calculated by multiplying the average number of hectares of potatoes grown by the member since he first became a participant in the scheme, with the exception of the year or years when he was in default, by the assessment rate for the year in question.

(3) Notwithstanding paragraph 1 and paragraph c of section 23, if the reduction to less than 2 hectares is the result of accident, illness, act of God, *force majeure* or other circumstance or like nature the producer has the right to the compensation prescribed for each kilogramme of potatoes he has produced in conformity with this scheme. He must, however, beginning the following year, conform to the provisions of the scheme as if the reduction or cessation of production had not occurred.

22. (1) Four months before the end of the term of the period or participation of the members in the scheme, the Commission must notify them of the date on which such scheme comes to an end.

(2) Whether or not he is aware of the notice referred to in paragraph 1, a member who wishes to end his participation in

mettre fin à sa participation à ce Régime après cinq années doit donner un avis écrit à cet effet à la Commission, par lettre recommandée, au moins trois mois avant l'échéance du terme déterminé au paragraphe 1 de l'article 9.

3) L'adhérent qui ne donne pas l'avis prévu au paragraphe 2 se voit assurer par le Régime pour une période supplémentaire de cinq années également renouvelable de la même manière pour des termes identiques.

Section IV

LE FONCTIONNEMENT

23. Pour obtenir la compensation versée en vertu du Régime l'adhérent doit:

- a) sauf pour l'année 1977 n'avoir utilisé pour son ensemencement que de la pomme de terre classée certifiée ou provenant directement de l'ensemencement d'un champ de pommes de terre certifiées pour les récoltes faites avant l'année 1981 et en avoir la preuve à la Commission. À compter de l'année 1981 il ne peut utiliser que de la pomme de terre certifiée.

L'adhérent peut produire la pomme de terre dont il a besoin pour l'ensemencement de ses champs s'il fait la preuve à la Commission que cette pomme de terre est d'une qualité équivalente;

- b) avoir semé que l'une des variétés de pommes de terre dont la liste est reproduite à l'annexe II;
- c) avoir respecté les dispositions du Régime et du Règlement;
- d) avoir transmis ses preuves de vente de pommes de terre à la Commission dans le délai à l'article 32. Les ventes qui ne peuvent être compensées parce que l'adhérent n'a pas respecté l'article 32 sont déduites de la récolte assurable établie conformément aux sous-paragraphes a et b du paragraphe 1 de l'article 24. Sont également déduits de la récolte assurable la semence que l'adhérent a produit pour lui-même conformément au paragraphe b et le pourcentage attribuable aux pertes mentionnées à l'article 31.

24. 1) Pour fixer le rendement maximum de la récolte des pommes de terre compensable la Commission doit à chaque année:

- a) pour les pommes de terre de primeur;
 - i) obtenir de l'adhérent avant le 1er juillet de chaque année les dates de plantation, la superficie semée

the scheme after five years must give written notice to this effect to the Commission by registered mail at least three months before the end of the term fixed in paragraph 1 of section 9.

(3) A member who does not give the notice prescribed in paragraph 2 will be insured under the scheme for a further five-year period, also renewable in the same manner and under the same terms.

Division IV

OPERATION

23. To obtain the compensation payable under the scheme the participant must:

- (a) with the exception of 1977, have used for planting only potatoes classed as certified or that have come directly from a potato field certified for crops harvested before 1981, and have proved the above to the Commission. Effective from 1981, he may only use certified potatoes.

The participant may produce the potatoes he needs for planting his fields if he proves to the Commission that such potatoes are of equivalent quality;

- (b) have planted only one of the varieties of potatoes listed in Schedule II;
- (c) have respected the provisions of the scheme and of this Regulation;
- (d) have forwarded to the Commission within the limit prescribed in section 32 the proof of his potato sales. Sales for which compensation cannot be paid because the participant has not respected section 32 shall be deducted from the insurable crop established in accordance with subparagraph a and b of paragraph 1 of section 24. Seed that the participant has produced for his own use, in accordance with paragraph b, and the percentage attributable to loss referred to in section 31, are also deducted.

24. (1) To establish the maximum potato crop yield for which compensation may be paid, the Commission must, each year:

- (a) for early potatoes;
 - (i) obtain from the participant before 1 July of each year the planting dates, the area planted in each

de chaque variété, la date approximative de l'arrachage et toute autre information requise par la Commission; et

- ii) appliquer les informations obtenues en vertu du sous-paragraphe *i* à une table de rendement.

b) pour les pommes de terre récoltées après le 31 août, s'assurer:

- i) que la superficie des champs de pommes de terre en culture a été mesurée avant la récolte pour établir la cotisation et
- ii) qu'un échantillonnage scientifique de la récolte de chaque adhérent a été fait en présence de l'adhérent ou de son mandataire pour établir la limite maximale de la récolte compensable. Cet adhérent ou son mandataire doit accepter d'être présent lors de cet échantillonnage et signer la formule d'évaluation de la récolte dès que cet échantillonnage a été complété. L'échantillonnage scientifique ne tient compte que du poids des pommes de terre dont le diamètre se situe entre un pouce et demi et quatre pouces et demi.

c) lorsque l'adhérent cultive une superficie de pommes de terre qui excède le maximum assurable établi au paragraphe 3 de l'article 9; fixer le rendement pour la superficie assurée au rendement moyen à l'hectare estimé pour toute la superficie de pommes de terre en culture multiplié par le nombre d'hectares assurés.

2) Si le total des ventes de pommes de terre mises en marché par un adhérent pour les périodes du pré-entreposage et de l'entreposage excède le rendement maximum déterminé conformément au sous-paragraphe *b* du paragraphe 1, la compensation, s'il doit y en avoir une, est établie en commençant par les ventes faites au cours de la période de l'année au cours de laquelle elle est la moins élevée sans égard à la destination des pommes de terre.

3) Lorsqu'un adhérent conteste une évaluation de sa récolte fait en vertu du paragraphe 1 il doit en informer sans délai l'évaluateur de la Commission pour que cette dernière procède à une deuxième évaluation. Il doit manifester son désaccord en signant à l'endroit approprié la formule d'évaluation de sa récolte. Cet adhérent ne doit pas modifier l'état des lieux qui fait l'objet de la contestation avant que la nouvelle évaluation n'ait été faite.

4) Lorsqu'une deuxième évaluation est nécessaire:

- a) elle doit dans tous les cas remplacer la première sauf si elle ne démontre pas une marge d'erreur d'au moins 5 pour cent entre les deux évaluations;

variety, the approximate date of lifting and any other information required by the Commission; and

- (ii) apply the information obtained under subparagraph *i* to a yield table.

(b) for potatoes harvested after 31 August, make sure:

- (i) that the area of the fields where potatoes are being cultivated was measured before harvesting to establish the assessment; and
- (ii) that scientific crop sampling was carried out for each participant, in the presence of that participant or his representative, to establish the maximum crop yield for which compensation may be paid. The participant or his representative must agree to be present during such sampling and sign the crop evaluation form as soon as the sampling has been completed. The scientific sampling is based solely on the weight of potatoes having a diameter between one and one half inches and four and one half inches.

(c) where a participant cultivates potatoes on an area greater than the insurable maximum established in paragraph 3 of section 9; establish the yield for the area insured at the estimated average yield per hectare for the entire area of potatoes being cultivated and multiply by the number of hectares insured.

(2) If the total sales of potatoes marketed by a participant for the pre-storage and storage periods exceed the maximum yield calculated in accordance with subparagraph *b* of paragraph 1 the compensation, if any, shall be established based on the sales made during the period of the current year for which it is the lowest, without any consideration of the destination of the potatoes.

(3) Where a participant questions the valuation of his crop, made under subsection 1, he must immediately inform the valuator for the Commission so that the latter may make a second valuation. He must demonstrate his disagreement by signing at the appropriate place on his crop valuation form. Such participant must not change the condition of the area in question before the new valuation has been carried out.

(4) Where a second valuation is necessary:

- (a) it must in all cases replace the first, except where the margin of error between the two valuations is less than 5 percent;

- b) sous réserve du sous-paragraphe a, elle est finale; (b) subject to subparagraph a, the second valuation is final;
- c) l'adhérent doit payer dix dollars par hectare assuré lorsque la deuxième évaluation en démontre pas une erreur à son désavantage d'au moins 5 pour cent. (c) the participant must pay ten dollars per hectare insured if the second valuation does not give an error to his disadvantage of at least 5 percent.
- 25.** Un modèle est utilisé pour déterminer les recettes annuelles et le coût de production des pommes de terre de primeur et d'ensemencement. Un troisième modèle est utilisé aux mêmes fins pour les pommes de terre vendues pour la consommation et la transformation durant les périodes de pré-entreposage et d'entreposage. Les cotisations et les compensations sont établies en se servant de ces modèles.
- 25.** A model is used for the calculation of annual receipts and production costs for early potatoes and another for seed potatoes. A third model is used for the same purpose for potatoes sold for consumer use and for processing during the pre-storage and storage periods. The assessments and compensation payments are established using these models.
- 26.** L'adhérent qui vend plus de 75 pour cent de sa production de pommes de terre pour la consommation et la transformation au cours de la période d'entreposage a droit à une compensation établie en fonction des coûts et des pertes d'entreposage prévus au modèle. Lorsque les ventes de l'adhérent au cours de la période de pré-entreposage sont supérieures à 25 pour cent de sa récolte, la compensation est établie pour l'excédent sans tenir compte des coûts et des pertes d'entreposage prévus au modèle.
- 26.** A participant who sells more than 75 percent of his production of potatoes for consumer use and processing during the storage period has the right to the compensation established on the basis of the storage costs and losses provided for in the model. Where a participant's sales during the pre-storage period are greater than 25 percent of his crop, compensation is established for the surplus without taking the storage costs and losses into account.
- 27.** Si le revenu annuel net stabilisé est plus élevé que le revenu annuel net établi à l'un de ces modèles la Commission doit verser une compensation suffisante pour combler la différence pour les ventes de l'adhérent concernées par ce modèle. La compensation ne doit cependant pas excéder 85 pour cent de cette différence pour les ventes de pommes de terre autres que certifiées ou de catégorie numéro 1.
- 27.** If the annual net stabilized revenue is higher than the annual net revenue established using one of the models, the Commission must make a compensation payment sufficient to make up the difference between the participant's sales and those given in that model. The compensation must not, however, exceed 85% of this difference for the sale of potatoes other than certified potatoes and Class 1 potatoes.
- 28.** Il ne peut versé plus d'une compensation par kilogramme de pommes de terre pour une année.
- 28.** No more than one compensation payment per kilogramme of potatoes may be made in one year.
- 29.** La compensation versée à un adhérent ne tient pas compte de son revenu net individuel.
- 29.** The compensation paid to a participant is not based on his individual annual net income.
- 30.** Le prix de vente considéré dans le calcul des recettes annuelles est pour les pommes de terre:
- 30.** The sale price used in the calculation of the annual receipts for the sale of potatoes is as follows:
- a) de semence: le prix moyen pondéré des pommes de terre vendues à cette fin entre le mois de septembre et le mois de juin suivant l'année de production établi par le ministère de l'Agriculture du Québec;
- (a) seed potatoes: the average weighted price, established by the Minister of Agriculture of Québec, of potatoes sold for such purpose between the month of September and the month of June following the production year;
- b) de primeur: le prix moyen pondéré des pommes de terre de catégorie numéro 1 vendues pour la consommation entre le 1er juillet et le 1er septembre établi par le ministère de l'Agriculture du Québec;
- (b) early potatoes: the average weighted price, established by the Minister of Agriculture of Québec, of Class 1 potatoes sold for consumer use between 1 July and 1 September;
- c) de pré-entreposage et d'entreposage: le prix moyen pondéré des pommes de terre de catégorie numéro 1 vendues pour la table et la transformation du 1er septembre au 30 avril suivant établi par le ministère de l'Agriculture du Québec.
- (c) pre-storage and storage potatoes: the average weighted price, established by the Minister of Agriculture of Québec, of Class 1 potatoes sold for table use and for processing between 1 September and the following 30 April.

31. 1) La compensation d'un adhérent est calculée en fonction des preuves de ventes valides qu'il transmet à la Commission sans toutefois excéder le rendement de sa récolte évaluée dans le champ en conformité du paragraphe 1 de l'article 24 moins un pourcentage attribuable aux pertes résultant des opérations de récolte et d'entreposage selon les normes reconnues au modèle.

2) Chaque preuve de vente doit préciser clairement le nom et l'adresse du vendeur et de l'acheteur, la quantité par catégorie des pommes de terre vendues, le prix payé ainsi que la signature de l'acheteur.

32. 1) L'adhérent qui veut obtenir une compensation a un délai de 15 jours à compter de l'échéance de chaque période de vente pour faire parvenir à la Commission les attestations, relevés, les preuves de vente et autres documents qu'il est requis de lui produire. Dans le cas des pommes de terre de semence ce délai est porté à 60 jours pour chaque vente d'au moins mille kilogrammes de pommes de terre ou de la dernière vente.

2) Nonobstant le paragraphe 1, la Commission peut en tout temps exiger qu'un adhérent lui produise ou lui remette une preuve conforme à l'article 31 de toutes les ventes de pommes de terre qu'il a faites jusqu'au moment de la demande. Le défaut de produire aussitôt la preuve de vente demandée fait perdre le droit de l'adhérent de recevoir la compensation qui aurait été allouée pour cette vente.

33. Il est établi une cotisation pour chacune des 5 années de participation de l'adhérent au Régime selon l'année pendant laquelle il adhère au Régime, de manière à répartir équitablement entre les adhérents d'une période le fardeau du remboursement des compensations qui devront être versées. Le taux de cotisation pour l'année 1977 est de \$37.00 pour chaque acre (\$91.43 par hectare) de pommes de terre assurées par un adhérent.

34. Tout adhérent doit informer la Commission dans un délai de 30 jours de tout changement pouvant affecter son domicile, sa participation au Régime, la cotisation qu'il doit payer et la compensation à laquelle il a droit.

35. Le droit d'un adhérent à une compensation se détermine pour la Commission selon la connaissance qu'elle a de sa situation juridique au moment de son inscription au Régime ou au 1er janvier précédent, à compter de la deuxième année du Régime, si ce dernier ne lui a communiqué aucun changement depuis.

36. Lors du calcul des cotisations et des compensations de chaque adhérent, la Commission peut utiliser les informa-

31. (1) The compensation paid to a participant is calculated from the proofs of valid sales that he forwards to the Commission; these, however, must not exceed the crop yield as valued in the field in accordance with paragraph 1 of section 24 minus a percentage attributable to losses resulting from harvesting and storage operations in accordance with the model's recognized standards.

(2) Each proof of sale must clearly indicate the name and address of both the seller and the buyer, the quantity of each category of potatoes sold, the price paid and the buyer's signature.

32. (1) A participant who wishes to receive compensation has 15 days from the end of each sale period to transmit to the Commission the attestations, records, proofs of sale and other documents it requires of him. For seed potatoes this limit is extended to 60 days for each sale of at least one thousand kilogrammes of potatoes or for the most recent sale.

(2) Notwithstanding paragraph 1, the Commission may at any time require a participant to produce or submit proof in accordance with section 31 for all sales of potatoes that he has made up to the time of such request. If he does not immediately produce the proof of sale requested, the participant loses his right to receive any compensation that might have been paid for such sale.

33. For each of the five years of a participant's participation in the scheme his assessment is established based on the year in which he joins the scheme, thus equalizing the load of compensation payments to be made among all the participants for that period. The assessment rate for the year 1977 is \$37.00 for each acre (\$91.43 per hectare) of potatoes insured by a participant.

34. Every participant must inform the Commission within 30 days of any change that may affect his domicile, his participation in the scheme, the assessment he must pay or the compensation to which he has a right.

35. A participant's right to compensation is determined for the Commission on the basis of the latter's knowledge of the participant's legal status at the time of his enrolment in the scheme or on the previous 1 January, starting from the second year of the scheme, if the participant has not given any notice of change since that time.

36. In calculating the assessments and compensations for each participant, the Commission may make use of informa-

tions relatives aux superficies en culture calculées et aux rendements de la récolte estimés par la Régie de l'assurance-récolte du Québec.

tion relative to the calculated area cultivated and to the estimated crop as determined by the Régie de l'assurance-récolte du Québec.

Section V

DISPOSITIONS FINALES

37. Le certificat doit être retourné sans délai à la Commission sur demande de celle-ci lorsque:

- a) il a été émis par erreur;
- b) le producteur a cessé de participer au Régime; ou
- c) a été obtenu à la suite d'une déclaration erronée ou frauduleuse.

38. Un adhérent qui reçoit de la Commission une compensation à la suite d'une déclaration inexacte ou devenue inexacte à la suite d'un changement non déclaré dans sa condition doit remettre à la Commission les sommes qu'il a reçues en trop.

39. Un adhérent qui a fait sciemment une fausse déclaration doit rembourser à la Commission toutes les sommes qu'il en a reçues depuis cette déclaration. Il doit de plus acquitter les cotisations pour les cinq années de sa participation au Régime. Est considérée impayée une cotisation déduite d'une compensation versée par la Commission après la fausse déclaration.

40. Lorsque le lieutenant-gouverneur en conseil modifie les dispositions du présent Régime ou y met fin, l'adhérent ne peut prétendre à aucun droit acquis sauf les cotisations qu'il a payées au cours de l'année si aucune compensation n'a été versée par la Commission.

Lorsque des modifications sont apportées au Régime conformément au premier alinéa tous les adhérents y sont assujettis « de facto » dès son adoption à moins d'une disposition contraire.

41. Le présent Régime entre en vigueur sur adoption du lieutenant-gouverneur en conseil.

Division V

FINAL PROVISIONS

37. The certificate must be returned without delay to the Commission at its request if:

- (a) it was issued by mistake;
- (b) the producer no longer participates in the scheme; or
- (c) it was obtained on the strength of an erroneous or fraudulent declaration.

38. A participant who receives compensation from the Commission on the strength of a declaration which is inaccurate or has become inaccurate as result of an undeclared change in his status must repay to the Commission the sums he has thereby received in excess.

39. A participant who knowingly makes a false declaration must reimburse the Commission all sums he has received from it since that declaration. He must also pay his assessments for the five years of his participation in the scheme. An assessment which has been deducted from a compensation paid by the Commission following the false declaration shall be deemed to be unpaid.

40. If the Lieutenant-Governor in Council amends the provisions of this scheme or terminates it, the participant shall have no claim to any acquired right except as regards assessments he has paid during the year, if no compensation was paid by the Commission.

Whenever changes are made in the scheme in conformity with the first paragraph hereinabove, all participants are subject *de facto* thereto as soon as they are adopted unless there is a provision to the contrary.

41. This scheme shall come into force on its adoption by the Lieutenant-Governor in Council.

ANNEXE I



COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES
D'ASSURANCE-STABILISATION DES REVENUS AGRICOLES
200-A, chemin Sainte-Foy, Québec

Régime d'assurance-stabilisation pour
les producteurs de pomme de terre

Réserve à la Commission

04

FORMULE D'INSCRIPTION

Identification du producteur

Nom, prénom ou raison sociale									
Adresse postale									
Code postal									

Adresse résidentielle									
Code postal									

Numéro de producteur agricole									
Numéro de téléphone									
Résidence									
Bureau									

Renseignements supplémentaires

1. Êtes-vous un transformateur de pommes de terre?	Oui ☐	non ☐
2. Êtes-vous un commerçant de pommes de terre?	Oui ☐	non ☐
3. Êtes-vous déjà couvert par un régime d'assurance de la Commission?	Oui ☐	non ☐
Si oui, spécifiez _____		
4. Vous exploitez la ferme à titre de (cochez)	Particulier ☐	Corporation ☐
	Société ☐	Copropriétaire ☐
	Autres _____ Précisez _____	

IMPORTANT

Dans le cas d'une société ou d'une corporation, veuillez annexer une copie authentique du contrat de société ou de la charte d'incorporation.

Localisation des récoltes assurées

(Si vous manquez d'espace, utilisez le verso)

Numéros de lot	No civique, rang, route rurale, paroisse ou village	Superficie en acre semée en pomme de terre	Propriétaire	Locataire

Description des récoltes assurées

(Si vous manquez d'espace, utilisez le verso)

Variétés	Pommes de terre gardées pour réensemencer		Pommes de terre vendues pour le semence		Pommes de terre vendues avant le 1er septembre		Pommes de terre vendues après le 1er septembre		
	Nombre de quintaux	Superficie semée en acre	Nombre de quintaux	Superficie semée en acre	Nombre de quintaux	Superficie semée en acre	Superficie semée en acre	Nombre de quintaux vendus avant le 1er déc	Nombre de quintaux vendus après le 1er déc

Renseignements sur l'entreposage

1. Êtes-vous propriétaire d'un entrepôt?	Oui ☐	non ☐	Si oui, capacité en quintaux _____
2. Votre entrepôt est situé _____			
3. Si vous entreposez dans un entrepôt loué, donnez le nom et l'adresse du propriétaire	Adresse _____		

Je soussigné, déclare que les renseignements fournis sont exacts et m'engage à adhérer au régime pour cinq ans.

Art. 40 Quiconque fait sciemment une fausse déclaration dans le but d'obtenir une compensation n'a droit à aucune compensation.

Art. 41 2e alinéa - Toute personne qui fait une fausse déclaration en vue d'obtenir le versement d'une compensation commet une infraction et est passible sur poursuite sommaire, pour une première infraction d'une amende de \$500 et pour toute récidive, dans les deux cas d'une amende de \$1000.

Date _____ Signature _____

NOTE: Retournez cette formule sous pli recommandé à l'adresse plus haut indiquée

Réserve à la Commission

Je recommande	01 11	Date	_____	Agent responsable	_____
Date d'adhésion	_____	refusé par la Commission	_____	_____	_____

English forms available upon request at the Commission

Secrétaire

COPIE DE LA COMMISSION



COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES
D'ASSURANCE-STABILISATION DES REVENUS AGRICOLES
200-A, chemin Sainte-Foy, Québec

Income stabilization insurance
scheme for potato producers

ENROLMENT FORM

For use of the
Commission only

04

Producer's number

Telephone number

Residence

Office

Identification of producer

Name & given name or company name

Postal address

Postal code

Residential address

Postal code

Additional Information

1. Are you a potato processor? yes ☐ no ☐

2. Are you a dealer in potatoes? yes ☐ no ☐

3. Are you already covered by an insurance scheme operated by the Commission?
If yes, specify _____ yes ☐ no ☐

4. You operate your farm as a(n) (check)

Individual ☐ Corporation ☐

Partnership ☐ Copropriator ☐

Other _____ specify _____

IMPORTANT

In the case of a partnership or corporation, please include a certified copy of the partnership contract or charter of incorporation.

Location of insured crops

(if more space is needed, use other side)

Lot number	Civic number, range, rural route, parish or village	Area, in acres, planted in potatoes	Owner	Lessee

Description of insured crops

(if more space is needed, use other side)

Varieties	Potatoes stored for replanting		Potatoes sold for seed		Potatoes sold before 1 September		Potatoes sold after 1 September	
	Number of quintals	Area planted (in acres)	Number of quintals	Area planted (in acres)	Number of quintals	Area planted (in acres)	Area planted (in acres)	Number of quintals sold before 1 December

Information on storage

1. Do you own a warehouse? yes ☐ no ☐ If yes, capacity in quintals _____

2. Your warehouse is located at _____ address _____

3. If you use a rented warehouse for storage, give the name and address of the owner. _____

I, the undersigned, declare that the information given is accurate and agree to participate in the scheme for five years.

Sec. 40 Any person who knowingly makes a misrepresentation for the purpose of obtaining compensation shall not be entitled to any compensation.

Sec. 41 2nd Paragraph Any person who makes a misrepresentation in order to obtain the payment of compensation is guilty of an offence and liable, on summary proceeding, to a fine of \$500 for a first offence and, for any subsequent offence within two years, to a fine of \$1,000.

Date _____

Signature _____

Note: Return this form by registered mail to the address given above.

For use of the Commission only

I recommend ☐ ☐ Date _____ Agent responsible _____

Date of participation: _____ refused by the Commission _____

Pour avoir la formule en français, en faire la demande à la Commission

Secretary

COPY OF THE COMMISSION

ANNEXE II

SCHEDULE II

Liste des variétés de pommes de terre

AVON
BELLEISLE
CHIEFTAIN
KATAHDIN
KENNEBEC
KESWICK

IRISH COBBLER
MONTAGNE VERTE
NETTED GEM (Russet Burbank)
NORCHIP
NORLAND
PUNGO
SEBAGO
SUPERIOR
YORK

1587-o

List of varieties of potatoes

AVON
BELLEISLE
CHIEFTAIN
KATAHDIN
KENNEBEC
KESWICK

IRISH COBBLER
MONTAGNE VERTE
NETTED GEM (Russet Burbank)
NORCHIP
NORLAND
PUNGO
SEBAGO
SUPERIOR
YORK

1587-o

A.C. 2797-77, 24 août 1977
Règ. 77-463, 26 août 1977

LOI DU DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION
DE LA BAIE JAMES
(1971, c. 34)

Ordonnance no 225

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'ordonnance numéro 225 de la Municipalité
de la Baie James.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Ministre délégué à
l'Énergie:

QUE, sous l'autorité de l'article 37 de la Loi du développe-
ment de la région de la Baie James (1971, c. 34), soit
approuvée l'ordonnance numéro 225 adoptée par le conseil
d'administration de la Société de développement de la Baie
James siégeant à titre de substitut du conseil municipal de la
Baie James, et dont copie est annexée aux présentes;

QUE ladite ordonnance soit publiée dans la *Gazette offi-
cielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Extrait du procès-verbal de la
soixante-quatorzième assemblée du conseil
d'administration de la Société de
développement de la Baie James,
siégeant à titre de substitut du conseil
Municipal de la municipalité de la
Baie James, tenue mardi le 14 juin 1977,
à 9:30 heures

Sur proposition de M. Ernst, dûment appuyée par M. Mac-
Donald, il est unanimement ordonné:

Ordonnance no 225:

D'AUTORISER la municipalité à entreprendre un program-
me d'étude et d'analyse des lacs Caché, dans la région de
Chibougamau, et Cavan, dans la région de Chapais, pour fins
de villégiature dans le cadre d'un projet « Canada — Jeu-
nesse au travail », devant être réalisé au cours de l'année
1977 au coût prévu de \$5,328.00, sous la responsabilité de
M. Yvon Nielly, Inspecteur en hygiène publique de la Muni-
cipalité; le tout selon les termes et conditions apparaissant à

O.C. 2797-77, 24 August 1977
Reg. 77-463, 26 August 1977

JAMES BAY REGION
DEVELOPMENT ACT
(1971, c. 34)

Order No. 225

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Order No. 225 of the James Bay Municipality.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister-
Delegate, Energy:

THAT Order No. 225, a copy of which is annexed hereto,
made by the board of directors of the James Bay Develop-
ment Corporation substituting for the James Bay Municipal
Council, be approved pursuant to section 37 of the James Bay
Region Development Act (1971, c. 34);

THAT the said Order be published in the *Québec Official
Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Extract from the minutes of the
seventy-fourth meeting of the
board of directors of the
James Bay Development Corporation
substituting for the James Bay
Municipal Council, held on
Tuesday, 14 June 1977,
at 09 30

It is unanimously ordered upon the proposal of Mr. Ernst,
duly seconded by Mr. MacDonald:

Order No. 225:

THAT the Municipality be authorized to undertake a pro-
gram for the study and analysis of the lakes at Caché, in the
Chibougamau Region, and Cavan, in the Chapais Region,
for holiday purposes within the framework of a "Young
Canada Works Program" to be carried out in 1977 at the
estimated cost of \$5,328 under the responsibility of Mr.
Yvon Nielly, Public Health Inspector of the Municipality,
the whole in accordance with the terms and conditions set

la note de service du gérant municipal, M. Richard Champagne, dont copie dûment paraphée par le secrétaire est versée au dossier de la présente assemblée.

DE SOUMETTRE la présente ordonnance à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

QUE la présente ordonnance entre en vigueur à compter de la date de la présente assemblée.

1586-o

forth in the Staff Memo of the municipal manager, Mr. Richard Champagne, a copy of which is duly initialed by the secretary and filed with the record of this meeting.

THAT this Order be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council.

THAT this Order come into force upon the date of this meeting.

1586-o

A.C. 2798-77, 24 août 1977

Règ. 77-464, 26 août 1977

LOI DU DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION
DE LA BAIE JAMES
(1971, c. 34)**Ordonnance no 226**

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'ordonnance numéro 226 de la municipalité
de la Baie James.IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre délégué à
l'Énergie:

QUE, sous l'autorité de l'article 37 de la Loi du développement de la région de la Baie James (1971, c. 34), soit approuvée l'ordonnance numéro 226 adoptée par le conseil d'administration de la Société de développement de la Baie James siégeant à titre de substitut du conseil municipal de la Baie James, et dont copie est annexée aux présentes;

QUE ladite ordonnance soit publiée dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Extrait du procès-verbal de la
soixante-quatorzième assemblée du conseil
d'administration de la Société de
développement de la Baie James,
siégeant à titre de substitut du conseil
municipal de la municipalité de la
Baie James, tenue mardi le 14 juin 1977,
à 9:30 heures

Sur proposition de M. Ernst, dûment appuyée par M.
MacDonald, il est unanimement ordonné:

Ordonnance no 226:

D'AUTORISER la municipalité à entreprendre un programme de loisirs dans la localité de Rousseau et dans les agglomérations de Val Paradis et Villebois, dans le cadre d'un projet « Canada — Jeunesse au travail », devant être réalisé au cours de l'année 1977 au coût prévu de \$17,004.00, sous la responsabilité de M. Rémi Tremblay, responsable des loisirs de ladite localité et desdites agglomérations.

O.C. 2798-77, 24 August 1977

Reg. 77-464, 26 August 1977

JAMES BAY REGION
DEVELOPMENT ACT
(1971, c. 34)**Order No. 226**

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Order No. 226 of the James Bay Municipality.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister-
Delegate, Energy:

THAT Order No. 226, a copy of which is annexed hereto, made by the Board of Directors of the James Bay Development Corporation substituting for the James Bay Municipal Council, be approved pursuant to section 37 of the James Bay Region Development Act (1971, c. 34);

THAT the said Order be published in the *Québec Official Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Extract from the minutes of the
seventy-fourth meeting of the
board of directors of the
James Bay Development Corporation
substituting for the James Bay
Municipal Council, held on
Tuesday, 14 June 1977,
at 09:30

It is unanimously ordered upon the proposal of Mr. Ernst,
duly seconded by Mr. MacDonald:

Order No. 226:

THAT the Municipality be authorized to undertake a program for recreational activities in the locality of Rousseau and in the conglomerations of Val Paradis and Villebois, within the framework of a "Young Canada Works Program" to be carried out in 1977 at the estimated cost of \$17,004, under the responsibility of Mr. Rémi Tremblay, the person responsible for the recreational activities of the said locality

rations; le tout selon les termes et conditions apparaissant à la note de service du gérant municipal, M. Richard Champagne, dont copie dûment paraphée par le secrétaire est versée au dossier de la présente assemblée.

DE SOUMETTRE la présente ordonnance à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

QUE la présente ordonnance entre en vigueur à compter de la date de la présente assemblée.

1586-o

and said conglomerations, the whole in accordance with the terms and conditions set forth in the Staff Memo of the municipal manager, Mr. Richard Champagne, a copy of which is duly initialed by the secretary and filed with the record of this meeting.

THAT this Order be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council.

THAT this Order come into force upon the date of this meeting.

1586-o

A.C. 2799-77, 24 août 1977
Règ. 77-465, 26 août 1977

LOI DU DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION
DE LA BAIE JAMES
(1971, c. 34)

Ordonnance no 228:

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'ordonnance numéro 228 de la municipalité
de la Baie James.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Ministre délégué à
l'Énergie:

QUE, sous l'autorité de l'article 37 de la Loi du développe-
ment de la région de la Baie James (1971, c. 34), soit
approuvée l'ordonnance numéro 228 adoptée par le conseil
d'administration de la Société de développement de la Baie
James siégeant à titre de substitut du conseil municipal de la
Baie James, et dont copie est annexée aux présentes;

QUE ladite ordonnance soit publiée dans la *Gazette offi-
cielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Extrait du procès-verbal de la
soixante-quatorzième assemblée du conseil
d'administration de la Société de
développement de la Baie James,
siégeant à titre de substitut du conseil
municipal de la municipalité de la
Baie James, tenue mardi le 14 juin 1977,
à 9:30 heures

Sur proposition de M. Ernst, dûment appuyée par M.
Monty, il est unanimement ordonné:

Ordonnance no 228

D'AUTORISER la municipalité à verser la somme de
\$5,060.80 à la Corporation des Chemins d'Hiver du Bassin
de la Baie d'Hudson, pour l'entretien des chemins sous la
responsabilité de la municipalité de la Baie James, à raison
de \$40.00/mille; et

O.C. 2799-77, 24 August 1977
Reg. 77-465, 26 August 1977

JAMES BAY REGION
DEVELOPMENT ACT
(1971, c. 34)

Order No. 228

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Order No. 228 of the James Bay Municipality.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister-
Delegate, Energy:

THAT Order No. 228, a copy of which is annexed hereto,
made by the board of directors of the James Bay Develop-
ment Corporation substituting for the James Bay Municipal
Council, be approved pursuant to section 37 of the James Bay
Region Development Act (1971, c. 34);

THAT the said Order be published in the *Québec Official
Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Extract from the minutes of the
seventy-fourth meeting of the
board of directors of the
James Bay Development Corporation
substituting for the James Bay
Municipal Council, held on
tuesday, 14 June 1977,
at 09:30

It is unanimously ordered upon the proposal of Mr. Ernst,
duly seconded by Mr. Monty:

Order No. 228:

THAT the Municipality be authorized to pay the sum of
\$5,060.80 to the *Corporation des chemins d'Hiver du Bassin
de la Baie d'Hudson* for the maintenance of the roads under
the responsibility of the James Bay Municipality, in the
amount of \$40/mile; and

D'AUTORISER la municipalité à verser la somme de \$887.20 à la Corporation des Chemins d'Hiver d'Abitibi-Ouest, pour l'entretien des chemins sous la responsabilité de la municipalité de la Baie James, à raison de \$10.00/mille.

DE SOUMETTRE la présente ordonnance à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

QUE la présente ordonnance entre en vigueur à compter de la date de la présente assemblée.

1586-o

THAT the Municipality be authorized to pay the sum of \$887.20 to the *Corporation des Chemins d'Hiver d'Abitibi-Ouest* for the maintenance of the roads under the responsibility of the James Bay Municipality, in the amount of \$10/mile.

THAT this Order be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council.

THAT this Order come into force upon the date of this meeting.

1586-o

A.C. 2800-77, 24 août 1977**Règ. 77-466, 26 août 1977**

LOI DU DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION
DE LA BAIE JAMES
(1971, c. 34)

Ordonnance no 229

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'ordonnance numéro 229 de la municipalité
de la Baie James.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Ministre délégué à
l'Énergie:

QUE, sous l'autorité de l'article 37 de la Loi du développe-
ment de la région de la Baie James (1971, c. 34), soit
approuvée l'ordonnance numéro 229 adoptée par le conseil
d'administration de la Société de développement de la Baie
James siégeant à titre de substitut du conseil municipal de la
Baie James, et dont copie est annexée aux présentes;

QUE ladite ordonnance soit publiée dans la *Gazette offi-
cielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Extrait du procès-verbal de la
soixante-quatorzième assemblée du conseil
d'administration de la Société de
développement de la Baie James,
siégeant à titre de substitut du conseil
municipal de la municipalité de la
Baie James, tenue mardi le 14 juin 1977,
à 9:30 heures

ATTENDU que M. Ubald Robitaille a remis sa démission à
titre de membre du conseil local de Joutel et qu'un poste est
ainsi devenu vacant au sein du conseil local;

ATTENDU que M. Laurent Bélanger est éligible à la charge
dudit conseil local;

ATTENDU que par vote secret les citoyens de la localité de
Joutel ont recommandé lors d'une réunion tenue le 2 mai
1977, la nomination de M. Laurent Bélanger comme mem-
bre du conseil local de Joutel.

Sur proposition de M. Boulva, dûment appuyée par M.
Monty, il est unanimement ordonné:

O.C. 2800-77, 24 August 1977**Reg. 77-466, 26 August 1977**

JAMES BAY REGION
DEVELOPMENT ACT
(1971, c. 34)

Order No. 229

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Order No. 229 of the James Bay Municipality.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister-
Delegate, Energy:

THAT Order No. 229, a copy of which is annexed hereto,
made by the board of directors of the James Bay Develop-
ment Corporation substituting for the James Bay Municipal
Council, be approved pursuant to section 37 of the James Bay
Region Development Act (1971, c. 34);

THAT the said Order be published in the *Québec Official
Gazette*

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Extract from the minutes of the
seventy-fourth meeting of the
board of directors of the
James Bay Development Corporation
substituting for the James Bay
Municipal Council, held on
Tuesday, 14 June 1977,
at 09:30

WHEREAS Mr. Ubald Robitaille resigned as member of the
local council of Joutel and a post thus became vacant in the
local council;

WHEREAS Mr. Laurent Bélanger is eligible for the office of
the said local council;

WHEREAS by secret ballot the citizens of the locality of
Joutel recommended the appointment of Mr. Laurent Bélan-
ger as member of the local council of Joutel, at a meeting held
on 2 May 1977.

It is unanimously ordered upon the proposal of Mr.
Boulva, duly seconded by Mr. Monty:

Ordonnance no 229:

DE NOMMER M. Laurent Bélanger, membre du conseil local de la localité de Joutel, et ce jusqu'au 18 juin 1978, date à laquelle le mandat des autres conseillers expire.

DE SOUMETTRE la présente ordonnance à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

QUE la présente ordonnance entre en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette Officielle du Québec*.

1586-o

Order No. 229:

THAT Mr. Laurent Bélanger be appointed member of the local council of the locality of Joutel, up to 18 June 1978, the date on which the term of office the other councillors shall expire.

THAT this Order be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council.

THAT this Order come into force upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

1586-o

A.C. 2981-77, 7 septembre 1977
Règ. 77-525, 12 septembre 1977

LOI DU DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION
DE LA BAIE JAMES
(1971, c. 34)

Ordonnance no 227

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'ordonnance numéro 227 de la municipalité
de la Baie James

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Ministre délégué à
l'Énergie:

QUE, sous l'autorité de l'article 37 de la Loi du développe-
ment de la région de la Baie James (1971, c. 34), soit
approuvée l'ordonnance numéro 227 adoptée par le conseil
d'administration de la Société de développement de la Baie
James siégeant à titre de substitut du conseil municipal de la
Baie James, et dont copie est annexée aux présentes;

QUE ladite ordonnance soit publiée dans la *Gazette offi-
cielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Extrait du procès-verbal de la
soixante-quatorzième assemblée du conseil
d'administration de la Société de
développement de la Baie James,
siégeant à titre de substitut du conseil
municipal de la municipalité de la
Baie James, tenue mardi le 14 juin 1977,
à 9:30 heures

Sur proposition de M. Boulva, dûment appuyée par M.
Monty, il est unanimement ordonné:

Ordonnance no 227:

D'AUTORISER le gérant municipal, M. Richard Champa-
gne, ou l'assistant-gérant, M. Donald Murphy, à ouvrir et
maintenir des comptes de banque pour y déposer toute
somme d'argent reçue dans le cadre de programmes d'aide
gouvernementale, fédéral ou provincial, afin de procéder à
l'administration des projets pour lesquels lesdites subven-
tions sont accordées, le tout selon les termes et conditions

O.C. 2981-77, 7 September 1977
Reg. 77-525, 12 September 1977

JAMES BAY REGION
DEVELOPMENT ACT
(1971, c. 34)

Order No. 227

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Order No. 227 of the James Bay Municipality.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister-
Delegate, Energy:

THAT Order No. 227, a copy of which is annexed hereto,
made by the board of directors of the James Bay Develop-
ment Corporation substituting for the James Bay Municipal
Council, be approved pursuant to section 37 of the James Bay
Region Development Act (1971, c. 34);

THAT the said Order be published in the *Québec Official
Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Extract from the minutes of the
seventy-fourth meeting of the
board of directors of the
James Bay Development Corporation
substituting for the James Bay
Municipal Council, held on
Tuesday, 14 June 1977
at 09:30

It is unanimously ordered upon the proposal of Mr.
Boulva, duly seconded by Mr. Monty:

Order No. 227:

THAT the municipal manager, Mr. Richard Champagne,
or the assistant manager, Mr. Donald Murphy, be authorized
to open and keep bank accounts to deposit any sums of
money received within the framework of federal or provin-
cial government aid programs, in order to administer the
projects for which the said grants are given, the whole in
accordance with the terms and conditions set forth in the staff

apparaissant à la note de service du gérant municipal, M. Richard Champagne, dont copie dûment paraphée par le secrétaire est versée au dossier de la présente assemblée.

DE SOUMETTRE la présente ordonnance à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

QUE la présente ordonnance entre en vigueur à compter de la date de la présente assemblée.

1586-o

memo of the municipal manager, Mr. Richard Champagne, a copy of which is duly initialed by the secretary and filed with the record of this meeting.

THAT this Order be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council.

THAT this Order come into force upon the date of this meeting.

1586-o

A.C. 3000-77, 7 septembre 1977**Règ. 77-532, 12 septembre 1977****LOI DE LA CONSERVATION DE LA FAUNE**
(1969, c. 58)**Réserve de la rivière à saumon York — Établissement**

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la réserve de la rivière à saumon York

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *r* de l'article 77 de la loi de la conservation de la faune (1969, c. 58, amendée par 1971 c. 60) le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des réserves de pêche et déterminer les conditions auxquelles la pêche y est permise;

ATTENDU QU'il y a lieu d'établir une réserve à saumon connue sous le nom de réserve de la rivière à saumon York;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche;

QUE le territoire dont la description est annexé au présent arrêté en conseil constitue la réserve de la rivière à saumon York;

QUE le présent arrêté en conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

ANNEXE

Réserve de la rivière York:

- a) la partie de la rivière York comprise entre le prolongement dans ladite rivière de la rive droite du ruisseau Patch dans le canton Fletcher et le prolongement dans ladite rivière de la ligne de division des blocs 47 et 48 du canton Laforce;
- b) une bande de trois chaînes de chaque côté de la partie de la rivière York décrite au paragraphe *a*.

O.C. 3000-77, 7 September 1977**Reg. 77-532, 12 September 1977****WILD-LIFE CONSERVATION ACT**
(1969, c. 58)**York Salmon River Reserve — Establishment**

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the York Salmon River Reserve

WHEREAS under subparagraph *r* of section 77 of the Wild-life Conservation Act (1969, c. 58, amended by 1971, c. 60) the Lieutenant-Governor in Council may establish fish reserves and determine the conditions upon which fishing is permitted there;

WHEREAS it is expedient to establish a salmon reserve to be known as the Salmon River Reserve of York;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT the territories whose description is annexed hereto constitute the York Salmon River Reserve;

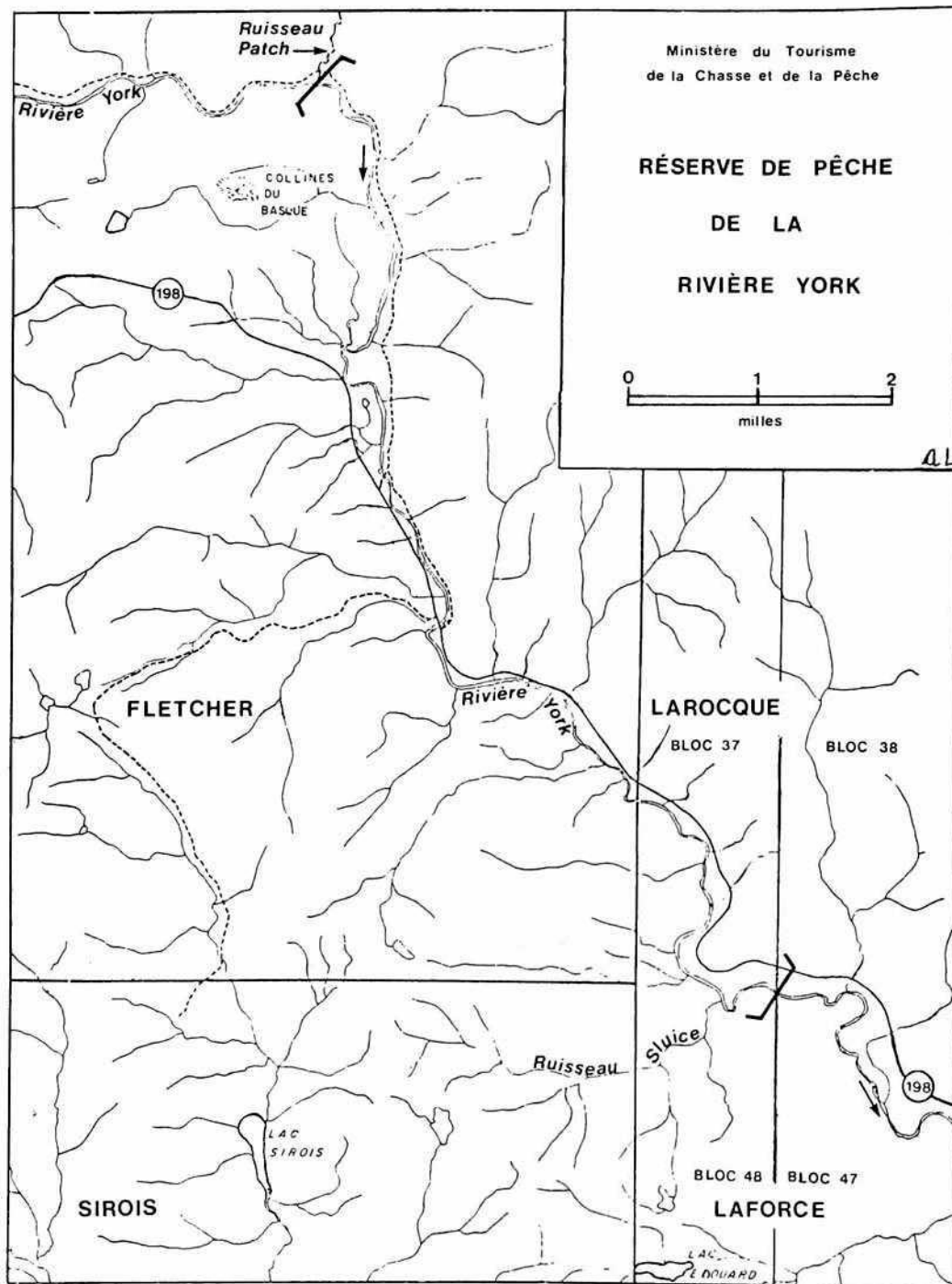
THAT this Order in Council come into force upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

SCHEDULE

York River Reserve:

- a) that portion of the York River lying between the extension into the said river of the right bank of Patch Creek in the township of Fletcher and the extension into the said river of the line separation blocks 47 and 48 of the township of Laforce;
- b) a strip three chains wide on each side of the portion of the York River described in paragraph *a*.



A.C. 3068-77, 15 septembre 1977**Règ. 77-553, 16 septembre 1977****LOI DE LA CONSERVATION DE LA FAUNE**
(1969, c. 58)**Réserve de la région à saumon York — Règlement****Présent:** Le lieutenant-gouverneur en conseil.**CONCERNANT** le règlement relatif à la réserve de la rivière à saumon York.

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *r* de l'article 77 de la loi de la conservation de la faune (1969, c. 58), le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements pour établir des réserves de pêche et déterminer les conditions auxquelles la pêche y est permise; prohiber complètement, dans ces réserves, la pêche, la possession d'agès de pêche, la circulation ou le séjour;

ATTENDU QU'il y a lieu d'adopter des règlements pour la réserve de la rivière à saumon York;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche;

QUE le règlement relatif à la réserve de la rivière à saumon York, annexé au présent arrêté en conseil, soit adopté;

QUE le présent arrêté en conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif.
GUY COULOMBE.

**Règlement relatif à la réserve de la
rivière à saumon York****Loi de la Conservation de la Faune**
(1969, c. 58, a. 77, par. *r*)

1. Le mot « résident » signifie: toute personne qui a demeuré dans le Québec durant les douze mois consécutifs précédant sa demande de délivrance d'un permis, les membres des Forces armées canadiennes et de la Gendarmerie Royale cantonnés au Canada, ainsi que les fonctionnaires en exercice à l'extérieur de la province pour le compte du gouvernement du Canada ou du Québec ou l'un de leurs organismes et qui résidaient ordinairement au Québec.

O.C. 3068-77, 15 September 1977**Reg. 77-553, 16 September 1977****WILD-LIFE CONSERVATION ACT**
(1969, c. 58)**York Salmon River Reserve — Regulation****Present:** The Lieutenant-Governor in Council.**CONCERNING** the Regulation respecting the York Salmon River Reserve

WHEREAS under subparagraph *r* of section 77 of the Wild-Life Conservation Act (1969, c. 58), the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to establish fish reserves and determine the conditions upon which fishing is permitted there; totally prohibit in such reserves, fishing, the possession of fishing gear, travel, or periods of stay;

WHEREAS it is expedient to make Regulations for the York River Salmon Reserve;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT the Regulation respecting the York Salmon River Reserve, annexed to this Order in Council, be made;

THAT the said Order in Council come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

**Regulation respecting the York
Salmon River Reserve****Wild-life Conservation Act**
(1969, c. 58, s. 77, subpar. *r*)

1. The word "resident" means: any person who has resided in the Province of Québec during the twelve consecutive months preceding his application for a licence, members of the Canadian Armed Forces and the Royal Canadian Mounted Police based in Canada as well as functionaries working outside the Province on behalf of the Governments of Canada or Québec or one of their bodies who usually reside in the Province of Québec.

2. Pour pêcher dans la réserve à saumon York une personne doit être détenteur d'un permis quotidien de pêche délivré sur demande à cette fin par le ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche.

3. Le coût du permis quotidien de pêche dans les réserves des rivières à saumon est fixé comme suit:

\$ 6.00 pour les résidents;

\$12.00 pour les non-résidents.

4. La date et l'endroit pour pêcher dans cette réserve sont ceux apparaissant sur le permis.

5. Tout pêcheur, ayant capturé un saumon, doit l'apporter à l'état entier, à une station prévue à cette fin pour y être mesuré et enregistré.

6. Le séjour, sous forme de camping, est interdit.

7. Les déchets doivent être jetés dans des récipients ou aux endroits prévus à cette fin.

8. Le présent règlement entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

1588-o

2. No person may fish in the York Salmon River Reserve unless he holds a daily fishing permit issued upon request for that purpose by the Minister of Tourism, Fish and Game.

3. The cost of daily fishing permits in salmon river reserves is fixed as follows:

\$ 6.00 for residents;

\$12.00 for non-residents.

4. The dates and places for fishing in this reserve are those which appear on the permit.

5. Every fisherman who catches a salmon must bring it intact to a station provided for that purpose in order to have it measured and recorded.

6. Periods of stay, in the form of camping, are prohibited.

7. Refuse must be disposed of in the containers and at the places provided for that purpose.

8. This Regulation shall come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

1588-o

Règ. 77-555, 20 septembre 1977

CHARTRE DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

(1966/67 c. 129)

Modification des statuts

Avis est donné en vertu de l'article 35 de la Charte de l'Université de Montréal, (1966/67 c. 129) que les statuts de l'Université de Montréal sont modifiés de la façon suivante:

1. En remplaçant le deuxième alinéa de l'article 27.03 par le suivant:

« Le personnel enseignant d'une faculté, d'un département ou d'un centre de recherche, comprend outre le corps professoral, *les professeurs et chercheurs invités, les attachés de recherche*, les chargés d'enseignement, les chargés de cours et toute autre catégorie déterminée par l'autorité compétente. Ils sont nommés ou engagés par le Conseil à la suite de consultations et recommandations dont les modalités sont déterminées par les règlements de l'université. »

2. En remplaçant l'article 27.04 par le suivant:

« **27.04** *Nomination du personnel enseignant de la F.A.S.*
Nonobstant l'article 27.03 et sous réserve d'une délégation de pouvoirs consentie en conformité de l'article 14 de la charte, la nomination ou l'engagement des membres du personnel enseignant de la Faculté des arts et des sciences se fait de la façon prévue au présent article.

La nomination des professeurs et des attachés de recherche avec rang ainsi que celle des professeurs invités est faite par le conseil à la suite de consultations et recommandations dont les modalités sont déterminées par les règlements de l'université.

Les chargés d'enseignement sont engagés par le doyen sur la recommandation du directeur de département faite après consultation d'un comité formé à cette fin par les professeurs du département ou, en l'absence de comité, des professeurs eux-mêmes.

Les chargés de cours sont engagés par le directeur de département qui en informe le doyen.

L'engagement des chargés d'enseignement et des chargés de cours doit être fait en conformité de critères établis par l'assemblée de département et compatibles avec les normes établies par l'assemblée universitaire.

Les autres membres du personnel enseignant sont engagés selon les modalités déterminées par les règlements de l'université. »

Reg. 77-555, 20 September 1977

CHARTER OF THE UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

(1966/67, c. 129)

Statutes — Amendments

Notice is hereby given under section 35 of the Charter of the Université de Montréal (1966/67, c. 129) that the statutes of the Université de Montréal are amended as follows:

1. By replacing the first and second paragraphs of section 27.03 by the following:

"The teaching staff of a faculty, a department or a research centre includes, in addition to the teaching body, *visiting professors, visiting research professors, research associates*, instructors, lecturers and persons of such other category as is determined by the competent authority. They are appointed by the Board following consultations held in such manner as the university assembly determines by regulation."

2. By replacing section 27.04 by the following:

« **27.04** *Appointment of teaching staff of F.A.S.*

Notwithstanding section 27.03 and subject to any delegation of powers granted under section 14 of the Charter, the appointment or hiring of the teaching staff of the Faculty of Arts and Science shall be in accordance with this section.

The appointment of professors and research faculty members as well as that of visiting professors is made by the Board after consultations and recommendations in such manner as the university assembly determines by regulation.

Instructors are hired by the dean on the recommendation of the department director after consultation with a committee set up for that purpose by the department professors or, in the absence of such a committee, with the professors themselves.

The appointment of lecturers is made by the department director who informs the dean thereof.

The appointment of instructors and lecturers must be made in accordance with criteria set by the department assembly and must conform to the standards set by the university assembly.

The other members of the teaching staff are appointed in such manner as the university assembly determines by regulation."

3. En remplaçant l'article 27.08 par le suivant:

« 27.08 La promotion des professeurs et des attachés de recherche avec rang.

La promotion des professeurs et des attachés de recherche avec rang est faite par le conseil à la suite de consultations et recommandations dont les modalités sont déterminées par les règlements de l'université ».

4. En remplaçant le troisième alinéa de l'article 28.06 par le suivant:

« Il participe à la nomination et à la promotion des professeurs et des attachés de recherche avec rang ainsi qu'à l'engagement des autres membres du personnel enseignant selon les modalités déterminées par les règlements de l'université. »

5. En remplaçant le sous-paragraphe *f* de l'article 28.08 par le suivant:

« *f*) il participe à la nomination et à la promotion des professeurs et des attachés de recherche avec rang ainsi qu'à l'engagement des autres membres du personnel enseignant selon les modalités déterminées par l'article 27.04 et par les règlements de l'université. »

6. En abrogeant le sous-paragraphe *a* de l'article 28.08.

7. En remplaçant le troisième alinéa de l'article 28.17 par le suivant:

« Il participe à la nomination et à la promotion des professeurs et des attachés de recherche avec rang ainsi qu'à l'engagement des autres membres du personnel enseignant selon les modalités déterminées par les règlements de l'université. »

8. En remplaçant le sous-paragraphe *c* de l'article 28.18 par le suivant:

« *c*) il participe à la nomination et à la promotion des professeurs et des attachés de recherche avec rang ainsi qu'à l'engagement des autres membres du personnel enseignant selon les modalités déterminées par l'article 27.04 et par les règlements de l'université. »

9. En abrogeant les sous-paragraphe *d*, *e* et *f* de l'article 28.18.

3. By replacing section 27.08 by the following:

“27.08 Promotion of professors and research faculty members

The promotion of professors and research faculty members is made by the council following consultations and recommendations in such manner as the *Université* determines by regulation.”

4. By replacing the third paragraph of section 28.06 by the following:

“He takes part in the appointment and the promotion of professors and research faculty members as well as in the hiring of the other members of the teaching staff in such manner as the *Université* determines by regulation.”

5. By replacing subparagraph *f* of section 28.08 by the following:

“(f) He takes part in the appointment and the promotion of professors and research faculty members as well as in the hiring of the other members of the teaching staff in accordance with section 27.04 and in such manner as the *Université* determines by regulation.”

6. By revoking subparagraph *g* of section 28.08.

7. By replacing the third paragraph of section 28.17 by the following:

“He takes part in the appointment and promotion of professors and research faculty members as well as in the hiring of the other members of the teaching staff in such manner as the *Université* determines by regulation.”

8. By replacing subparagraph *c* of section 28.18 by the following:

“(c) he takes part in the appointment and promotion of professors and research faculty members as well as in the hiring of the other members of the teaching staff in accordance with section 27.04 and in such manner as the *Université* determines by regulation.”

9. By revoking subparagraphs *d*, *e* and *f* of section 28.18.

10. En remplaçant l'article 30.01 par le suivant:

« 30.01 Composition de l'assemblée de faculté

L'assemblée de faculté se compose des professeurs de la faculté.

Elle est présidée par le doyen, qui la convoque au moins une fois par année et chaque fois qu'au moins le quart de ses membres en font la demande par écrit pour des motifs énoncés dans celle-ci. Le secrétaire de la faculté agit comme secrétaire d'assemblée.

Les professeurs invités, les chargés d'enseignement, les chargés de cours et d'autres personnes désignées par les règlements de l'université peuvent être invités à participer à ses délibérations, mais sans droit de vote. »

11. En remplaçant l'alinéa 3 de l'article 31.01 par le suivant:

« Les professeurs invités, les chargés d'enseignement, les chargés de cours et d'autres personnes désignées par les règlements de l'Université peuvent être invités à participer à ses délibérations, mais sans droit de vote. »

12. En ajoutant après l'article 37.09, l'article 37.10 suivant:

« 37.10 Nonobstant toute disposition contraire, les attachés de recherche avec rang sont assimilés aux professeurs pour les fins de l'exercice des droits politiques prévus aux présents statuts.

Cependant, ils ne participent pas aux délibérations concernant une décision qui confère la permanence.

Les modalités d'exercice de ces droits politiques sont déterminés par les règlements de l'Université. »

13. Ces modifications et abrogations entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le Procureur de l'Université de Montréal,
GASTON POULIOT, C.R.

1589-o

10. By replacing section 30.01 by the following:

“30.01 Composition of faculty assembly

The faculty assembly is composed of the professors of the faculty.

It is presided over by the dean, who convenes it at least once a year and whenever at least one quarter of its members so request in writing for reasons indicated in the request. The secretary of the faculty acts as secretary of the assembly.

Visiting professors, instructors, lecturers and other persons designated in the regulations of the *Université* may be invited to take part in the deliberations of the assembly, but without right of vote.”

11. By replacing the third paragraph of section 31.01 by the following:

“Visiting professors, instructors, lecturers and other persons designated in the regulations of the *Université* may be invited to take part in the deliberations of the assembly, but without right of vote.”

12. By adding, after section 37.09 the following section 37.10:

“37.10 Notwithstanding any provision to the contrary, research faculty members are included with professors for the purposes of the exercise of the political rights provided for in this Regulation.

They may not, however, take part in any deliberations respecting a decision to confer permanent status.

The manner in which these political rights are exercised is determined by the *Université* by regulation.”

13. These amendments and revocations shall come into force on the date of their publication in the *Québec Official Gazette*.

GASTON POULIOT,
Attorney for the Université de Montréal.

1589-o



Décision, 1 septembre 1977
Règ. 77-556, 19 septembre 1977

**LOI SUR LA MISE EN MARCHÉ DES
PRODUITS AGRICOLES**
(1974, c. 36)

Producteurs de porcs du Québec — Plan conjoint proposé

Prenez avis que, selon les dispositions des articles 22, 26 et 91 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, la Régie a décrété ce qui suit par son ordonnance numéro 2194 du 1er septembre 1977.

- 1) La Régie transmet au Lieutenant-gouverneur en conseil la requête amendée présentée par la Fédération des producteurs de porcs du Québec le 15 juin 1976 relative à l'établissement d'un plan conjoint des producteurs de porcs du Québec.
- 2) Elle considère de plus qu'il a été établi à sa satisfaction que le recours au référendum auprès des producteurs visés, prévu aux articles 23 à 25 de la Loi, n'est pas souhaitable dans le présent cas et recommande au Lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le plan conjoint ci-après selon l'article 26 de la Loi.
- 3) La Régie recommande au Lieutenant-gouverneur en conseil de recevoir la demande d'établissement d'un plan conjoint de producteurs de porcs et d'approuver le plan conjoint proposé ci-annexé tel qu'il a été modifié par la Régie.

Régie des marchés agricoles du Québec,
Le secrétaire,
ME GILLES LE BLANC.

**Plan conjoint proposé concernant les
producteurs de porcs du Québec**

Loi sur la mise en marché des produits agricoles
(1974, c. 36)

NOM DU PLAN

1. Le présent plan conjoint porte le nom de « Plan conjoint des producteurs de porcs du Québec ».

Decision, 1 September 1977
Reg. 77-556, 19 September 1977

FARM PRODUCTS MARKETING ACT
(1974, c. 36)

Hog producers — Proposed joint plan

Notice is hereby given that, according to the provisions of sections 22, 26 and 91 of the Farm Products Marketing Act, the Board has decreed as follows by its Order No. 2194 of September 1, 1977.

- (1) The Board transmit to the Lieutenant-Governor in Council the amended petition submitted June 15, 1976, by the "Fédération des producteurs de porcs du Québec" concerning the setting up of a joint plan for Québec hog producers.
- (2) In addition, it considers that it has been established to its satisfaction that resort to the referendum amongst the producers concerned, provided for in sections 23 to 25 of the Act, is not desirable in this case and it recommends to the Lieutenant-Governor in Council to approve the joint plan hereto attached according to section 26 of the Act.
- (3) The Board recommends to the Lieutenant-Governor in Council to accept the petition for the setting up of a joint plan for hog producers and to approve the proposed joint plan annexed hereto as amended by the Board.

Québec Agricultural Marketing Board,

per: ME GILLES LE BLANC,
Secretary.

**Proposed Joint plan respecting Québec
hog producers**

Farm Products Marketing Act
(1974, c. 36)

NAME OF THE PLAN

1. This joint plan shall be entitled "Québec hog producers, joint plan".

DÉFINITIONS

2. Dans le présent plan conjoint, les expressions et mots suivants signifient:

- a) « Loi »: la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (1974, c. 36);
- b) « office »: l'office de producteurs chargé de l'application du plan;
- c) « mise en marché »: l'offre de vente, la vente, l'expédition pour fin de vente, le transport, l'achat, le parage, la publicité et le financement des opérations ayant trait à l'écoulement du produit visé;
- d) « plan »: le présent plan conjoint des producteurs de porcs du Québec;
- e) « Régie »: la Régie des marchés agricoles du Québec.

PRODUIT VISÉ

3. Le produit visé par le plan est le porc élevé ou mis en marché au Québec aux fins de reproduction, d'engraissement ou d'abattage.

PRODUCTEUR LIÉ PAR LE PLAN

4. Le producteur lié par le plan est toute personne qui, dans le Québec, élève dans une porcherie ou dans un enclos, dont elle est propriétaire ou locataire, ou offre en vente, ou élève et offre en vente le produit visé, pour son compte ou celui d'autrui.

ADMINISTRATION DU PLAN

5. Le présent plan conjoint est administré par un office de producteurs constitué selon la loi, composé de neuf (9) membres nommés par le Lieutenant-gouverneur en conseil.

6. Cet office de producteurs exerce ses fonctions jusqu'à ce qu'il soit remplacé par un autre organisme de producteurs, selon le présent plan et la loi.

7. Le Lieutenant-gouverneur en conseil peut remplacer, en tout temps, les membres de l'office et remplir les sièges qui peuvent de temps à autre devenir vacants.

DEFINITIONS

2. In this joint plan, the following expressions and terms mean:

- (a) "Act": the Farm Products Marketing Act" (1974, c. 36);
- (b) "board": the producers' board entrusted with the implementation of this plan;
- (c) "marketing": offering for sale, sale, shipping for purposes of sale, transport, purchase, penning, advertisement and the financing of operations related to the selling on the market of the product contemplated by the plan;
- (d) "plan": this joint plan for Québec hog producers;
- (e) "Board": the Québec Agricultural Marketing Board.

PRODUCT CONTEMPLATED

3. The product contemplated by the plan is the hog raised or marketed in Québec for purposes of reproduction, fattening or slaughter.

PRODUCER BOUND BY THE PLAN

4. The producer bound by the plan is any person who, in the Province of Québec, raises in a piggery or in an enclosure, of which he is the owner or lessee, or who offers for sale, or raises and offers for sale for himself or for someone else the product contemplated by the plan.

ADMINISTRATION OF THE PLAN

5. This joint plan shall be administered by a board constituted according to the Act, and comprising nine members appointed by the Lieutenant-Governor in Council.

6. This board shall carry out its functions until it is replaced by another producers' body, in conformity with this plan and the Act.

7. At any time, the Lieutenant-Governor in Council may replace members of the board and fill the vacancies which may occur from time to time.

8. L'office doit adopter des règlements concernant sa régie interne dès le début de ses activités et les soumettre à l'approbation de la Régie.

9. Dans les six (6) mois suivant la mise en vigueur du plan, l'office doit adopter un règlement relatif à la division des producteurs en groupes pour les fins de la tenue des assemblées générales, selon les articles 45 et 46 de la loi.

10. Environ deux (2) ans après la mise en vigueur du présent plan conjoint, la Régie recherchera par voie d'enquête auprès des producteurs visés si la majorité d'entre eux désirent que le plan conjoint soit maintenu, suspendu ou abrogé.

Si le plan est maintenu, l'office de producteurs ou, à son défaut, la Régie doit convoquer une assemblée générale spéciale des producteurs dans les trois (3) mois qui suivent la publication par la Régie du résultat de l'enquête précitée. Cette assemblée doit décider, par règlement, de l'organisme qui sera subséquemment chargé de l'application et de l'administration du plan conjoint.

11. Si l'assemblée générale décide de remplacer l'office par un autre organisme, ce changement doit s'effectuer selon l'article 31 de la loi. Ce nouvel organisme devra faire approuver par la Régie ses règlements de régie interne, dont ceux relatifs aux qualités requises pour en devenir membre et à l'élection de ses administrateurs, avant la tenue de la première assemblée générale qui suivra.

Si l'office de producteurs est maintenu dans ses fonctions, l'assemblée générale devra prévoir, par règlement sujet à l'approbation de la Régie, la composition, le mode d'élection, de remplacement ou de nomination des membres de cet office.

POUVOIRS, DEVOIRS ET ATTRIBUTIONS DE L'OFFICE

12. Sauf quant aux restrictions prévues dans le présent plan conjoint, l'office possède les pouvoirs et attributions et il a les devoirs prévus dans la Loi pour un tel organisme.

13. L'office ne peut exercer par voie de règlement les fonctions et pouvoirs prévus aux articles 67 et 68 de la Loi.

14. L'office ne peut négocier les conditions de mise en marché des porcs destinés à la reproduction et à l'engraissement, sauf lorsqu'ils sont mis en marché pour fin d'abattage.

8. At the outset of its activities, a board must adopt by-laws concerning its internal administration and submit them to the Board for approval.

9. Within the six months following the coming into force of the plan, the board must adopt a by-law concerning the division of the producers into groups for the purposes of holding general meetings, according to sections 45 and 46 of the Act.

10. About two years after the coming into force of this joint plan, the Board shall seek to ascertain by means of an inquiry amongst the producers referred to whether the majority of them wishes the joint plan to be maintained, suspended or repealed.

If the plan is maintained, the producers' board or, failing that, the Board must convene a special general meeting of the producers within the three months following publication by the Board of the results of the said inquiry. Such meeting must decide by by-law which body shall subsequently be responsible for the application and administration of the joint plan.

11. If the general meeting decides to replace a board by another body, this change must be made in conformity with section 31 of the Act. Such new body must have its by-laws concerning its internal administration approved by the Board including the by-laws concerning the qualifications required for membership, and the election of its administrators, before its first subsequent general meeting.

If the board is maintained in office, the general meeting shall provide, by by-law subject to the Board's approval, for the composition and the manner of election, replacement or appointment of members of this board.

POWERS, DUTIES AND ATTRIBUTIONS OF THE BOARD

12. Except for the restrictions provided for in this joint plan, a board shall have the powers and attributions and the duties provided for in the Act for such a body.

13. A board may not carry out, by means of by-laws, the functions and powers referred to in sections 67 and 68 of the Act.

14. A board may not negotiate marketing conditions of hogs intended for reproduction and for fattening, except when they are marketed for slaughter.

15. L'office peut, selon les conditions prévues à la section XI de la Loi, coopérer avec d'autres organismes de producteurs, ou avec un gouvernement, ses employés, ministères ou organismes gouvernementaux, en vue de la mise en marché ordonnée du produit visé, dans les limites et hors du Québec. Il peut également recevoir et exercer à ces fins des fonctions et des pouvoirs provenant d'autres lois ou qui lui sont délégués par la Régie.

16. L'office peut faire toute enquête utile à l'application du plan conjoint ou d'un règlement, ou concernant les conditions de mise en marché du produit visé. Il peut obtenir des producteurs tout renseignement jugé utile à l'application du plan conjoint.

17. L'office peut constituer un comité de bonne entente pour étudier et régler les griefs des producteurs relativement à l'exécution du plan conjoint et des règlements, en déterminer la procédure et les règles, qui sont sujettes à l'approbation de la Régie. Il peut aussi établir d'autres comités pour assurer une application efficace du plan et des règlements.

18. L'office peut également

- a) arrêter la contribution des producteurs à l'administration du plan conjoint et des règlements, conformément à la loi;
- b) pour réaliser l'un ou l'autre des objets du plan ou assurer l'application d'un règlement, décréter par règlement, approuvé par l'assemblée générale des producteurs visés et par la Régie, une contribution spéciale des producteurs intéressés, ou d'un groupe déterminé de producteurs;
- c) affecter une partie de la contribution des producteurs à des fins de publicité du produit visé, ou édicter une contribution spéciale à cette fin. Le montant de cette contribution peut varier selon des groupes déterminés de producteurs;
- d) déterminer les modalités de paiement et de perception des contributions.

19. Sujet aux dispositions de l'article 3 du présent chapitre, l'office

- a) est l'agent de négociation des producteurs liés par le plan;

15. A board may, in accordance with the conditions stipulated in Division XI of the Act, cooperate with other producers' bodies, or with a government, its employees, ministries or bodies, with a view to orderly marketing of the product contemplated, inside or outside the Province of Québec. For this purpose, it may also be given powers and carry out functions which are derived from other acts or which are delegated to it by the Board.

16. A board can make any inquiry necessary for the implementation of the joint plan or of a by-law, or concerning marketing conditions of the product contemplated. It may obtain from producers any information deemed necessary for the implementation of the joint plan.

17. A board may set up a conciliatory committee to study and settle the producers' grievances concerning implementation of the joint plan and the by-laws, to determine its procedure and its rules, which are subject to approval by the Board. It may also set up other committees to ensure efficient implementation of the plan and by-laws.

18. A board may also

- (a) fix the contribution of producers to the administration of the joint plan and by-laws, in conformity with the Act;
- (b) to carry out any of the objectives of the plan or to ensure the application of a by-law, decree by by-law, approved by the general meeting of the producers concerned and by the Board, a special contribution by the producers concerned, or by a particular group of producers;
- (c) allocate part of the producers' contribution for purposes of advertising the product contemplated, or decree a special contribution for this purpose. The amount of the said contribution may vary with particular groups of producers;
- d) determine the terms and conditions of payment and collection of contributions.

19. Subject to the provisions of section 3 of this chapter, the board

- (a) is the negotiating agent of the producers bound by this plan;

- | | |
|---|--|
| <p>b) peut signer tout contrat et, par là, lier chaque producteur assujéti au plan conjoint, en déterminer la durée et les conditions de renouvellement;</p> <p>c) peut négocier avec toute personne tenue de le faire en vertu de la loi toute condition de mise en marché et, spécialement,</p> <ul style="list-style-type: none">i) le prix, les conditions et modalités de vente et de paiement du produit visé;ii) les conditions, modalités et prix du transport, du parage et de tout autre service relatif à la production et à la mise en marché du produit visé;iii) les normes de qualité, le classement et la pesée du produit visé, ainsi que leur surveillance par un représentant attitré de l'office;iv) les modalités et conditions de l'approvisionnement des abattoirs et de la livraison du produit visé;v) les conditions et modalités des diverses conventions liant le producteur intéressé et en vertu desquelles il participe à la production pour le compte d'autrui;vi) le mode de retenue par l'acheteur de la contribution décrétée en vertu du plan conjoint et sa remise à l'office;vii) la durée des contrats et les conditions de leur renouvellement, ainsi que celles permettant la réouverture des négociations;viii) l'orientation de la production du produit visé selon les besoins des marchés;ix) tant à l'occasion de la signature d'une convention qu'au cours de son exécution, une procédure de règlement des griefs et d'arbitrage des différends;x) l'étendue de la protection offerte par toute police d'assurance-responsabilité. | <p>(b) may sign any contract and thereby bind each producer subject to the joint plan, and determine the duration and the conditions of its renewal;</p> <p>(c) may negotiate, with any person obliged to do so under the Act, any marketing conditions and, especially,</p> <ul style="list-style-type: none">(i) the price, terms and conditions of the sale and of payment of the product contemplated;(ii) the terms, conditions and price of transport, penning and any other service connected with production and marketing of the product contemplated;(iii) the standards of quality, the grading and the weighing of the product contemplated, and their supervision by an authorized representative of the board;(iv) the terms and conditions of supply of abattoirs and of delivery of the contemplated product;(v) the terms and conditions of various agreements binding the producer concerned under which he participates in the production on behalf of someone else;(vi) the manner of withholding, by the buyer, the contribution decreed under a joint plan and of its remittance to the board;(vii) the duration of contracts and the conditions of their renewal, and the conditions governing the reopening of negotiations;(viii) organization of production of the product contemplated according to market needs;(ix) a procedure for settling grievances and arbitrating disputes, at the signing of an agreement and during its implementation;(x) the degree of protection offered by any liability insurance policy. |
|---|--|

MODE DE FINANCEMENT

20. L'administration et la mise en oeuvre du plan conjoint et des règlements sont financées par une contri-

MODE OF FINANCING

20. The administration and implementation of the joint plan and by-laws shall be financed through a con-

bution qui doit être payée par tous les producteurs liés par le plan conjoint, selon le mode déterminé par l'office. Cette contribution peut être différente pour divers groupes de producteurs.

Le montant de cette contribution est déterminé par l'office au moyen d'un règlement qui doit être approuvé selon la Loi. Jusqu'à ce qu'elle soit modifiée par un tel règlement, la contribution est de 10¢ par porc vendu ou livré pour son abattage. La contribution des producteurs pour les porcs mis en marché à d'autres fins est de \$10.00 par année pour chacun de ces producteurs.

COMITÉ CONSULTATIF

21. Suite à la mise en vigueur du plan conjoint, un comité consultatif de l'industrie porcine doit être formé de la façon établie ci-après, sous la surveillance de la Régie.

22. Ce comité doit être composé de neuf (9) membres dont l'un est président.

23. Dans le délai fixé par la Régie, l'office doit désigner quatre (4) membres et les groupes suivants doivent en nommer chacun un (1): la Coopérative fédérée de Québec, le Conseil des salaisons du Canada Inc. (section Québec), l'Union des salaisons, abattoirs et charcuteries du Québec et l'Association des meuniers du Québec. La Régie nomme un membre et désigne le président ainsi que le secrétaire du comité. À défaut par l'un ou l'autre de ces groupements de nommer leurs représentants dans le délai précité, la Régie peut le désigner.

24. Les membres du comité sont nommés pour une période d'un (1) an, et leur mandat peut être renouvelé.

25. Si un membre ne peut plus remplir ses fonctions pendant la durée de son mandat, le groupement qui l'avait nommé peut désigner un remplaçant pour terminer le mandat ou, à défaut, il peut être nommé par la Régie.

26. Le comité peut adresser des recommandations à l'office, aux acheteurs et autres personnes intéressées, sur tout problème connexe à la mise en marché du porc au Québec. Il peut également donner son avis sur les projets de règlements et de décisions que l'office considère dans l'exécution du plan.

tribution which must be paid by all producers bound by the joint plan, as determined by the board. The said contribution may vary with different groups of producers.

The amount of the aforesaid contribution shall be set by the board by means of a by-law which must be approved in accordance with the Act. Unless this contribution is changed by such a by-law, it shall be 10¢ per hog sold or delivered for slaughter. The contribution of each producer of hogs marketed for other purposes shall be \$10 per annum.

ADVISORY COMMITTEE

21. Upon the coming into force of the joint plan, a hog industry advisory committee must be formed in the manner prescribed hereinafter, under the supervision of the Board.

22. This committee must comprise nine members, one of whom shall be chairman.

23. Within the delay fixed by the Board, the board must designate four members to the advisory committee and the following groups must each appoint one representative: the Coopérative fédérée de Québec, the Meat Packers Council of Canada Inc. (Québec Branch), the Union des salaisons, abattoirs et charcuteries du Québec and the Association des meuniers du Québec. The Board shall appoint a member and designate the chairman and secretary of the committee. In case of default by any of these groups to appoint a representative within the said delay, the Board may designate one.

24. The members of the committee shall be appointed for a period of one year and their term of office may be renewed.

25. If a member is no longer able to carry out his functions during his term of office, the group which appointed him may designate a replacement to complete the term or, failing this, the Board may appoint a replacement.

26. The committee may submit to the board, to buyers and to other parties concerned recommendations on any problem related to the marketing of hogs in Québec. It may also voice its opinion on proposed by-laws and decisions which the board considers in implementing the plan.

27. Dès qu'il est formé, le comité doit adopter des règlements de régie interne qui doivent être approuvés par la régie avant d'entrer en vigueur.

28. La composition du comité, quant au nombre de ses membres et aux groupements qui peuvent y être représentés, peut être modifiée par la Régie sur demande à cette fin par la majorité des membres du comité. Le nombre des membres nommés par l'office doit cependant être toujours égal à celui des membres nommés par les autres secteurs intéressés et, inversement, les représentants de ces secteurs doivent être en nombre égal à ceux de l'office.

27. Upon its formation, the committee must adopt internal management by-laws which must be approved by the Board before they come into force.

28. The composition of the committee with regard to the number of members and to the groups which may be represented on it may be changed by the Board upon request to this effect by the majority of the members of the committee. The number of members appointed by the board must however, at all times, be the same as the number of members appointed by the other sectors concerned and, conversely, the number of representatives from these sectors must equal the number of members of the board.

1583-o

1583-o

A.C. 3114-77, 21 septembre 1977
Règ. 77-567, 23 septembre 1977

CODE CIVIL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

**Bureaux d'enregistrement —
Heures d'ouverture — Modifications**

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification aux heures d'ouverture
des bureaux d'enregistrement.

ATTENDU QU'en vertu des dispositions de l'article 2160 du
Code civil de la province de Québec, le lieutenant-gou-
verneur en conseil peut changer les heures d'ouverture pour
tout bureau d'enregistrement;

ATTENDU QU'il y a lieu de changer les heures d'ouverture
des bureaux d'enregistrement pour certains jours de la pério-
de des Fêtes de Noël et du Jour de l'An;

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Ministre de la
Justice:

QUE sous l'autorité de l'article 2160 du Code civil de la
province de Québec, les bureaux d'enregistrement soient
ouverts de neuf heures à dix heures de l'avant-midi les 23
décembre, 26 décembre, 27 décembre, 30 décembre 1977 et
les 2 janvier, 3 janvier 1978.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

1584-o

O.C. 3114-77, 21 September 1977
Reg. 77-567, 23 September 1977

CIVIL CODE OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

Registry offices — Hours kept open — Amendments

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment with respect to the hours that
registry offices must be kept open.

WHEREAS under the provisions of article 2160 of the Civil
Code of the Province of Québec the Lieutenant-Governor in
Council may change the hours that any registry office must
be kept open;

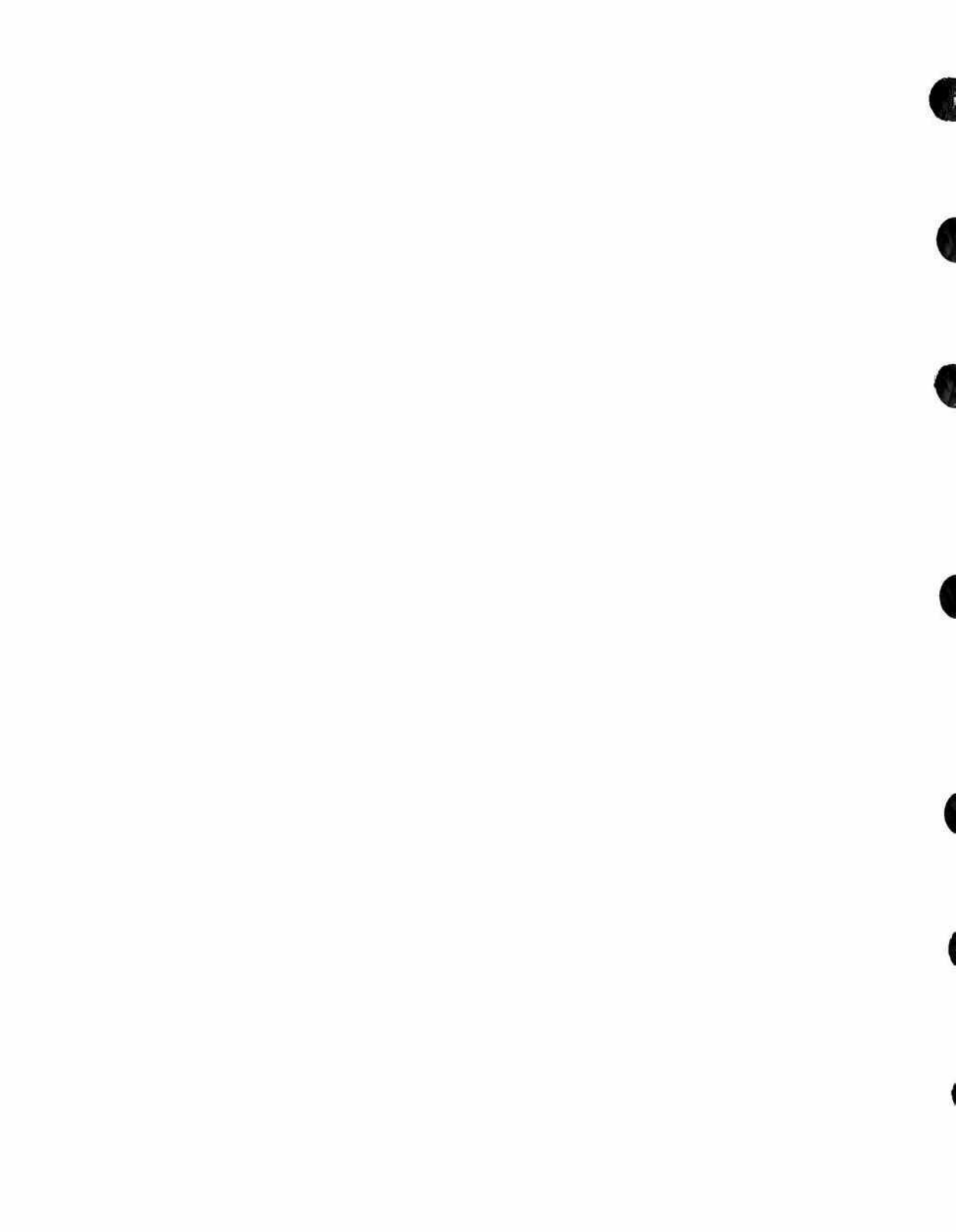
WHEREAS it is expedient to change the hours that registry
offices must be kept open for certain days during the period
of the Christmas and New Year's Day holidays;

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of
Justice:

THAT, pursuant to article 2160 of the Civil Code of the
Province of Québec, registry offices shall be open in the
morning from nine o'clock until ten o'clock on 23 Decem-
ber, 26 December, 27 December and 30 December of 1977
and on 2 January and 3 January of 1978.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

1584-o



Décision, 20 septembre 1977
Règ. 77-574, 29 septembre 1977

LOI DES PRODUCTEURS AGRICOLES
(1972, c. 37)

**Ordonnance no 2219 — Fruits et légumes destinés
à la transformation**

Ordonnance no 2219
rendue en vertu des articles 39 et 41
de la Loi des producteurs agricoles

En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par les articles 39 et 41 de la Loi des producteurs agricoles, la Régie des marchés agricoles du Québec décrète ce qui suit:

1. Pour les fins de la présente ordonnance, les mots suivants signifient:

- a) « Association accréditée »: L'union des producteurs agricoles du Québec ayant son siège social au 515 est, avenue Viger, Montréal;
- b) « Produit visé »: Tous les fruits et légumes destinés à la transformation, à l'exception du bleuets et de la pomme;
- c) « Producteur »: Toute personne engagée dans la production et la mise en marché du produit visé;
- d) « Acheteur »: Toute personne, autre qu'un consommateur, qui achète ou reçoit le produit visé d'un producteur;
- e) « Cotisation annuelle »: La cotisation annuelle fixée par règlement de l'association accréditée en vertu de la Loi des producteurs agricoles.

2. Tout acheteur doit retenir, à même le prix qui doit être versé à chaque producteur, la cotisation annuelle due à l'association accréditée. L'acheteur est exempté de cette obligation seulement si le producteur lui soumet un reçu indiquant le paiement de cette cotisation, ou lorsque l'association accréditée lui indique qu'elle a déjà reçu un tel paiement de producteurs dont elle lui fournit la liste.

3. Cette retenue doit être effectuée au moment et en déduction du premier paiement, versement ou crédit devant être fait au bénéfice du producteur à compter de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

4. La cotisation annuelle retenue en vertu de la présente ordonnance doit être remise par l'acheteur à l'association accréditée dans les trente (30) jours de la retenue.

Decision, 20 September 1977
Reg. 77-574, 29 September 1977

FARM PRODUCERS ACT
(1972, c. 37)

**Order No. 2219 — Fruits and vegetables intended
to be transformed**

Order No. 2219
made under sections 39 and 41
of the Farm Producers Act.

La Régie des marchés agricoles du Québec, pursuant to the powers conferred upon it by the Farm Producers Act, decrees as follows:

1. For the purposes of this Order, the following words mean:

- (a) "Certified association": L'union des producteurs agricoles du Québec having its head office at 515, Viger Avenue East, Montreal;
- (b) "Contemplated product": All fruits and vegetables intended to be transformed, except blueberries and apples;
- (c) "Producer": Any person engaged in the production and the marketing of the contemplated product;
- (d) "Buyer": Any person, other than a consumer, who buys or receives the contemplated product from a producer;
- (e) "Annual assessment": The annual assessment determined by by-law of the certified association in virtue of the Farm Producers Act.

2. Any buyer must withhold from the price to be paid to each producer the annual assessment due to the certified association. The buyer is exempt from that obligation only if the producer gives proof that said assessment has been paid for, or if the certified association provides him with the list of the producers who have already paid.

3. This assessment must be withheld at the time of and as a deduction from first payment, installment or credit made to the producer, beginning from the coming into force of the present order.

4. The annual assessment withheld in accordance with the present order must be paid to the certified association not later than thirty days from the withholding.

5. Au plus tard le premier août de chaque année, l'acheteur doit fournir à l'association accréditée la liste des producteurs de qui il a reçu ou prévoit recevoir le produit visé durant l'année en cours. Cette liste doit contenir les informations suivantes:

- a) Les noms et adresse du producteur;
- b) La nature du produit visé reçu ou acheté.

Par exception pour l'année 1977, cette liste devra être fournie au plus tard le premier octobre.

6. Sur réception de la liste mentionnée à l'article 5, l'association accréditée fournit à l'acheteur les noms des producteurs de qui il doit retenir la cotisation annuelle et le montant dû par chacun.

7. Tout acheteur doit tenir à jour un registre des informations mentionnées à l'article 5 et en permettre l'inspection aux représentants autorisée de la Régie des marchés agricoles du Québec.

8. À défaut de prélever la cotisation des producteurs et de la remettre à l'association accréditée dans le délai prescrit, l'acheteur est personnellement responsable envers l'association accréditée des cotisations qu'il aurait dû percevoir.

9. La présente ordonnance entre en vigueur au jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

1583-o

5. Not later than the first of August in each year, the buyer must provide the certified association with the list of the producers from whom he has received or is expecting to receive the contemplated product during the current year. Said list must include the following information:

- (a) the name and address of the producer;
- (b) the category of the contemplated product bought or received.

By exception for the year 1977, said list shall be furnished not later than the first of October.

6. Upon reception of the list referred to in section 5, the certified association provides the buyer with the names of the producers from whom he must withhold the annual assessment and the amount due by each of them.

7. Any buyer must keep up to date a register of the informations referred to in section 5 and allow the authorized representatives of the Régie des marchés agricoles du Québec to examine the same.

8. Any buyer who neglects to withhold the assessment from the producers and to remit the same to the certified association within the prescribed delay is personally liable to the certified association for amounts he should have withheld.

9. This order shall come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

1583-o

Avis

Notices

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS

(1973, c. 43)

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, l'honorable Jacques-Yvan Morin, donne avis par les présentes, conformément à l'article 93 du Code des professions, que le « Règlement concernant les conditions et formalités de la révocation de l'immatriculation » adopté par le Bureau de l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec et publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 13 juillet 1977, aux pages 3491 et 3492, a été approuvé le 28 septembre 1977, en vertu de l'arrêté en conseil no 3218-77 apparaissant ci-dessous avec le texte du règlement tel qu'il a été approuvé.

En conséquence, ce règlement entre en vigueur le jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

*Le ministre responsable de l'application
des lois professionnelles,
JACQUES-YVAN MORIN.*

A.C. 3218-77, 28 septembre 1977

Règ. 77-579, 3 octobre 1977

LOI DES ARPENTEURS-GÉOMÈTRES

(1973, c. 61)

CODE DES PROFESSIONS

(1973, c. 43)

**Révocation de l'immatriculation de l'Ordre —
Arpenteurs-géomètres**

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Règlement concernant les conditions et formalités de la révocation de l'immatriculation de l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 12 de la Loi des arpenteurs-géomètres (1973, c. 61), le Bureau de l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec doit, par règlement, déterminer les conditions et formalités de la révocation de l'immatriculation d'un étudiant en sciences géodésiques ou d'un arpenteur-géomètre poursuivant des études de spécialité;

NOTICE OF APPROVAL OF A REGULATION

PROFESSIONAL CODE

(1973, c. 43)

The Minister responsible for the application of the laws respecting the professions, the Honourable Jacques-Yvan Morin, hereby gives notice in accordance with section 93 of the Professional Code that the "Regulation respecting the conditions and formalities for the revocation of registration" made by the Bureau of the Order of Land Surveyors of Québec and published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 13 July 1977, pages 3491 and 3492, was approved on 28 September 1977 under Order in Council 3218-77, a copy of which is annexed hereto with the text of the Regulation as approved.

Therefore, this Regulation shall come into force on the day of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

*JACQUES-YVAN MORIN,
Minister responsible for the application
of the laws respecting the professions.*

O.C. 3218-77, 28 September 1977

Reg. 77-579, 3 October 1977

LAND SURVEYORS ACT

(1973, c. 61)

PROFESSIONAL CODE

(1973, c. 43)

**Revocation of registration of the Order —
Land surveyors**

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Regulation respecting the conditions and formalities for the revocation of registration of the Order of Land Surveyors of Québec.

WHEREAS under section 12 of the Land Surveyors Act (1973, c. 61), the Bureau of the Order of Land Surveyors of Québec shall determine by regulation the conditions and formalities for the revocation of the registration of a student in geodesy or of a land surveyor pursuing specialized studies;

ATTENDU QUE ledit Bureau, sous l'autorité dudit article, a adopté un « Règlement concernant les conditions et formalités de la révocation de l'immatriculation »;

ATTENDU QUE, conformément au premier alinéa de l'article 93 dudit Code, ledit règlement a été publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 13 juillet 1977, aux pages 3491 et 3492, avec avis qu'il sera soumis au lieutenant-gouverneur en conseil pour approbation au moins trente jours après cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'approuver ledit règlement tel qu'il a été publié dans la *Gazette officielle du Québec*;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre responsable de l'application des lois professionnelles:

QUE le règlement en annexe du présent arrêté en conseil soit approuvé sous le titre de « Règlement concernant les conditions et formalités de la révocation de l'immatriculation ».

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Règlement concernant les conditions et formalités de la révocation de l'immatriculation

Loi des arpenteurs-géomètres
(1973, c. 61, a 12)

Section I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01 Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

- a) « arpenteur-géomètre »: une personne inscrite au tableau de l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec;
- b) « secrétaire »: le secrétaire de l'Ordre.

1.02 La Loi d'interprétation (S.R.Q., 1964, c. 1), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

WHEREAS the Bureau, pursuant to the said section, made a "Regulation respecting the conditions and formalities for the revocation of registration";

WHEREAS, in accordance with the first paragraph of section 93 of the said Code, such Regulation was published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 13 July 1977, pages 3491 and 3492, with a notice that it would be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval at least thirty days after such publication;

WHEREAS it is expedient to approve the said Regulation as published in the *Québec Official Gazette*;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister responsible for the application of the laws respecting the professions:

THAT the Regulation entitled "Regulation respecting the conditions and formalities for the revocation of registration", a copy of which is annexed to this Order in Council, be approved.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Regulation respecting the conditions and formalities for the revocation of registration

Land Surveyors Act
(1973, c. 61, s 12)

Division 1

GENERAL PROVISIONS

1.01 In this Regulation, unless the context indicates otherwise, the following terms mean:

- (a) "land surveyor": a person entered on the roll of the Order of Land Surveyors of Québec;
- (b) "secretary": the secretary of the Order.

1.02 The Interpretation Act (R.S.Q., 1964, c. 1), with present and future amendments, applies to this Regulation.

Section 2

CONDITIONS DE LA RÉVOCATION

2.01 Le Bureau peut révoquer le certificat d'immatriculation d'un étudiant en sciences géodésiques ou d'un arpenteur-géomètre poursuivant des études de spécialité qui:

- a) fait une fausse déclaration dans sa demande d'immatriculation;
- b) pose d'autres actes professionnels que ceux qu'il est autorisé à poser durant son stage de formation professionnelle ou déroge aux conditions suivant lesquelles ces actes peuvent être posés; ou
- c) abandonne ses études.

Section 3

FORMALITÉ DE LA RÉVOCATION

3.01 La révocation du certificat d'immatriculation est suivie d'un avis écrit, adressé par le secrétaire, à l'intéressé.

Section 4

DISPOSITION FINALE

4.01 Le présent règlement entre en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis qu'il a été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

1585-o

Division 2

CONDITIONS FOR REVOCATION

2.01 The Bureau may revoke the registration certificate of a student in geodesy or a land surveyor pursuing specialized studies, if he:

- (a) makes a false declaration on his application for registration;
- (b) performs professional acts other than those he is authorized to perform during his professional training period or does not comply with the conditions under which these acts may be performed; or
- (c) abandons his studies.

Division 3

REVOCATION FORMALITY

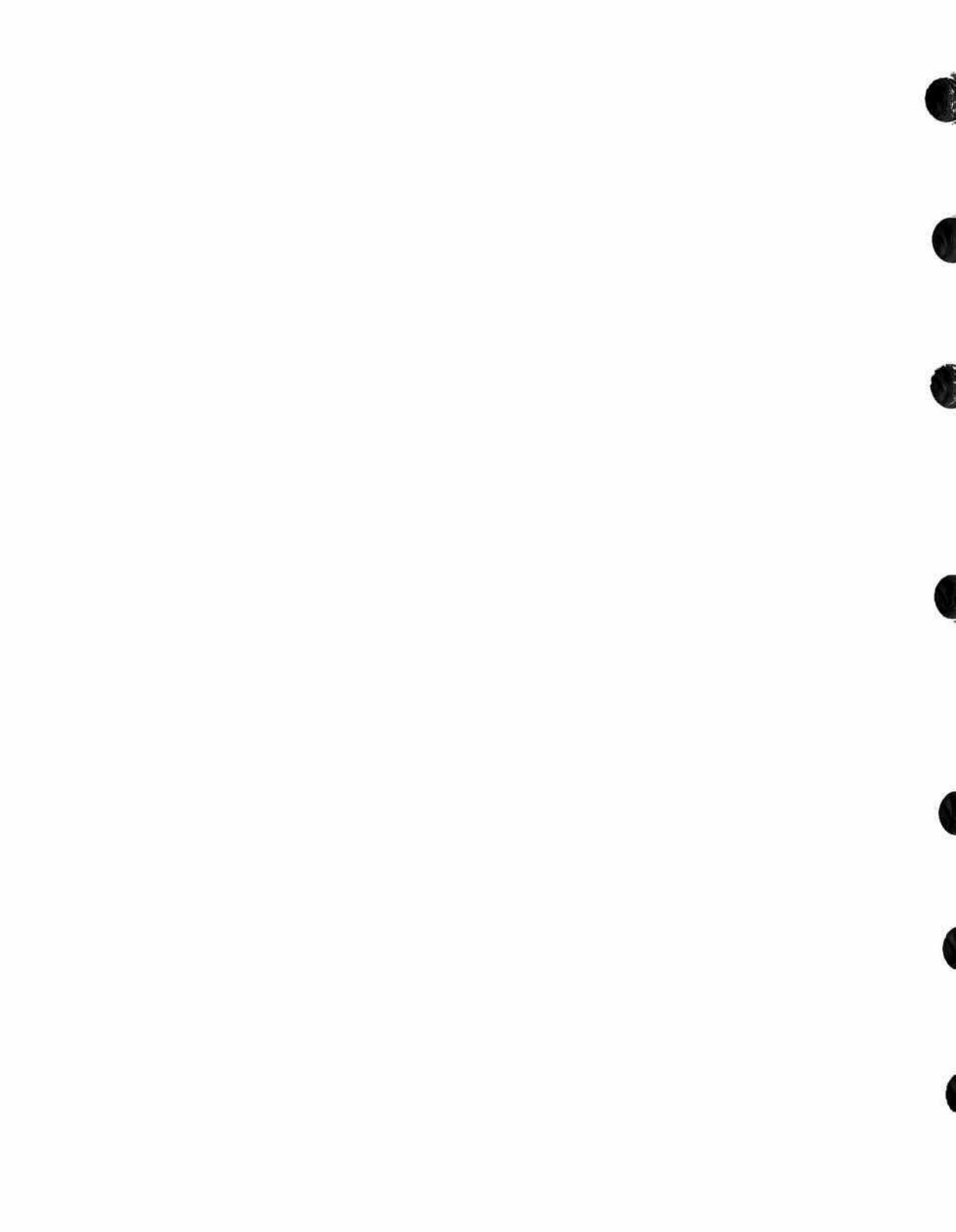
3.01 Revocation of a registration certificate is followed by a written notice addressed to the interested party by the secretary.

Division 4

FINAL PROVISION

4.01 This Regulation shall come into force on the day of publication in the *Québec Official Gazette* of a notice of its approval by the Lieutenant-Governor in Council.

1585-o



AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS
(1973, c. 43)

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, l'honorable Jacques-Yvan Morin, donne avis par les présentes, conformément à l'article 93 du Code des professions, que le « Règlement concernant les stages de perfectionnement » adopté par le Bureau de l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec et publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 13 juillet 1977, aux pages 3493 à 3496, a été approuvé le 21 septembre 1977, en vertu de l'arrêté en conseil no 3107-77 apparaissant ci-dessous avec le texte du règlement tel qu'il a été approuvé.

En conséquence, ce règlement entre en vigueur le jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

*Le ministre responsable de l'application
des lois professionnelles,
JACQUES-YVAN MORIN.*

A.C. 3107-77, 21 septembre 1977
Règ. 77-564, 23 septembre 1977

CODE DES PROFESSIONS
(1973, c. 43)

**Stages de perfectionnement —
Arpenteurs-géomètres**

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les stages de perfectionnement de l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec.

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *j* de l'article 92 du Code des professions (1973, c. 43), le Bureau de l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec peut, par règlement, déterminer les cas où les professionnels peuvent être tenus de faire un stage de perfectionnement et fixer les conditions et modalités de l'imposition de ce stage et de la limitation de l'exercice de leurs activités professionnelles pendant un tel stage;

ATTENDU QUE ledit Bureau, sous l'autorité dudit article a adopté un « Règlement concernant les stages de perfectionnement »;

ATTENDU QUE, conformément au premier alinéa de l'article 93 dudit Code, ledit règlement a été publié dans la Partie 2

NOTICE OF APPROVAL OF A REGULATION

PROFESSIONAL CODE
(1973, c. 43)

The Minister responsible for the application of the laws respecting the professions, the Honourable Jacques-Yvan Morin, hereby gives notice in accordance with section 93 of the Professional Code that the "Regulation respecting refresher training periods" made by the Bureau of the Order of Land Surveyors of Québec and published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 13 July 1977, pages 3493 to 3496, was approved on 21 September 1977 under Order in Council 3107-77, a copy of which is annexed hereto with the text of the Regulation as approved.

Therefore, this Regulation shall come into force on the day of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

*JACQUES-YVAN MORIN,
Minister responsible for the application
of the laws respecting the professions.*

O.C. 3107-77, 21 September 1977
Reg. 77-564, 23 September 1977

PROFESSIONAL CODE
(1973, c. 43)

**Refresher training periods —
Land Surveyors**

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the refresher training periods of the Order of Land Surveyors of Québec

WHEREAS under paragraph *j* of section 92 of the Professional Code (1973, c. 43), the Bureau of the Order of Land Surveyors of Québec may, by regulation, determine the cases in which professionals may be obliged to serve a period of refresher training and fix the terms and conditions of such training and of the limitation of their right to practise their professional activities during such period;

WHEREAS the Bureau, pursuant to the said section, made a "Regulation respecting refresher training periods";

WHEREAS, in accordance with the first paragraph of section 93 of the said Code, such Regulation was published in

de la *Gazette officielle du Québec* du 13 juillet 1977, aux pages 3493 à 3496, avec avis qu'il sera soumis au lieutenant-gouverneur en conseil pour approbation au moins trente jours après cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'approuver ledit règlement tel qu'il a été publié dans la *Gazette officielle du Québec*;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre responsable de l'application des lois professionnelles:

QUE le règlement en annexe du présent arrêté en conseil soit approuvé sous le titre de « Règlement concernant les stages de perfectionnement ».

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 13 July 1977, pages 3493 to 3496, with a notice that it would be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval at least thirty days after such publication;

WHEREAS it is expedient that the said Regulation be approved as published in the *Québec Official Gazette*;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister responsible for the application of the laws respecting the professions:

THAT the Regulation entitled "Regulation respecting refresher training periods", a copy of which is annexed to this Order in Council, be approved.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Règlement concernant les stages de perfectionnement

Code des professions
(1973, c. 43, a. 92, par. j)

Section 1

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01 Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

- a) « arpenteur-géomètre »: une personne inscrite au tableau de l'Ordre des arpenteurs-géomètres;
- b) « stage »: un stage de perfectionnement visé par le présent règlement;
- c) « stagiaire »: un arpenteur-géomètre tenu de compléter un stage;
- d) « maître de stage »: un arpenteur-géomètre ayant la responsabilité de vérifier si un stage ou une partie d'un stage est conforme aux objectifs et modalités fixés par le Bureau.

1.02 La Loi d'interprétation (S.R.Q., 1964, c. 1), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

Regulation respecting refresher training periods

Professional Code
(1973 c. 43, s. 92, p. j)

Division 1

GENERAL PROVISIONS

1.01 In this Regulation, unless the context indicates otherwise, the following words and expressions mean:

- (a) "land surveyor": a person entered on the roll of the Order of Land Surveyors;
- (b) "training period": period of refresher training contemplated by this Regulation;
- (c) "trainee": a land surveyor who is required to serve a training period;
- (d) "tutor": a land surveyor responsible for verifying whether a training period or part of a training period is in conformity with the objectives and terms and conditions determined by the Bureau.

1.02 The Interpretation Act (R.S.Q., 1964, c. 1), with present and future amendments, applies to this Regulation.

Section 2

LE STAGE

2.01 Le Bureau peut, s'il estime que le niveau de compétence d'un arpenteur-géomètre s'avère inférieur aux exigences de la protection du public, imposer un stage de perfectionnement à un arpenteur-géomètre qui:

- a) s'est inscrit au tableau plus de 5 ans après avoir obtenu son permis ou plus de 5 ans après la date à laquelle il avait droit à la délivrance d'un tel permis;
- b) s'est réinscrit au tableau après avoir fait défaut de s'y inscrire pendant plus de 5 ans;
- c) s'est réinscrit au tableau après en avoir été radié pendant plus de 5 ans;
- d) fait l'objet d'une recommandation en ce sens de la part du comité d'inspection professionnelle ou du comité de discipline en vertu des articles 111 ou 156 du Code des professions;
- e) a accompli un stage jugé, en vertu de l'article 2.10, non conforme aux objectifs et aux modalités fixés par le Bureau.

2.02 Un stage ne peut être imposé plus de 90 jours après le moment où un arpenteur-géomètre est susceptible de se le voir imposer.

2.03 Un stage peut comprendre notamment l'une ou plusieurs des activités suivantes:

- a) une période de formation pratique;
- b) des études;
- c) des cours;
- d) des travaux de recherche.

2.04 Un stage ne peut excéder 1,000 heures, ni s'échelonner sur une période de plus de 12 mois consécutifs.

2.05 La décision du Bureau d'imposer un stage à un arpenteur-géomètre doit préciser les objectifs, la durée et les modalités de ce stage.

2.06 Le Bureau détermine l'endroit et le moment où le stage doit avoir lieu et, si nécessaire, désigne un ou plusieurs maîtres de stage.

Division 2

TRAINING PERIOD

2.01 If the Bureau considers that the level of competence of a land surveyor does not meet the standards required for the protection of the public, it may oblige a land surveyor to serve a training period where:

- (a) his name is entered on the roll more than 5 years since he obtained his permit or more than 5 years from the date on which he was entitled to the issuance of such permit;
- (b) his name is re-entered on the roll after failing to be entered thereon for more than 5 years;
- (c) his name is re-entered on the roll after being struck off for more than 5 years;
- (d) he is the subject of a recommendation to that effect by the professional inspection committee or the committee on discipline pursuant to section 111 or 156 of the Professional Code;
- (e) he has served a training period not considered, in virtue of section 2.10, to be in conformity with the objectives and the terms and conditions determined by the Bureau.

2.02 A training period may not be prescribed more than 90 days after the time at which a land surveyor is liable to have to serve such training period.

2.03 A training period may, in particular, consist of one or several of the following activities:

- (a) a period of practical training;
- (b) studies;
- (c) courses;
- (d) research work.

2.04 A training period may not exceed 1,000 hours nor extend over a period of more than 12 consecutive months.

2.05 The Bureau's decision to oblige a land surveyor to serve a training period must specify the objectives, duration and the terms and conditions of that training period.

2.06 The Bureau shall determine the place where and time when the training period must be held and, where necessary, shall designate one or several tutors.

2.07 Un maître de stage, dans les 10 jours suivant la fin de ses fonctions, doit faire parvenir au Bureau un rapport indiquant, motifs à l'appui, si le stagiaire a agi, alors qu'il était sous sa responsabilité, conformément aux objectifs et modalités fixés par le Bureau.

2.08 Le Bureau peut exiger que des rapports supplémentaires lui soient soumis par le stagiaire ou son maître de stage aux dates qu'il détermine.

2.09 En même temps qu'il fait parvenir au Bureau un rapport suivant les articles 2.07 ou 2.08, un maître de stage doit en transmettre une copie au stagiaire.

2.10 Après étude de chacun des rapports requis suivant les articles 2.07 et 2.08, le Bureau décide, dans les 20 jours suivant la fin du stage, si celui-ci est conforme aux objectifs et modalités fixés.

2.07 A tutor must submit a report to the Bureau within 10 days after completion of his mandate, stating, with reasons in support thereof, whether the trainee acted while under his supervision in conformity with the objectives and the terms and conditions determined by the Bureau.

2.08 The trainee or his tutor may be required to submit additional reports to the Bureau on the dates determined by the latter.

2.09 The tutor must also send the trainee a copy of the report pursuant to section 2.07 or 2.08 at the same time as he sends it to the Bureau.

2.10 After study of each of the reports required in virtue of sections 2.07 and 2.08, the Bureau shall decide, within 20 days after completion of the training period, whether it is in conformity with the objectives and the terms and conditions it has determined.

Section 3

LA LIMITATION DES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES

3.01 Le Bureau peut, s'il l'estime nécessaire pour la protection du public, limiter, pendant la totalité ou une partie d'un stage, le droit d'exercice du stagiaire notamment de l'une ou plusieurs des façons suivantes:

- a) en déterminant les circonstances de temps ou de lieu où il est ou n'est pas autorisé à exercer;
- b) en déterminant les actes professionnels qu'il est ou n'est pas autorisé à poser;
- c) en exigeant qu'il pose les actes professionnels qui lui sont permis ou certains d'entre eux, sous la surveillance d'un autre arpenteur-géomètre ou d'un groupe d'arpenteurs-géomètres.

3.02 La décision du Bureau de limiter le droit d'exercice d'un arpenteur-géomètre stagiaire doit être transmise à son employeur, le cas échéant.

Section 4

DÉCISIONS DU BUREAU

4.01 Avant d'imposer un stage ou de limiter le droit d'exercice d'un stagiaire, le Bureau doit donner au stagiaire l'occasion de se faire entendre. A cette fin, le Bureau doit

Division 3

LIMITATION OF PROFESSIONAL ACTIVITIES

3.01 The Bureau may, if it so deems necessary for the protection of the public, limit the trainee's right to practise during all or part of the training period, in particular in one or several of the following ways:

- (a) by determining when and where he is authorized or he is not authorized to practise;
- (b) by determining the professional acts which he is authorized or he is not authorized to perform;
- (c) by requiring that the professional acts that he is authorized to perform, or certain of them, be performed under the supervision of another land surveyor or group of land surveyors.

3.02 The Bureau's decision to limit a trainee land surveyor's right to practise must be transmitted to his employer, where applicable.

Division 4

DECISIONS OF THE BUREAU

4.01 Before prescribing a training period or limiting a trainee's right to practise, the Bureau must give the trainee the opportunity to be heard. To that end, the Bureau must

donner au stagiaire un avis écrit d'au moins 5 jours de la date de l'audition.

4.02 Une décision imposant un stage, limitant le droit d'exercice d'un stagiaire ou statuant sur la validité d'un stage complété, doit être motivée par écrit et transmise au stagiaire visé par signification conformément au *Code de procédure civile* ou sous pli recommandé.

4.03 Une décision du Bureau imposant un stage ou limitant le droit d'exercice d'un stagiaire prend effet 30 jours après son expédition ou sa signification à celui-ci.

4.04 Pendant la durée d'un stage, le Bureau peut, sur demande motivée du stagiaire et communiquée à son maître de stage, réduire la durée et les exigences du stage et, le cas échéant, diminuer les conditions de la limitation du droit d'exercice du stagiaire.

4.05 Un arpenteur-géomètre est tenu de se conformer à une décision du Bureau rendue conformément au présent règlement.

Section 5

DISPOSITION FINALE

5.01 Le présent règlement entre en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis qu'il a été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

1585-o

give the trainee a written notice of at least 5 days of the date of the hearing.

4.02 The reasons for a decision prescribing a training period, limiting a trainee's right to practise, or ruling on the validity of a completed training period, must be given in writing and transmitted to the trainee in question by service in accordance with the Code of Civil Procedure or by registered mail.

4.03 The Bureau's decision prescribing a training period or limiting a trainee's right to practise shall take effect 30 days after being sent to or served on the latter.

4.04 During the training period, the Bureau may, upon a duly reasoned request by the trainee and communicated to his tutor, reduce the duration and requirements of the training period, and, where applicable, reduce the conditions of limitation of the trainee's right to practise.

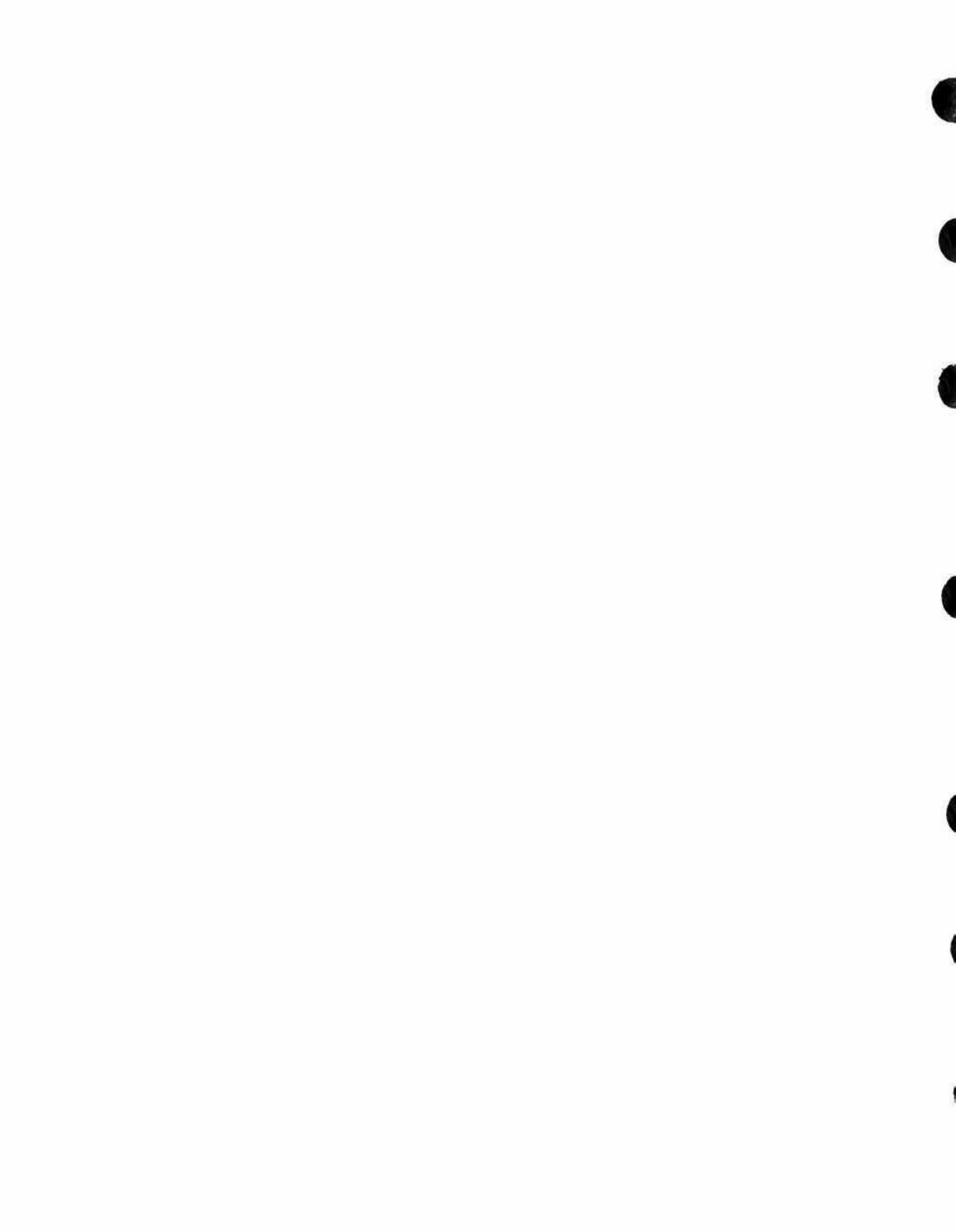
4.05 A land surveyor must comply with every decision of the Bureau rendered in accordance with this Regulation.

Division 5

FINAL PROVISION

5.01 This Regulation shall come into force on the day of publication in the *Québec Official Gazette* of a notice that it has been approved by the Lieutenant-Governor in Council.

1585-o



AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS

(1973, c. 43)

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, l'honorable Jacques-Yvan Morin, donne avis par les présentes, conformément à l'article 93 du Code des professions, que le « Règlement concernant le fonds d'études notariales » adopté par le Bureau de la Chambre des notaires du Québec et publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 11 mai 1977, aux pages 2273 et 2274, a été approuvé le 21 septembre 1977, en vertu de l'arrêté en conseil no 3106-77 apparaissant ci-dessous avec le texte du règlement tel qu'il a été approuvé.

En conséquence, ce règlement entre en vigueur le jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

*Le ministre responsable de l'application
des lois professionnelles,
JACQUES-YVAN MORIN,*

A.C. 3106-77, 21 septembre 1977**Règ. 77-563, 23 septembre 1977**

LOI DU NOTARIAT

(1968, c. 70)

Fonds d'études notariales — Notaires**Présent:** Le lieutenant-gouverneur en conseil.**CONCERNANT** le Règlement concernant le fonds d'études notariales de la Chambre des notaires du Québec.

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 23 du premier alinéa de l'article 100 de la Loi du notariat (1968, c. 70), le Bureau de la Chambre des notaires du Québec peut, par règlement, établir et administrer un fonds d'études notariales, alimenté par les versements de l'Ordre, les donations et les legs faits à cette fin et les revenus des comptes généraux tenus en fidéicommiss par les notaires dans l'exercice de leur profession, afin de promouvoir la réforme du droit, la recherche juridique, l'éducation et l'information légales, ainsi que l'établissement et le maintien de services de bibliothèque de droit;

ATTENDU QUE ledit Bureau, sous l'autorité dudit article, a adopté un « Règlement concernant le fonds d'études notariales »;

NOTICE OF APPROVAL OF A REGULATION

PROFESSIONAL CODE

(1973, c. 43)

The Minister responsible for the application of the laws respecting the professions, the Honourable Jacques-Yvan Morin, hereby gives notice in accordance with section 93 of the Professional Code that the "Regulation respecting the notarial studies fund" made by the Bureau of the Chamber of Notaries of Québec and published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 11 May 1977, pages 2273 and 2274, was approved on 21 September 1977 under Order in Council 3106-77, a copy of which is annexed hereto with the text of the Regulation as approved.

Therefore, this Regulation shall come into force on the day of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

*JACQUES-YVAN MORIN,
Minister responsible for the application
of the laws respecting the professions.*

O.C. 3106-77, 21 September 1977**Reg. 77-563, 23 September 1977**

NOTARIAL ACT

(1968, c. 70)

Notarial studies fund — Notaries**Présent:** The Lieutenant-Governor in Council.**CONCERNING** the Regulation respecting the notarial studies fund of the Chamber of Notaries of Québec.

WHEREAS pursuant to subparagraph 23 of the first paragraph of section 100 of the Notarial Act (1968, c. 70), the Bureau of the Chamber of Notaries of Québec may, by regulation, establish and administer a notarial studies fund, fed by the payments from the Order, the gifts and legacies made for such purpose and the income from the general accounts kept in trust by the notaries in the performance of their duties in order to promote law reform, legal research, legal education and information and the establishment and maintenance of library services in law;

WHEREAS the said Bureau, pursuant to the said section, made a "Regulation respecting the notarial studies fund";

ATTENDU QUE, conformément au premier alinéa de l'article 93 dudit Code, ledit règlement a été publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 11 mai 1977, aux pages 2273 et 2274, avec avis qu'il sera soumis au lieutenant-gouverneur en conseil pour approbation au moins trente jours après cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'approuver ledit règlement tel qu'il a été publié dans la *Gazette officielle du Québec*;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du Ministre responsable de l'application des lois professionnelles:

QUE le règlement en annexe du présent arrêté en conseil soit approuvé sous le titre de « Règlement concernant le fonds d'études notariales ».

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

WHEREAS, in accordance with the first paragraph of section 93 of the said Code, such Regulation was published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 11 May 1977, pages 2273 and 2274, with a notice that it would be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval at least thirty days after the said publication;

WHEREAS it is expedient to approve the said Regulation as published in the *Québec Official Gazette*;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister responsible for the application of the laws respecting the professions:

THAT the Regulation annexed to this Order in Council and entitled "Regulation respecting the notarial studies fund" be approved.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Règlement concernant le fonds d'études notariales

Loi du notariat
(1968, c. 70, a. 100, premier alinéa, par. 23)

Section 1

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01 Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par « Chambre », la Chambre des notaires du Québec.

1.02 La Loi d'interprétation (S.R.Q., 1964, c. 1), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

Section 2

ÉTABLISSEMENT DU FONDS

2.01 Un « Fonds d'études notariales » est établi par le présent règlement.

2.02 Le fonds se compose:

a) des deniers affectés par le Bureau aux fins du fonds;

Regulation respecting the notarial studies fund

Notarial Act
(1968, c. 70, s. 100, 1st par. subpar. 23)

Division 1

GENERAL PROVISIONS

1.01 In this Regulation, unless the context indicates otherwise, the word "Chamber" means the Chamber of Notaries of Québec.

1.02 The Interpretation Act (R.S.Q., 1964, c. 1), with present and future amendments, applies to this Regulation.

Division 2

ESTABLISHMENT OF FUND

2.01 A "notarial studies fund" is established under this Regulation.

2.02 The fund shall consist of:

a) monies allocated by the Bureau for the purposes of the fund;

- | | |
|---|---|
| b) des dons et legs reçus par la Chambre pour les fins du fonds; | (b) gifts and legacies received by the Chamber for the purposes of the fund; |
| c) des revenus des comptes généraux tenus en fidéi-commis par les notaires dans l'exercice de leur profession; et | (c) income from the general accounts kept in trust by the notaries in the practice of their profession; and |
| d) de l'accroissement des actifs du fonds. | (d) the growth of the assets of the fund. |

Section 3

ADMINISTRATION DU FONDS

3.01 Le fonds est administré par le comité administratif qui place les sommes d'argent constituant le fonds de la façon suivante:

- a) la partie des sommes que le comité administratif prévoit utiliser à court terme est déposée dans une banque, une Caisse populaire, une compagnie de fiducie, une fédération de caisses d'épargne et de crédit, ou une union régionale de Caisses populaires;
- b) l'autre partie est placée conformément à la section IV de la Charte de la Caisse de dépôt et placement du Québec (1965, c. 23) avec ses modifications présentes et futures.

3.02 Le comité administratif conclut, avec les institutions dépositaires des comptes généraux tenus en fidéi-commis par les notaires, les ententes relatives à l'intérêt à payer sur ces comptes, au transfert au fonds de cet intérêt et de tout autre revenu de tels comptes ainsi que toute autre convention utile à l'application du présent règlement.

3.03 Le comité administratif approuve le budget annuel préparé par le comité du fonds d'études notariales et prend en considération, le cas échéant, les recommandations de ce comité quant à l'administration du fonds, aux objectifs à poursuivre et aux priorités à respecter.

3.04 La comptabilité tenue pour le fonds est intégrée à la comptabilité de la Chambre mais constitue néanmoins une partie distincte de cette dernière.

Division 3

ADMINISTRATION OF THE FUND

3.01 The fund is administered by the administrative committee which invests the sums of money constituting the fund in the following manner:

- (a) that part of the sums that the administrative committee plans to use at short notice shall be deposited in a bank, credit union, trust company, federation of savings and credit unions or a regional union of credit unions;
- (b) the other part shall be invested in accordance with Division IV of the Charter of the Québec Deposit and Investment Fund (1965, c. 23), with present and future amendments.

3.02 The administrative committee shall make, with the depository institutions for the general accounts kept in trust by notaries, the agreements relative to the interest to be paid on such accounts, the transfer of such interest and of any proceeds of such accounts to the fund, as well as any other agreement necessary for the application of this Regulation.

3.03 The administrative committee shall approve the annual budget prepared by the committee for the notarial studies fund and shall consider, where applicable, the recommendations of that committee relative to the administration of the fund, the objectives to be pursued and the priorities to be met.

3.04 The accounting kept for the fund shall be included with the accounting of the Chamber but shall nevertheless constitute a separate part thereof.

Section 4

DISPOSITION FINALE

4.01 Le présent règlement entre en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis qu'il a été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

1585-o

Division 4

FINAL PROVISION

4.01 This Regulation shall come into force on the day of publication in the *Québec Official Gazette* of a notice that it has been approved by the Lieutenant-Governor in Council.

1585-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT**CODE DES PROFESSIONS**

(1973, c. 43)

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, l'honorable Jacques-Yvan Morin, donne avis par les présentes, conformément à l'article 93 du Code des professions, que le « Règlement 1 modifiant le Règlement concernant la tenue des dossiers, livres et registres par un pharmacien dans l'exercice de sa profession » adopté par le Bureau de l'Ordre des pharmaciens du Québec et publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 3 août 1977, à la page 3801, a été approuvé le 28 septembre 1977, en vertu de l'arrêté en conseil no 3219-77 apparaissant ci-dessous avec le texte du règlement tel qu'il a été approuvé.

En conséquence, ce règlement entre en vigueur le jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

*Le ministre responsable de l'application
des lois professionnelles,
JACQUES-YVAN MORIN*

A.C. 3219-77, 28 septembre 1977
Règ. 77-580, 3 octobre 1977

CODE DES PROFESSIONS

(1973, c. 43)

**Tenue des dossiers, livres et registres —
Pharmaciens — Modifications**

Présent: Le lieutenant gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Règlement 1 modifiant le Règlement concernant la tenue des dossiers, livres et registres par un pharmacien dans l'exercice de sa profession de l'Ordre des pharmaciens du Québec.

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe c de l'article 92 du Code des professions (1973, c. 43), le Bureau de l'Ordre des pharmaciens du Québec peut, par règlement, fixer des normes relatives à la tenue des dossiers, livres et registres par un professionnel dans l'exercice de sa profession;

ATTENDU QUE ledit Bureau, sous l'autorité dudit article, a adopté un « Règlement concernant la tenue des dossiers, livres et registres par un pharmacien dans l'exercice de sa profession » lequel a été publié dans la Partie 2 de la *Gazette*

NOTICE OF APPROVAL OF A REGULATION**PROFESSIONAL CODE**

(1973, c. 43)

The Minister responsible for the application of the laws respecting the professions, the Honourable Jacques-Yvan Morin, hereby gives notice in accordance with section 93 of the Professional Code that "Regulation 1 amending the Regulation respecting the keeping of records, books and registers by a pharmacist in the practice of his profession" made by the Bureau of the Order of Pharmacists of Québec and published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 3 August 1977, page 3801, was approved on 28 September 1977 under Order in Council 3219-77, a copy of which is annexed hereto with the text of the Regulation as approved.

Therefore, this Regulation shall come into force on the day of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

*JACQUES-YVAN MORIN,
Minister responsible for the application
of the laws respecting the professions.*

O.C. 3219-77, 28 September 1977
Reg. 77-580, 3 October 1977

PROFESSIONAL CODE

(1973, c. 43)

**Keeping of records, books and registers —
Pharmacists — Amendments**

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Regulation 1 amending the Regulation respecting the keeping of records, books and registers by a pharmacist in the practice of his profession of the Order of Pharmacists of Québec.

WHEREAS under paragraph c of section 92 of the Professional Code (1973, c. 43), the Bureau of the Order of Pharmacists of Québec may, by regulation, prescribe the standards for the keeping of records, books and registers by a professional in the practice of his profession;

WHEREAS the Bureau, pursuant to the said section, made a "Regulation respecting the keeping of records, books and registers by a pharmacist in the practice of his profession" which was published in Part 2 of the *Québec Official Gazette*

officielle du Québec du 10 juillet 1974, aux pages 3377 et 3378, a été approuvé le 25 juin 1975 en vertu de l'arrêté en conseil 2592-75 et est entré en vigueur selon les termes d'un avis publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 13 août 1975, aux pages 4617 et 4619;

ATTENDU QUE ledit Bureau, sous l'autorité du même article, a adopté un « Règlement 1 modifiant le Règlement concernant la tenue des dossiers, livres et registres par un pharmacien dans l'exercice de sa profession »;

ATTENDU QUE, conformément au premier alinéa de l'article 93 dudit Code, ledit règlement a été publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 3 août 1977, à la page 3801, avec avis qu'il sera soumis au lieutenant-gouverneur en conseil pour approbation au moins trente jours après cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'approuver ledit règlement tel qu'il a été publié dans la *Gazette officielle du Québec*;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre responsable de l'application des lois professionnelles:

QUE le règlement en annexe du présent arrêté en conseil soit approuvé sous le titre de « Règlement 1 modifiant le Règlement concernant la tenue des dossiers, livres et registres par un pharmacien dans l'exercice de sa profession ».

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Règlement 1 modifiant le Règlement concernant la tenue des dossiers, livres et registres par un pharmacien dans l'exercice de sa profession

1. L'article 2.06 du « Règlement concernant la tenue des dossiers, livres et registres par un pharmacien dans l'exercice de sa profession » de l'Ordre des pharmaciens du Québec, adopté par l'arrêté en conseil 2592-75 du 25 juin 1975 et publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 13 août 1975, est abrogé.

2. Le présent règlement entre en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis qu'il a été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

1585-o

of 10 July 1974, pages 3377 and 3378, was approved on 25 June 1975 under Order in Council 2592-75 and came into force pursuant to a notice published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 13 August 1975, pages 4617 to 4619;

WHEREAS the Bureau, pursuant to the said section, made "Regulation 1 amending the Regulation respecting the keeping of records, books and registers by a pharmacist in the practice of his profession";

WHEREAS, in accordance with the first paragraph of section 93 of the said Code, such Regulation was published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 3 August 1977, page 3801, with a notice that it would be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval at least thirty days after such publication;

WHEREAS it is expedient to approve the said Regulation as published in the *Québec Official Gazette*;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister responsible for the application of the laws respecting the professions:

THAT the Regulation entitled "Regulation 1 amending the Regulation respecting the keeping of records, books and registers by a pharmacist in the practice of his profession", a copy of which is annexed hereto, be approved.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Regulation 1 amending the Regulation respecting the keeping of records, books and registers by a pharmacist in the practice of his profession

1. Section 2.06 of the "Regulation respecting the keeping of records, books and registers by a pharmacist in the practice of his profession" of the Order of Pharmacists of Québec, made under Order in Council 2592-75 dated 25 June 1975 and published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 13 August 1975, is revoked.

2. This Regulation shall come into force on the day of publication in the *Québec Official Gazette* of a notice that it has been approved by the Lieutenant-Governor in Council.

1585-o

AVIS D'ADOPTION DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS
(1973, c. 43)

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, l'honorable Jacques-Yvan Morin, donne avis par les présentes, conformément au second alinéa de l'article 178 du Code des professions, que le « Règlement constituant un Comité de la formation en physiothérapie » publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 20 juillet 1977, aux pages 3615 à 3617, a été adopté le 28 septembre 1977, en vertu de l'arrêté en conseil no 3220-77 apparaissant ci-dessous avec le texte du règlement tel qu'il a été adopté.

En conséquence, ce règlement entre en vigueur le jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

*Le ministre responsable de l'application
des lois professionnelles,
JACQUES-YVAN MORIN.*

A.C. 3220-77, 28 septembre 1977
Règ. 77-581, 3 octobre 1977

CODE DES PROFESSIONS
(1973, c. 43)**Comité de la formation en physiothérapie —
Physiothérapeutes**

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la constitution d'un Comité de la formation en physiothérapie.

ATTENDU QUE le paragraphe b du premier alinéa de l'article 178 du Code des professions (1973, c. 43) prévoit que le lieutenant-gouverneur en conseil, après consultation de l'Office des professions, du Conseil des universités, des établissements d'enseignement et de la corporation professionnelle intéressée, peut, par règlement, fixer les modalités de la collaboration de cette corporation professionnelle avec les autorités des établissements d'enseignement du Québec visés au paragraphe a du premier alinéa de cet article, notamment dans l'élaboration des programmes d'études conduisant à un diplôme donnant ouverture à un permis ou à un certificat de spécialiste et dans la préparation des examens ou autres mécanismes d'évaluation des personnes effectuant ces études;

NOTICE OF ADOPTION OF A REGULATION

PROFESSIONAL CODE
(1973, c. 43)

The Minister responsible for the application of the laws respecting the professions, the Honourable Jacques-Yvan Morin, hereby gives notice in accordance with the second paragraph of section 178 of the Professional Code that the "Regulation constituting a committee on training in physiotherapy" published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 20 July 1977, pages 3615 to 3617, was adopted on 28 September 1977 under Order in Council 3220-77, a copy of which is annexed hereto together with the text of the Regulation as adopted.

Therefore, this Regulation shall come into force on the day of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

*JACQUES-YVAN MORIN,
Minister responsible for the application
of the laws respecting the professions.*

O.C. 3220-77, 28 September 1977
Reg. 77-581, 3 October 1977

PROFESSIONAL CODE
(1973, c. 43)**Committee on training — Physiotherapists**

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the constitution of a committee on training in physiotherapy.

WHEREAS under subparagraph b of the first paragraph of section 178 of the Professional Code (1973, c. 43), the Lieutenant-Governor in Council, after consultation with the Professions Board, the Council of Universities, the teaching establishments and the professional corporation concerned, may, by regulation, fix the terms and conditions of cooperation by such professional corporation with the authorities of the teaching establishments in the province of Québec contemplated in subparagraph a of the first paragraph of that section, particularly in preparing curricula leading to diplomas giving access to a permit or a specialist's certificate and in preparing examinations or any other means of evaluating the persons pursuing such studies;

ATTENDU QUE, conformément au second alinéa de l'article 178 dudit Code, le « Règlement constituant un Comité de la formation en physiothérapie » a été publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 20 juillet 1977, aux pages 3615 à 3617, avec avis qu'il sera soumis au lieutenant-gouverneur en conseil pour qu'il soit adopté trente jours après cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu à cette fin de constituer un Comité concernant la formation en physiothérapie;

ATTENDU QUE les consultations requises par la loi ont été faites;

ATTENDU QU'il y a lieu d'adopter ledit règlement tel qu'il a été publié dans la *Gazette officielle du Québec*;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre responsable de l'application des lois professionnelles:

QUE le règlement annexé au présent arrêté en conseil soit adopté sous le titre de « Règlement constituant un Comité de la formation en physiothérapie ».

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Règlement constituant un comité de la formation en physiothérapie

Code des professions
(1973, c. 43, a. 178, al. 1, par. b)

Section 1

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.01 Dans le présent règlement, l'expression « représentant institutionnel » désigne la personne nommée par une université afin de coordonner pour cette université la mise en place et le fonctionnement des Comités établis par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu du paragraphe b du premier alinéa de l'article 178 du Code des professions.

Section 2

CRÉATION DU COMITÉ

2.01 Il est établi un Comité composé de la façon suivante:

- a) 3 représentants de la Corporation professionnelle des physiothérapeutes du Québec;

WHEREAS, in accordance with the second paragraph of section 178 of the said Code, the Regulation constituting a committee on training in physiotherapy was published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 20 July 1977, pages 3615 to 3617, with a notice that it would be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for adoption thirty days after such publication;

WHEREAS, for that purpose, it is expedient to constitute a committee on training in physiotherapy;

WHEREAS the consultations required by the Act have been held;

WHEREAS it is expedient to adopt the said regulation as published in the *Québec Official Gazette*;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister responsible for the application of the laws respecting the professions:

THAT the Regulation entitled "Regulation constituting a committee on training in physiotherapy", a copy of which is annexed hereto, be adopted.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Regulation constituting a committee on training in physiotherapy

Professional Code
(1973, c. 43, s. 178, 1st par., subpar. b)

Division 1

GENERAL PROVISION

1.01 In this Regulation, the expression "institution representative" means the person appointed by a university to co-ordinate on behalf of such university the setting up and working of the Committees established by the Lieutenant-Governor in Council under subparagraph b of the first paragraph of section 178 of the Professional Code.

Division 2

SETTING UP OF COMMITTEE

2.01 A Committee shall be set up composed as follows:

- (a) 3 representatives of the Professional Corporation of Physiotherapists of Québec;

- b) un représentant de l'école de Réadaptation de l'Université de Montréal, désigné par le représentant institutionnel de cette dernière;
 - c) un représentant du School of Physical and Occupational Therapy de l'Université McGill, désigné par le représentant institutionnel de cette dernière;
 - d) un représentant de l'école de Réadaptation de l'Université Laval, désigné par le représentant institutionnel de cette dernière;
 - e) un représentant des étudiants en physiothérapie de l'école de Réadaptation de l'Université de Montréal;
 - f) un représentant des étudiants en physiothérapie du School of Physical and Occupational Therapy de l'Université McGill;
 - g) un représentant des étudiants en physiothérapie de l'école de Réadaptation de l'Université Laval.
- (b) one representative of the *école de Réadaptation de l'Université de Montréal*, designated by the institution representative of that university;
 - (c) one representative of the School of Physical and Occupational Therapy of McGill University, designated by the institution representative on that University;
 - (d) one representative of the *école de Réadaptation de l'Université Laval*, designated by the institution representative of that university;
 - (e) one representative of the students in physiotherapy of the *école de Réadaptation de l'Université de Montréal*;
 - (f) one representative of the students in physiotherapy of the School of Physical, and Occupational Therapy of McGill University;
 - (g) one representative of the students in physiotherapy of the *école de Réadaptation de l'Université Laval*.

Section 3

MANDAT DU COMITÉ

3.01 Le mandat du Comité est de soumettre aux organismes ou groupements représentés au sein du Comité ainsi qu'à l'Office des professions, à la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec, au Comité des programmes du ministère de l'Éducation et du Conseil des universités et au représentant institutionnel de chaque université mentionnée à l'article 2.01, des recommandations au sujet des questions suivantes:

- a) les programmes d'étude en physiothérapie et les stages de formation professionnelle;
- b) les examens et autres mécanismes d'évaluation;
- c) les examens professionnels;
- d) la formation continue.

Section 4

PROCÉDURE DU COMITÉ

4.01 Chaque membre du Comité a droit de vote.

4.02 Les membres du Comité désignent parmi eux un président.

4.03 Le secrétariat du Comité est assuré par la Corporation professionnelle des physiothérapeutes du Québec.

Division 3

MANDATE OF COMMITTEE

3.01 The mandate of the Committee is to submit to the bodies or groups represented on the Committee as well as to the Professions Board, the Conference of Rectors and Principals of the universities of Québec, the Committee on Programmes of the Department of Education and of the Council of Universities and to the institution representative of each university referred to in section 2.01, its recommendations on the following matters:

- (a) the study programs in physiotherapy and the professional training periods;
- (b) the examinations and other modes of evaluation;
- (c) the professional examinations;
- (d) continuing training.

Division 4

COMMITTEE PROCEDURE

4.01 Each member of the Committee is entitled to vote.

4.02 The members of the Committee shall choose a chairman from among themselves.

4.03 The secretariat of the Committee shall be the responsibility of the Professional Corporation of Physiotherapists of Québec.

4.04 Le président fixe la date et l'heure des réunions du Comité, convoque ces réunions et les préside.

4.05 Le quorum du Comité est de 5 membres.

4.06 Le secrétaire dresse un procès-verbal de chaque réunion du Comité et en expédie une copie aux organismes, groupements et personnes mentionnées à l'article 3.01.

4.07 Les recommandations du Comité sont formulées à la majorité des voix; au cas d'égalité, le président donne un vote supplémentaire.

4.08 Les recommandations ne lient pas les organismes ou groupements représentés au sein du Comité.

4.09 Les recommandations qui ne sont pas acceptées par les organismes ou groupements représentés au sein du Comité sont retournées à ce dernier pour révision.

4.10 Le Comité doit tenir au moins 3 réunions par année.

Section 5

DISPOSITION FINALE

5.01 Le présent règlement entre en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis qu'il a été adopté par le lieutenant-gouverneur en conseil.

1585-o

4.04 The chairman shall fix the date and hour of the meetings of the Committee, convene the meetings and preside over them.

4.05 The quorum of the Committee shall be 5 members.

4.06 The secretary shall draw up the minutes of each meeting of the Committee and send a copy thereof to the bodies, groups and persons referred to in section 3.01.

4.07 The recommendations of the Committee are made by majority vote; in the case of a tie-vote, the chairman shall cast an additional vote.

4.08 The recommendations shall not bind the bodies or groups represented on the Committee.

4.09 The recommendations that are not accepted by the bodies or groups represented on the Committee shall be returned to the latter for review.

4.10 The Committee must hold at least 3 meetings a year.

Section 5

FINAL PROVISION

5.01 This Regulation shall come into force on the day of publication in the *Québec Official Gazette* of a notice that it has been adopted by the Lieutenant-Governor in Council.

1585-o

AVIS D'ADOPTION DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS
(1973, c. 43)

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, l'honorable Jacques-Yvan Morin, donne avis par les présentes, conformément au second alinéa de l'article 178 du Code des professions, que le « Règlement constituant un Comité de la formation en urbanisme » publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 29 juin 1977, aux pages 3337 à 3339, a été adopté le 21 septembre 1977, en vertu de l'arrêté en conseil no 3109-77 apparaissant ci-dessous avec le texte du règlement tel qu'il a été adopté.

En conséquence, ce règlement entre en vigueur le jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

*Le ministre responsable de l'application
des lois professionnelles,
JACQUES-YVAN MORIN.*

A.C. 3109-77, 21 septembre 1977
Règ. 77-566, 23 septembre 1977

CODE DES PROFESSIONS
(1973, c. 43)

Comité de la formation en urbanisme — Urbanistes

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la constitution d'un Comité de la formation en urbanisme.

ATTENDU QUE le paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 178 du Code des professions (1973, c. 43) prévoit que le lieutenant-gouverneur en conseil, après consultation de l'Office des professions, du Conseil des universités, des établissements d'enseignement et de la corporation professionnelle intéressée, peut, par règlement, fixer les modalités de la collaboration de cette corporation professionnelle avec les autorités des établissements d'enseignement du Québec visés au paragraphe *a* du premier alinéa de cet article, notamment dans l'élaboration des programmes d'études conduisant à un diplôme donnant ouverture à un permis ou à un certificat de spécialiste et dans la préparation des examens ou autres mécanismes d'évaluation des personnes effectuant ces études;

NOTICE OF ADOPTION OF A REGULATION

PROFESSIONAL CODE
(1973, c. 43)

The Minister responsible for the application of the laws respecting the professions, the Honourable Jacques-Yvan Morin, hereby gives notice in accordance with the second paragraph of section 178 of the Professional Code that the "Regulation constituting a committee on training in town planning" published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 29 June 1977, pages 3337 to 3339, was made on 21 September 1977 under Order in Council 3109-77, a copy of which is annexed hereto with the text of the Regulation as adopted.

Therefore, this Regulation shall come into force on the day of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

*JACQUES-YVAN MORIN,
Minister responsible for the application
of the laws respecting the professions.*

O.C. 3109-77, 21 September 1977
Reg. 77-566, 23 September 1977

PROFESSIONAL CODE
(1973, c. 43)Committee on training in town planning —
Town Planners

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the constituting of a committee on training in town planning.

WHEREAS subparagraph *b* of the first paragraph of section 178 of the Professional Code (1973, c. 43) provides that the Lieutenant-Governor in Council, after consultation with the *Office des professions*, the Council of Universities, the teaching establishments and the professional corporation concerned, may, by regulation, fix the terms and conditions of cooperation by such professional corporation with the authorities of the teaching establishments in the province of Québec contemplated in subparagraph *a* of the said section, particularly in preparing curricula leading to diplomas giving access to a permit or a specialist's certificate and in preparing examinations or any other means of evaluating the persons pursuing such studies;

ATTENDU QUE, conformément au second alinéa de l'article 178 dudit Code, le « Règlement constituant un Comité de la formation en urbanisme » a été publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 29 juin 1977, aux pages 3337 à 3339, avec avis qu'il sera soumis au lieutenant-gouverneur en conseil pour qu'il soit adopté trente jours après cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu à cette fin de constituer un Comité concernant la formation en urbanisme;

ATTENDU QUE les consultations requises par la loi ont été faites;

ATTENDU QU'il y a lieu d'adopter ledit règlement tel qu'il a été publié dans la *Gazette officielle du Québec*;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre responsable de l'application des lois professionnelles:

QUE le règlement annexé au présent arrêté en conseil soit adopté sous le titre de « Règlement constituant un Comité de la formation en urbanisme ».

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

WHEREAS, in accordance with the second paragraph of section 178 of the said Code, the "Regulation constituting a committee on training in town planning" was published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 29 June 1977, pages 3337 to 3339, with a notice that it would be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for adoption at least thirty days after such publication;

WHEREAS it is expedient to constitute a committee on training in town planning;

WHEREAS the consultations required by the Act have been held;

WHEREAS it is expedient that the said Regulation be adopted as published in the *Québec Official Gazette*;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister responsible for the application of the laws respecting the professions:

THAT the Regulation entitled "Regulation constituting a committee on training in town planning", a copy of which is annexed to this Order in Council, be made.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Règlement constituant un comité de la formation en urbanisme

Code des professions
(1973, c. 43, a. 178, al. 1, par. b)

Section 1

DISPOSITION GÉNÉRALE

1.01 Dans le présent règlement, l'expression « représentant institutionnel » désigne la personne nommée par une université afin de coordonner pour cette université la mise en place et le fonctionnement des Comités établis par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu du paragraphe b du premier alinéa de l'article 178 du Code des professions.

Section 2

CRÉATION DU COMITÉ

2.01 Il est établi un Comité composé de la façon suivante:

- a) 2 représentants de la Corporation professionnelle des urbanistes du Québec;

Regulation constituting a committee on training in town planning

Professional Code
(1973, c. 43, s. 178, 1st par. subpar. b)

Division 1

GENERAL PROVISION

1.01 In this Regulation, the expression "institution representative" means the person appointed by a university to co-ordinate on behalf of such university the setting up and working of the Committees established by the Lieutenant-Governor in Council under subparagraph b of the first paragraph of section 178 of the Professional Code.

Division 2

SETTING UP OF COMMITTEE

2.01 A Committee shall be set up composed as follows:

- a) 2 representatives of the Professional Corporation of Town Planners of Québec;

- b) un représentant de l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal désigné par le représentant institutionnel de cette université;
 - c) un représentant de la School of Urban Planning de l'Université McGill désigné par le représentant institutionnel de cette université;
 - d) 2 représentants des étudiants en urbanisme, l'un de l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal, l'autre de la School of Urban Planning de l'Université McGill.
- (b) 1 representative of the *Institut d'urbanisme* of the University of Montreal designated by the latter's institution representative;
 - (c) 1 representative of the School of Urban Planning of McGill University designated by the latter's institution representative;
 - (d) 2 representatives of the students in town planning, 1 from the *Institut d'urbanisme* of the University of Montreal, the other from the School of Urban Planning of McGill University.

Section 3

MANDAT DU COMITÉ

3.01 Le mandat du Comité est de soumettre aux organismes ou groupements représentés au sein du Comité ainsi qu'à l'Office des professions, à la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec, au Comité conjoint des programmes du ministère de l'Éducation et du Conseil des universités et au représentant institutionnel de chaque université mentionnée à l'article 2.01, des recommandations au sujet des questions suivantes:

- a) les programmes d'étude en urbanisme;
- b) les examens et autres mécanismes d'évaluation;
- c) les stages de formation professionnelle;
- d) les examens professionnels;
- e) la formation continue.

Section 4

PROCÉDURE DU COMITÉ

- 4.01** Chaque membre du Comité a droit de vote.
- 4.02** Les membres du Comité désignent un président parmi eux.
- 4.03** Le secrétariat du Comité est assuré par la Corporation professionnelle des urbanismes du Québec.

Division 3

MANDATE OF COMMITTEE

3.01 The mandate of the Committee is to submit to the bodies or groups represented in the Committee as well as to the Professions Board, the Conference of Rectors and Principals of the universities of Québec, the Joint Committee on Programmes of the Department of Education and of the Council of Universities and to the institutions representative of each university referred to in section 2.01, its recommendations on the following matters:

- (a) the study programmes in town planning;
- (b) the examinations and other means of evaluation;
- (c) the professional training periods;
- (d) the professional examinations;
- (e) continuing training.

Division 4

COMMITTEE PROCEDURE

- 4.01** Each member of the Committee is entitled to vote.
- 4.02** The members of the Committee shall choose a chairman from among themselves.
- 4.03** The secretariat of the Committee shall be the responsibility of the Professional Corporation of Town Planners of Québec.

4.04 Le président fixe la date et l'heure des réunions du Comité, convoque ces réunions et les préside.

4.05 Le quorum du Comité est de 4 membres.

4.06 Le secrétaire dresse un procès-verbal de chaque réunion du Comité et en expédie une copie aux organismes, groupements et personnes mentionnés à l'article 3.01.

4.07 Les recommandations du Comité sont formulées à la majorité des voix; en cas d'égalité, le président donne un vote supplémentaire.

4.08 Les recommandations ne lient pas les organismes ou groupements représentés au sein du Comité.

4.09 Les recommandations qui ne sont pas acceptées par les organismes ou groupements représentés au sein du Comité, sont retournées à ce dernier pour révision.

4.10 Le Comité doit tenir au moins une réunion par année.

4.04 The chairman shall fix the date and hour of the meetings of the Committee, convene the meetings and preside over them.

4.05 The quorum of the Committee shall be 4 members.

4.06 The secretary shall draw up the minutes of each meeting of the Committee and send a copy thereof to the bodies, groups and persons mentioned in section 3.01.

4.07 The recommendations of the Committee are made by majority vote; in the case of a tie-vote, the chairman shall cast an additional vote.

4.08 The recommendations shall not bind the bodies or groups represented in the Committee.

4.09 The recommendations that are not accepted by the bodies or groups represented in the Committee shall be returned to the latter for review.

4.10 The committee must hold at least one meeting a year.

Section 5

DISPOSITION FINALE

5.01 Le présent règlement entre en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis qu'il a été adopté par le lieutenant-gouverneur en conseil.

1585-o

Division 5

FINAL PROVISION

5.01 This Regulation shall come into force on the day of publication in the *Québec Official Gazette* of a notice that it has been adopted by the Lieutenant-Governor in Council.

1585-o

Projets de règlement

Draft Regulations

PROJET DE RÈGLEMENT

CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE (1977, P.L. 101)

Le ministre de l'Éducation, l'Honorable Jacques-Yvan Morin, donne avis par les présentes, conformément à l'article 94 de la Charte de la langue française, qu'il proposera dans (60) jours au lieutenant-gouverneur en conseil l'adoption du règlement dont le texte apparaît ci-dessous, relatif à l'exemption du chapitre VIII de la Charte de la langue française pour les enfants présentant des difficultés graves d'apprentissage.

Ceux qui désirent formuler quelques commentaires à ce projet de règlement doivent le faire dans les 60 jours suivant la date de publication de ce projet.

*Le ministre de l'Éducation,
JACQUES-YVAN MORIN.*

Règlement relatif à l'exemption du chapitre VIII de la Charte de la langue française pour les enfants présentant des difficultés graves d'apprentissage

(Charte de la langue française a. 81)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « commission scolaire » : une commission scolaire, une commission scolaire régionale ou une corporation de syndicats régie en totalité ou en partie par la Loi de l'instruction publique;
- b) « institution » : une institution visée au second alinéa de l'article 72 de la Charte de la langue française.

2. Au sens du présent règlement, les catégories d'enfants présentant des difficultés graves d'apprentissage sont, conformément aux définitions en annexe :

- a) les enfants qui ont des déviations intellectuelles, soit :
le débile mental léger
le débile mental moyen

DRAFT REGULATION

CHARTER OF THE FRENCH LANGUAGE (1977, Bill 101)

The Minister of Education, the Honourable Jacques-Yvan Morin, hereby gives notice pursuant to section 94 of the Charter of the French language, that he will propose within sixty (60) days to the Lieutenant-Governor in Council the adoption of the Regulation, a copy of which is annexed hereto, respecting the exemption of children having serious learning disabilities from the application of Chapter VIII of the Charter of the French language.

Those who wish to comment on this Draft Regulation must do so within sixty (60) days following the date of publication thereof.

*JACQUES-YVAN MORIN,
Minister of Education.*

Regulation respecting the exemption of children having serious learning disabilities from the application of Chapter VIII of the Charter of the French language.

(Charter of the French language, s. 81)

1. In this Regulation, unless the context indicates otherwise, the following words and expressions mean:

- (a) "school board": a school board, a regional school board or a corporation of trustees governed in whole or in part by the Education Act;
- (b) "institution": an institution contemplated in the second paragraph of section 72 of the Charter of the French language.

2. Within the meaning of this Regulation, the categories of children having serious learning disabilities, in accordance with the definitions in the Schedule, are:

- (a) children with mental deficiencies, that is:
the educable mentally retarded,
the trainable mentally retarded;

- b) les enfants qui ont des déviations physiques, soit:
l'infirme moteur non intégrable
l'infirme moteur cérébral grave
le diminué physique
l'épileptique non contrôlé
- c) les enfants qui ont des déficiences auditives, soit:
le sourd
le demi-sourd
- d) les enfants qui ont des déficiences visuelles, soit:
l'aveugle
le demi-voyant
- e) les enfants qui ont des déviations socio-affectives graves
- f) les enfants qui ont des déviations graves au niveau des apprentissages soit:
ceux présentant un retard scolaire généralisé de trois ans ou plus
ceux affectés par des difficultés spécifiques chroniques telles la dyslexie, la dyscalculie, la dysorthographe caractérisée, les difficultés sévères du langage et de la psychomotricité.
- g) les enfants qui ont des déviations multiples.
3. Ne sont pas considérés en difficulté grave d'apprentissage au sens du présent règlement, les enfants qui présentent une déficience au niveau des préalables ou une déviation mineure au niveau des apprentissages tel que défini en annexe.
4. Les parents qui désirent que leur enfant soit exempté de l'application du chapitre VIII de la Charte de la langue française (), font une demande d'exemption.
5. La commission scolaire ou l'institution où se fait la demande d'exemption fait évaluer l'enfant par des professionnels autorisés ou exige une telle évaluation aux fins de déterminer s'il présente une des déviations ou une des déficiences énumérées à l'article 2.
6. Les parents fournissent avec leur demande d'exemption une attestation formelle spécifiant que l'enfant présente une des difficultés graves d'apprentissage énumérées à l'article 2 du présent règlement signée par les professionnels qui ont évalué l'enfant.
7. La commission scolaire ou l'institution qui reçoit la demande d'exemption la transmet à la personne désignée par le ministre de l'Éducation, accompagnée de la fiche de demande d'admission et de l'attestation des professionnels autorisés.
- (b) children with physical handicaps, that is: those with motor disabilities, severe cerebral palsy, physical disabilities, uncontrolled epilepsy;
- (c) children with auditory disorders, that is: the deaf, those who are hard of hearing;
- (d) children with ocular disorders, that is: the blind, the partially sighted;
- (e) children with severe socio-emotional disturbances;
- (f) children having serious learning disabilities, that is: those with a generalized academic retardation of three years or more, those who suffer from chronic specific disabilities such as dyslexia, dyscalculia, characterized dysgraphia, severe speech difficulties and severe psychomotor disorders;
- (g) children with multiple handicaps.
3. Children with deficiencies of prerequisite skills or minor learning disabilities as defined in the Schedule are not considered to have serious learning disabilities within the meaning of this Regulation.
4. Parents who wish to have their children exempted from the application of chapter VIII of the Charter of the French language () shall make a request for exemption.
5. The school board or institution where the request for exemption is made shall have the child examined by authorized professionals or shall order such examination for the purpose of determining if the child manifests one of the learning disabilities listed in section 2.
6. Parents shall furnish with their request for exemption a formal attestation specifying that the child manifests one of the serious learning disabilities enumerated in section 2 of this Regulation signed by the professionals who examined the child.
7. The school board or institution that receives the request for exemption shall forward it to the person designated by the Minister of Education accompanied by the application for admission card and the attestation of the authorized professionals.

8. La personne désignée par le ministre émet, s'il y a lieu, une exemption au nom de l'enfant. Elle transmet l'exemption aux parents et en avise la commission scolaire ou l'institution intéressée.

8. The person designated by the Minister shall issue, where applicable, an exemption in the name of the child. The exemption shall then be transmitted to the parents and the interested school board or institution shall be notified.

ANNEXE

SCHEDULE

Définitions des catégories visées à l'article 2.

Definitions of the categories contemplated in section 2.

A) Les déviations intellectuelles

(A) Mental deficiencies

Débile léger

L'enfant qui, à une épreuve d'habileté intellectuelle valide, administrée par une personne qualifiée et selon les prescriptions scientifiques, a un quotient intellectuel qui se situe entre 55 et 75.

Educable mentally retarded

A child who, as a result of a valid intelligence test administered by a qualified person and in accordance with scientific procedures, has an intelligence quotient which is between 55 and 75.

Débile moyen

L'enfant qui, à une épreuve d'habileté intellectuelle valide, administrée par une personne qualifiée et selon les prescriptions scientifiques, a un quotient intellectuel qui se situe entre 25 et 55.

Trainable mentally retarded

A child who, as a result of a valid intelligence test administered by a qualified person and in accordance with scientific procedures, has an intelligence quotient which is between 25 and 55.

B) Les déviations physiques

(B) Physical handicaps

Infirme moteur non intégrable

L'élève qui, à la suite d'un accident, d'une maladie, de lésions du système nerveux (mais localisées sur les trajets périphériques), d'une déficience ou d'une malformation congénitale, souffre d'un handicap physique qui exige des mesures pédagogiques particulières et/ou des soins intensifs de rééducation physique.

Motor disabilities

A pupil who, as a result of an accident, an illness, lesions of the nervous system (but localized on the peripheral tract), congenital deficiency or malformation, suffers from a physical handicap which requires special education measures or intensive physical rehabilitation.

Infirme moteur cérébral léger et moyen

L'élève qui, à la suite d'une atteinte organique légère ou moyenne au niveau des centres de contrôle moteurs du cerveau, manifeste une incoordination motrice légère ou moyenne ou des troubles sensori-moteurs légers ou moyens, a besoin de mesures de rééducation physique, sensori-motrice et pédagogique intégrées à son programme scolaire.

Mild and moderate cerebral palsy

The pupil, who, as a result of mild or moderate organic disease of the motor control centres of the brain, shows a mild or moderate lack of motor coordination or mild or moderate sensory motor difficulties, needs physical sensory motor and educational rehabilitation programmes as an integral part of his school programme.

Infirme moteur cérébral grave

L'élève qui, à la suite d'une atteinte organique grave au niveau des centres de contrôle moteurs du cerveau, manifeste une incoordination motrice grave ou des troubles sensori-moteurs graves, a besoin de mesures de rééducation physique, sensori-motrice et pédagogique intégrées à son programme scolaire.

Severe cerebral palsy

The pupil, who, as a result of severe organic disease of the motor control nerve centres of the brain shows a severe lack of coordination or severe sensory motor difficulties, needs physical, sensory motor and educational rehabilitation as an integral part of his school programme.

Diminué physique

L'élève qui est atteint d'une maladie organique, extra-cérébrale, suffisamment grave pour nécessiter des soins intégrés à son programme scolaire et des mesures pédagogiques particulières. Exemples: cardiopathie, arthrite, dystrophie, etc.

Physical disabilities

The pupil who suffers from an organic extra cerebral disease sufficiently severe to require treatment as an integral part of his school programme as well as special education measures. Examples: cardiopathy, arthritis, dystrophy, etc...

Épilepsie non médicalement contrôlée

L'enfant qui est atteint d'une affection neurologique chronique caractérisée par des crises convulsives mal ou non médicalement contrôlées.

C) Les déficiences auditives**Le sourd**

L'élève qui, sur la foi d'un examen approprié, administré par un spécialiste compétent, est déclaré sourd: i.e., perte auditive se situant à 80 décibels et plus, à l'écoute de la meilleure oreille.

Le demi-sourd

L'élève qui, sur la foi d'un examen approprié, administré par un spécialiste compétent, est déclaré demi-sourd: i.e., perte auditive se situant entre 25 et 80 décibels à l'écoute de la meilleure oreille.

D) Les déficiences visuelles**L'aveugle**

L'élève qui, sur la foi d'un examen approprié, administré par un spécialiste compétent, est déclaré aveugle.

Le demi-voyant

L'élève qui, sur la foi d'un examen approprié, administré par un spécialiste compétent, est déclaré demi-voyant: i.e., capacité visuelle se situant entre 20/70 et 20/200.

E) Les déviations socio-affectives graves

L'enfant qui, à la suite d'une évaluation psychologique appropriée, administrée par un spécialiste compétent, manifeste des difficultés graves de comportement affectif et social, incompatibles avec la qualité et la quantité des groupes scolaires réguliers, doit bénéficier de mesures de rééducation affective et de pédagogie curative dans un groupe structuré à cette fin.

F) Les déviations graves au niveau des apprentissages

Seuls, sont considérés dans cette catégorie, les élèves présentant un retard scolaire généralisé de trois (3) ans ou plus et/ou affectés par des difficultés spécifiques chroniques, telles la dyslexie, la dysorthographe caractérisée, les difficultés sévères du langage, de la psychomotricité, etc.

G) Les déviations multiples

L'expression « déviations multiples » désigne la situation de tout élève qui présente plus d'un syndrome à la fois, i.e., déviation intellectuelle et/ou déviation physique associée à une déviation socio-affective majeure et/ou une déviation grave au niveau des apprentissages.

Définitions des catégories visées à l'article 3.

Non-medically controlled epilepsy

The child who suffers from a chronic nervous ailment characterized by ill-controlled or non-medically controlled convulsions.

(C) Auditory disorders**The deaf**

The pupil, who, as a result of a suitable examination administered by a competent specialist is declared deaf: that is, suffering from an auditory loss of 80 decibels and more with the better ear.

The hard of hearing

The pupil, who, as a result of a suitable examination by a competent specialist, is declared hard of hearing: that is, suffering from an auditory loss between 25 and 80 decibels with the better ear.

(D) Ocular disorders**The blind**

The pupil, who, as a result of a suitable examination administered by a competent specialist, is declared blind.

The partially sighted

The pupil, who, as a result of a suitable examination administered by a competent specialist, is declared partially sighted, that is, having a visual acuity between 20/70 and 20/200.

(E) Severe socio-emotional disturbances

The child, who, as a result of an appropriate psychological assessment administered by a competent specialist, shows severe social and emotional behavioural problems incompatible with the number and standards of regular school groups, must receive a specific programme of emotional rehabilitation and curative instruction in a group structured for such purpose.

(F) Severe learning disabilities

Only those pupils manifesting generalized academic retardation of three years or more and suffer from specific learning disabilities such as dyslexia, characterized dysgraphia, severe speech difficulties and severe psychomotor difficulties, etc., are included in this category.

(G) Multiple handicaps

The term multiple handicaps designates the situation of a pupil who manifests more than one syndrome at a time, that is, a mental deficiency or a physical disorder associated with a major socio-emotional disturbance and severe learning disabilities.

Definitions of the categories contemplated in section 3.

H) La déficience au niveau des préalables (classe de maturation ou d'attente)

Seuls, sont considérés comme candidats aux classes de maturation et d'attente, les élèves de six (6) ans d'âge chronologique et/ou ayant fait un séjour dans une classe maternelle reconnue, pour lesquels une évaluation psychopédagogique a révélé une déficience marquée au niveau des préalables aux apprentissages scolaires de niveau élémentaire. Le séjour dans une telle classe ne doit pas excéder une année scolaire.

I) La déviation mineure au niveau des apprentissages

Seuls, sont considérés dans cette catégorie, les élèves de niveau élémentaire présentant un retard scolaire généralisé de deux ans ou plus et/ou affectés par des difficultés spécifiques légères ou moyennes, telles les difficultés de langage, de lecture, de la psychomotricité, du calcul, les troubles perceptuels, etc.

(H) Deficiencies of prerequisite skills (extended readiness classes)

The only pupils who may be considered for an extended readiness class are those who have a chronological age of six (6) years or who have attended a recognized kindergarten class for whom a psycho-educational evaluation has revealed a marked deficiency in skills prerequisite to scholastic learning at the elementary level. The amount of time in such a class must not exceed one school year.

(I) Moderate learning disabilities

The only pupils who may be considered for this category are elementary students who manifest a generalized academic retardation of two years or more or who suffer from mild or moderate specific learning disabilities such as speech, reading, psychomotor, or counting difficulties or perceptual disorders, etc.

1585-o

1585-o

PROJET DE RÈGLEMENT**CODE DES PROFESSIONS**
(1973, c. 43)**Projet de règlement**

Le Bureau de la Corporation professionnelle des comptables en administration industrielle du Québec donne avis par les présentes conformément au premier alinéa de l'article 93 du Code des professions (1973, c. 43), qu'il a adopté, en vertu de l'article 90 du Code des professions, le « Règlement concernant la publicité », dont le texte apparaît ci-dessous.

Ce règlement sera soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil au moins 30 jours après la présente publication.

*Le ministre responsable de l'application
des lois professionnelles,*
JACQUES-YVAN MORIN.

Règlement concernant la publicité

Code des professions
(1973, c. 43, a. 90)

Section 1**DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

1.01 Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

- a) « corporation »: la Corporation professionnelle des comptables en administration industrielle du Québec;
- b) « membre »: une personne inscrite au tableau de la corporation;
- c) « secrétaire »: le secrétaire de la corporation.

1.02 La Loi d'interprétation (S.R.Q., 1964, c. 1), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

1.03 Les éléments qu'un membre peut mentionner au public dans sa publicité et les conditions suivant lesquelles il peut faire cette publicité sont ceux décrits au présent règlement.

DRAFT REGULATION**PROFESSIONAL CODE**
(1973, c. 43)**Draft Regulation**

The Bureau of the Professional Corporation of Industrial Administration Accountants of Québec hereby gives notice in accordance with the first paragraph of section 93 of the Professional Code (1973, c. 43) that it made, pursuant to section 90 of the Professional Code, the "Regulation respecting advertising", a copy of which is annexed hereto.

This Regulation will be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council at least 30 days after the present publication.

JACQUES-YVAN MORIN,
*Minister responsible for the application
of the laws respecting the professions.*

Regulation respecting advertising

Professional Code
(1973, c. 43, s. 90)

Division 1**GENERAL PROVISIONS**

1.01 In this Regulation, unless the context indicates otherwise, the following words mean:

- (a) "corporation": the Professional Corporation of Industrial Administration Accountants of Québec;
- (b) "member": a person entered on the roll of the corporation;
- (c) "secretary": the secretary of the corporation.

1.02 The Interpretation Act (R.S.Q., 1964, c. 1), with present and future amendments, applies to this Regulation.

1.03 The items that an administrator may include in his public advertisements and the conditions under which he may advertise are described in this Regulation.

Section 2

LA CARTE PROFESSIONNELLE

2.01 Un membre ne peut inscrire sur sa carte professionnelle autre chose que:

- a) son nom et celui de ses associés et des autres professionnels qu'il emploie;
- b) sa profession et, le cas échéant, son appartenance à une autre corporation professionnelle;
- c) sa spécialité, s'il possède un certificat de spécialiste reconnu par la corporation;
- d) ses titres académiques;
- e) l'adresse de son bureau d'affaires, son numéro de téléphone et ses heures de service;
- f) le symbole graphique de la corporation;
- g) le cas échéant, le nom et le symbole graphique de son employeur et, dans le cas où celui-ci est une société, le nom des membres de celle-ci et des autres professionnels qu'elle emploie;
- h) le cas échéant, le titre de sa fonction.

2.02 La carte professionnelle ne peut mesurer plus de 6 centimètres de large et 11 centimètres de long.

Section 3

LES MEDIA D'INFORMATION

3.01 Un membre peut oublier ou permettre que soit publiée, dans des journaux, revues, périodiques, annuaires ou autres imprimés, une annonce contenant tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 2.01. Cette annonce ne peut toutefois dépasser un décimètre carré et ne peut paraître plus d'une fois dans un même numéro de journal, revue, périodique, annuaire ou autre imprimé.

Une telle annonce peut toutefois paraître plus d'une fois dans une même édition d'un annuaire téléphonique.

3.02 À l'occasion de l'ouverture de son bureau d'affaires, de son entrée dans un bureau d'affaires existant ou de sa première inscription au tableau de la corporation, ou lors d'une nomination à un poste relié à l'exercice de la profession, un membre peut publier une annonce contenant sa

Division 2

THE PROFESSIONAL CARD

2.01 A member may not enter on his professional card any data other than:

- (a) his name and that of his partners and the other professionals employed by him;
- (b) his profession and, where applicable, his membership in another professional corporation;
- (c) his specialty, if he has a specialist's certificate recognized by the corporation;
- (d) his academic degrees;
- (e) the address of his business office, his telephone number and business hours;
- (f) the graphic sign of the corporation;
- (g) where applicable, the name and graphic sign of his employer and, in the case where the latter is a firm, the names of the members of such firm and those of the other professionals employed by it;
- (h) where applicable, the title of his position.

2.02 The professional card shall not measure more than 6 centimetres in width and 11 centimetres in length.

Division 3

INFORMATION MEDIA

3.01 A member may publish or allow to be published in newspapers, magazines, periodicals, directories or other printed matter an advertisement containing all or part of the data set forth in section 2.01. Such advertisement may not, however, exceed one square decimetre and shall not appear more than once in the same issue of a newspaper, magazine, periodical, directory or other printed matter.

Such advertisement may, however, appear more than once in the same issue of a telephone directory.

3.02 Upon the opening of his business office, his entering an existing business office or his first entry on the roll of the corporation, or upon his appointment to a post related to the practice of the profession, a member may publish an advertisement containing his photograph and certain biographical

photographie et certaines notes biographiques dans des journaux, revues, périodiques, annuaires ou autres imprimés.

Cette annonce ne peut paraître plus d'une fois dans un même numéro de journal, revue, périodique, annuaire ou autre imprimé, ni dans plus de 2 numéros d'un même journal, revue, périodique, annuaire ou autre imprimé.

La photographie autorisée au premier alinéa ne peut excéder 64 centimètres carrés.

Section 4

LA PAPETERIE

4.01 Un membre peut inscrire sur sa papeterie tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 2.01.

Section 5

LE BUREAU D'AFFAIRES

5.01 Sur l'un des murs extérieurs de l'immeuble où est situé son bureau d'affaires ou sur le terrain où est érigé cet immeuble, le membre peut placer une enseigne mentionnant tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 2.01.

Si l'immeuble où est situé son bureau d'affaires se trouve à un carrefour, le membre peut placer une telle enseigne sur les murs extérieurs ou sur le terrain faisant face à chacune des routes convergentes.

5.02 À l'intérieur de son bureau d'affaires, le membre peut placer à la vue du public une enseigne mentionnant tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 2.01.

5.03 Les enseignes autorisées en vertu de la présente section ne peuvent dépasser 25 décimètres carrés.

Section 6

LE SYMBOLE GRAPHIQUE DE LA CORPORATION

6.01 La corporation est représentée par un symbole graphique conforme à l'original détenu par le secrétaire et dont la forme est reproduite ci-dessous:



data in newspapers, magazines, periodicals, directories or other printed matter.

Such advertisement shall not appear more than once in the same issue of a newspaper, magazine, periodical, directory or other printed matter nor in more than 2 issues of the same newspaper, magazine, periodical, directory or other printed matter.

The photograph authorized in the first paragraph shall not exceed 64 square centimetres.

Division 4

STATIONERY

4.01 A member may enter on his stationery all or part of the data set forth in section 2.01.

Division 5

BUSINESS OFFICE

5.01 The member may post up sign containing all or part of the data set forth in section 2.01 on one of the outer walls of the immovable in which his business office is situated or on the land on which the immovable is erected.

If the immovable in which his business office is situated is at a crossroads, the member may post such sign on the outer walls or on the land facing each of the converging roads.

5.02 Inside his business office, the member may post a sign conspicuous to the public containing all or part of the data set forth in section 2.01.

5.03 Signs authorized under this Division shall not exceed 25 square decimetres.

Division 6

GRAPHIC SIGN OF THE CORPORATION

6.01 The corporation is represented by a graphic sign in conformity with the original held by the secretary, the form of which original is reproduced below:



6.02 Lorsqu'un membre reproduit le symbole graphique de la corporation pour les fins de sa publicité, il doit s'assurer que ce symbole est conforme à l'original détenu par le secrétaire de la corporation et qu'il ne dépasse pas 25 décimètres carrés.

Section 7

DISPOSITION TRANSITOIRE

7.01 Un membre dont le bureau d'affaires, à la date de l'entrée en vigueur du présent règlement, arbore une enseigne non conforme aux exigences de la section 5, peut laisser une telle enseigne en place jusqu'au 1er mars 1978.

Section 8

DISPOSITION FINALE

8.01 Le présent règlement entre en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis qu'il a été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

1585-o

6.02 When a member reproduces the graphic sign of the corporation for advertising purposes, he must ensure that such sign complies with the original held by the secretary of the corporation and that it does not exceed 25 square decimetres.

Division 7

TRANSITIONAL PROVISION

7.01 A member whose business office bears, at the date of coming into force of this Regulation, a sign not in conformity with the requirements of Division 5, may leave such sign in place until 1 March 1978.

Division 8

FINAL PROVISION

8.01 This Regulation shall come into force on the day of publication in the *Québec Official Gazette* of a notice that it has been approved by the Lieutenant-Governor in Council.

1585-o

PROJET DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS
(1973, c. 43)

Projet de règlement

Le Bureau de la Corporation professionnelle des comptables généraux licenciés du Québec donne avis par les présentes conformément au premier alinéa de l'article 93 du Code des professions (1973, c. 43), qu'il a adopté, en vertu de l'article 85 du Code des professions, le « Règlement concernant le code de déontologie », dont le texte apparaît ci-dessous.

Ce règlement sera soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil au moins 30 jours après la présente publication.

*Le ministre responsable de l'application
des lois professionnelles,
JACQUES-YVAN MORIN.*

DRAFT REGULATION

PROFESSIONAL CODE
(1973, c. 43)

Draft Regulation

The Bureau of the Professional Corporation of Certified General Accountants of Québec hereby gives notice in accordance with the first paragraph of section 93 of the Professional Code (1973, c. 43) that it made, pursuant to section 85 of the Professional Code, the "Regulation respecting the code of ethics", a copy of which is annexed hereto.

This Regulation will be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council at least 30 days after the present publication.

*JACQUES-YVAN MORIN,
Minister responsible for the application
of the laws respecting the professions.*

Règlement concernant le code de déontologie

Code des professions
(1973, c. 43, a. 85)

CHAPITRE 1**DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION**

1.01 Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

- a) « corporation »: la Corporation professionnelle des comptables généraux licenciés du Québec;
- b) « membre »: quiconque est inscrit au tableau de la corporation;
- c) « client »: une personne ou un employeur qui requiert les services professionnels d'un membre;
- d) « famille immédiate »: le conjoint, le père, la mère, les enfants, le frère ou la soeur d'un membre;
- e) « opinion »: le rapport du vérificateur qui accompagne un état financier auquel un membre prête son nom lorsqu'il agit dans le cadre de l'article 29 de la Loi des comptables agréés (1973, c. 64). Cette définition n'inclut pas les commentaires du comptable;

Regulation respecting the code of ethics

Professional Code
(1973, c. 43, s. 85)

CHAPTER 1**DEFINITIONS AND INTERPRETATION**

1.01 In this Regulation, unless the context indicates otherwise, the following words and expressions mean:

- (a) "corporation": the Professional Corporation of Certified General Accountants of Québec;
- (b) "member": whosoever is entered on the roll of the corporation;
- (c) "client": a person or an employer who requires the professional services of a member;
- (d) "immediate family": the spouse, father, mother, brother or sister of a member;
- (e) "opinion": the auditor's report accompanying a financial statement on which the member's name appears, and which he prepared within the scope of section 29 of the Chartered Accountants Act (1973, c. 64). This definition does not include the accountant's commentary;

f) « commentaire »: une déclaration faite par un membre à l'effet qu'il a préparé l'état financier au nom de son client selon le mandat qui lui a été confié et selon les principes comptables généralement reconnus. Cette déclaration doit énoncer les principes concernés en faisant mention de toute dérogation à ces principes et son effet sur l'état financier si cet effet est important.

1.02 La Loi d'interprétation (S.R.Q., 1964, c. 1), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

CHAPITRE 2

DEVOIRS ET OBLIGATIONS ENVERS LE PUBLIC

2.01 Le membre doit, sauf pour des motifs valables, appuyer toute mesure susceptible d'améliorer la qualité et la disponibilité des services professionnels dans le domaine où il exerce.

2.02 Dans l'exercice de sa profession, le membre doit tenir compte de l'ensemble des conséquences prévisibles que peuvent avoir ses recherches et travaux sur la société.

2.03 Le membre doit favoriser les mesures d'éducation et d'information dans le domaine où il exerce. Sauf pour des motifs valables, il doit aussi, dans l'exercice de sa profession, poser les actes qui s'imposent pour que soit assurée cette fonction d'éducation et d'information.

2.04 Le membre doit se tenir au courant des nouveaux développements dans le domaine de sa profession afin d'assurer un service professionnel de la plus haute qualité de travail possible.

CHAPITRE 3

DEVOIRS ET OBLIGATIONS ENVERS LE CLIENT

Section 1

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

3.01.01 Avant d'accepter de rendre un service professionnel, le membre doit tenir compte des limites de ses aptitudes, de ses connaissances ainsi que des moyens dont il dispose. Il ne doit pas, notamment, entreprendre des travaux pour lesquels il n'est pas suffisamment préparé sans obtenir l'assistance nécessaire.

(f) "commentary": a statement made by a member to the effect that he has prepared the financial report in his client's name in accordance with the mandate he was given and the generally recognized principles of accountancy. This statement must set forth the principles involved and any waiving thereof as well as the effect of such waiving on the financial statement where such effect is of any importance.

1.02 The Interpretation Act (R.S.Q., 1964, c. 1), with present and future amendments, applies to this Regulation.

CHAPTER 2

DUTIES AND OBLIGATIONS TOWARDS THE PUBLIC

2.01 Unless he has sound reasons to the contrary, a member must support every measure likely to improve the quality and availability of professional services in the field in which he practises.

2.02 In the practice of his profession, a member must bear in mind the general effect which his research and work may have on society.

2.03 A member must promote measures of education and information in the field in which he practises. Unless he has sound reasons to the contrary, he must also, in the practice of his profession, perform the necessary acts to ensure such education and information.

2.04 A member must keep up to date with new developments in his profession in order to ensure that his professional service is of the highest possible calibre.

CHAPTER 3

DUTIES AND OBLIGATIONS TOWARDS CLIENTS

Division 1

GENERAL PROVISIONS

3.01.01 Before accepting a mandate, a member must bear in mind the extent of his proficiency, knowledge and the means at his disposal. He must not, in particular, undertake work for which he is not sufficiently prepared without obtaining the necessary assistance.

3.01.02 Le membre doit reconnaître en tout temps le droit du client de consulter un confrère, un membre d'une autre corporation professionnelle ou une autre personne compétente.

3.01.03 Le membre doit s'abstenir d'exercer dans des états susceptibles de compromettre la qualité de ses services.

3.01.04 Le membre doit chercher à établir une relation de confiance mutuelle entre lui-même et son client. À cette fin, le membre doit notamment:

- a) s'abstenir d'exercer sa profession d'une façon impersonnelle;
- b) mener ses entrevues de manière à respecter l'échelle de valeurs et les convictions personnelles de son client, lorsque ce dernier l'en informe.

3.01.05 Le membre doit s'abstenir d'intervenir dans les affaires personnelles de son client sur des sujets qui ne relèvent pas de la compétence généralement reconnue à la profession, afin de ne pas restreindre indûment l'autonomie de son client.

3.01.06 Le membre doit s'abstenir de faire des omissions ou des actes contraires aux normes professionnelles actuelles ou aux données actuelles de la science.

3.01.02 A member must at all times acknowledge his client's right to consult a colleague, a member of another professional corporation or any other competent person.

3.01.03 A member must not practise under conditions or in situations which could impair the quality of his services.

3.01.04 A member must seek to establish a relationship of mutual trust between himself and his client. He must, therefore:

- (a) refrain from practising his profession in an impersonal manner;
- (b) conduct his interviews so as to respect the scale of values and the personal convictions of his client, where his client has informed him thereof.

3.01.05 A member must not interfere in the personal affairs of his client in matters that do not fall within the generally recognized competence of the profession, so as not to unduly restrict his client's autonomy.

3.01.06 A member must not make omissions or perform acts contrary to present professional standards or present scientific knowledge.

Section 2

INTÉGRITÉ

3.02.01 Le membre doit s'acquitter de ses obligations professionnelles avec intégrité.

3.02.02 Le membre doit éviter toute fausse représentation quant à son niveau de compétence ou quant à l'efficacité de ses propres services et de ceux généralement assurés par les membres de sa profession. Si le bien du client l'exige, il doit, sur autorisation de ce dernier, consulter un confrère, un membre d'une autre corporation professionnelle ou une autre personne compétente ou le diriger vers l'une de ces personnes.

3.02.03 Le membre doit assumer personnellement ou confier à un membre la responsabilité et la direction de chaque bureau d'affaires maintenu par lui ou ses associés.

3.02.04 Le membre doit, dès que possible, informer par écrit son client de la nature et de l'étendue des services que ce dernier requiert et il doit obtenir son accord à ce sujet.

Division 2

INTEGRITY

3.02.01 A member must discharge his professional duties towards his client with integrity.

3.02.02 A member must avoid any misrepresentation with respect to his level of competence or the efficiency of his own services and of those generally provided by the members of his profession. If the good of the client so requires he must, with the latter's authorization, consult a colleague, a member of another professional corporation or another competent person, or refer him to one of these persons.

3.02.03 A member must personally assume the responsibility and management of each business office maintained by himself or his associates, or entrust them to another member.

3.02.04 A member must inform his client in writing as soon as possible of the nature and extent of the services required by the latter and obtain his agreement thereto.

3.02.05 Le membre doit exposer à son client d'une façon complète et objective la nature et la portée du problème qui, à son avis, ressort de l'ensemble des faits qui ont été portés à sa connaissance.

3.02.06 Le membre doit s'abstenir d'exprimer des avis ou de donner des conseils contradictoires ou incomplets. À cette fin, il doit chercher à avoir une connaissance complète des faits avant de donner un avis ou un conseil et il ne doit pas, notamment, faire un commentaire ou une recommandation concernant un état financier à moins d'avoir reçu tous les renseignements nécessaires pour fonder ce commentaire ou cette recommandation.

3.02.07 Le membre ne doit émettre un état financier que si la préparation en a été faite par lui-même ou sous sa supervision.

3.02.08 Le membre ne doit pas émettre un commentaire sur un état financier préparé d'une manière susceptible d'induire en erreur.

3.02.09 Le membre doit révéler l'information qui n'est pas divulguée dans un état financier et qui peut rendre ce dernier trompeur.

3.02.10 Le membre doit corriger toute erreur qui apparaît sur un état financier qu'il prépare ou qu'il aide à préparer et, si pour des raisons particulières la correction ne peut être faite, il doit révéler l'erreur si elle est significative.

3.02.11 Le membre ne doit pas commenter un état financier s'il n'a pas pu se satisfaire de son bien-fondé ou s'il a des réserves d'une importance suffisante pour rendre l'état trompeur.

3.02.12 Le membre doit déclarer à son client qu'il ne peut garantir la réalisation de prévisions fondées sur l'exécution de transactions futures.

3.02.13 Le membre doit se conformer aux normes reconnues de présentation des états financiers à moins d'en informer son client et d'indiquer clairement que l'état financier n'est pas conforme à ces normes.

3.02.14 Le membre doit apporter un soin raisonnable aux biens confiés à sa garde par un client et il ne peut prêter ou utiliser ceux-ci pour des fins autres que celles pour lesquelles ils lui ont été confiés.

3.02.15 Le membre doit s'abstenir d'endosser un chèque fait à l'ordre d'un client à moins d'avoir reçu de ce dernier une autorisation à cet effet et à condition que l'endossement soit fait uniquement pour dépôt dans un compte du client ou dans un compte en fidéicommis.

3.02.05 A member must set out in a complete and objective manner to his client the nature and significance of the problem as he sees it on the basis of the facts brought to his attention.

3.02.06 A member must refrain from expressing opinions or giving advice that is contradictory or incomplete. To this end, he must endeavour to have full knowledge of the facts before expressing an opinion or giving advice and he must not, in particular, make a commentary or recommendation respecting a financial statement unless he is in possession of all the information necessary for the formulation of such commentary or such recommendation.

3.02.07 A member must not issue a financial statement unless such statement has been prepared by him or under his supervision.

3.02.08 A member must not issue a commentary on a financial statement prepared in a manner likely to make such statement misleading.

3.02.09 A member must reveal any information not given in a financial statement, the lack of which may make such statement misleading.

3.02.10 A member must correct any error appearing in a financial statement that he has prepared or assisted in preparing and if, for some reason, such correction cannot be made, he must divulge any significant error.

3.02.11 A member must not comment on a financial statement if he is not convinced of its validity or if he has reservations about it to the extent where he believes such statement to be misleading.

3.02.12 A member must inform his client that he cannot guarantee the making of forecasts based on future transactions.

3.02.13 A member must conform to the recognized standards for the presentation of financial reports unless he informs his client to the contrary and clearly indicates that the financial report does not conform to these standards.

3.02.14 A member must take reasonable care of the property entrusted to him by a client and he may not lend it or use it for purposes other than those for which it was entrusted to him.

3.02.15 A member must refrain from endorsing any cheque made to the order of a client unless he has received an authorization to that effect from the latter and on condition that the endorsement is made solely for deposit in the client's account or in a trust account.

3.02.16 Le membre doit aviser son client de tout acte illégal susceptible de bénéficier à ce client et dont il a eu connaissance dans l'exercice de son mandat.

3.02.17 Le membre doit éviter de poser ou de multiplier sans raison suffisante des actes professionnels dans l'exercice de sa profession et doit s'abstenir de poser un acte inapproprié ou disproportionné au besoin de son client.

3.02.18 Lorsqu'il agit dans le cadre de l'article 29 de la Loi des comptables agréés, le membre:

- a) ne doit exprimer une opinion sur un état financier que si la vérification en a été faite par lui-même ou sous sa supervision;
- b) ne doit pas donner une opinion sur un état financier préparé d'une manière susceptible d'induire en erreur;
- c) doit révéler toute erreur qui apparaît sur un état financier au sujet duquel il exprime une opinion et qui fausse la signification de cet état financier;
- d) ne doit pas émettre une opinion sur un état financier si ses objections sont d'une importance suffisante pour rendre cette opinion contradictoire ou non concluante;
- e) lorsqu'un mandat de vérification lui est confié et qu'il dresse des états financiers non vérifiés durant la période de son mandat, il doit être indiqué sur chaque page des états financiers qu'ils ont été préparés sans vérification et y faire référence au rapport du vérificateur.

3.02.16 A member must notify his client of any illegal act likely to benefit that client and of which he became aware in the execution of his mandate.

3.02.17 A member must avoid performing any unnecessary or superfluous professional acts in the practice of his profession and must not perform any act that is inappropriate or disproportionate to the needs of his client.

3.02.18 Where he is acting within the meaning of section 29 of the Chartered Accountants Act, a member:

- (a) must not express an opinion on a financial statement unless the audit thereof was made by him or under his supervision;
- (b) must not give an opinion on a financial statement prepared in a manner likely to make it misleading;
- (c) must reveal any error appearing on a financial statement about which he expresses an opinion that alters the significance of such financial statement;
- (d) must not issue an opinion on a financial statement if his objections are of sufficient importance to render such opinion contradictory or inconclusive;
- (e) where he is given the mandate of auditor, and where he draws up an unaudited financial statement during the period of his mandate, it must be indicated on each page of the financial statement that it was prepared without being audited and reference must be made thereto in the auditor's report.

Section 3

DISPONIBILITÉ ET DILIGENCE

3.03.01 Le membre doit faire preuve, dans l'exercice de sa profession, d'une disponibilité et d'une diligence raisonnables.

3.03.02 En plus des avis et des conseils, le membre doit fournir à son client les explications nécessaires à la compréhension et à l'appréciation des services qu'il lui rend.

3.03.03 Le membre doit rendre compte à son client lorsque celui-ci le requiert.

3.03.04 Le membre doit faire preuve d'objectivité et de désintéressement lorsque des personnes autres que ses clients lui demandent des informations.

Division 3

AVAILABILITY AND DILIGENCE

3.03.01 A member must display reasonable availability and diligence in the practice of his profession.

3.03.02 In addition to opinion and counsel, a member must provide his client with any explanation necessary to the understanding and evaluation of the services rendered to him.

3.03.03 A member must give an accounting to his client when so requested by the latter.

3.03.04 A member must be objective and impartial when persons other than his clients ask him for information.

3.03.05 Le membre ne peut, sauf pour un motif juste et raisonnable, cesser d'agir pour le compte d'un client. Constituent notamment des motifs justes et raisonnables:

- a) la perte de la confiance du client;
- b) le fait que le membre soit en situation de conflit d'intérêts ou dans un contexte tel que son indépendance professionnelle pourrait être mise en doute;
- c) l'incitation, de la part du client, à l'accomplissement d'actes illégaux, injustes ou frauduleux.

3.03.06 Avant de cesser d'exercer ses fonctions pour le compte d'un client, le membre doit faire parvenir un préavis de délaissement dans un délai raisonnable.

Section 4

RESPONSABILITÉ

3.04.01 Le membre doit, dans l'exercice de sa profession, engager pleinement sa responsabilité civile personnelle. Il lui est donc interdit d'insérer dans un contrat de services professionnels une clause excluant directement ou indirectement, en totalité ou en partie, cette responsabilité.

Section 5

INDÉPENDANCE ET DÉSINTÉRESSEMENT

3.05.01 Le membre doit subordonner son intérêt personnel à celui de son client.

3.05.02 Le membre doit ignorer toute intervention d'un tiers qui pourrait influencer sur l'exécution de ses devoirs professionnels au préjudice de son client.

3.05.03 Le membre doit sauvegarder en tout temps son indépendance professionnelle et éviter toute situation où il serait en conflit d'intérêts. Sans restreindre la généralité de ce qui précède, un membre:

- a) est en conflit d'intérêts lorsque les intérêts en présence sont tels qu'il peut être porté à préférer certains d'entre eux à ceux de son client ou que son jugement et sa loyauté envers celui-ci peuvent en être défavorablement affectés;
- b) est en conflit d'intérêts lorsqu'il agit dans le cadre de l'article 29 de la Loi des comptables agréés à titre de

3.03.05 Unless he has sound and reasonable grounds to the contrary, a member may not cease to act on behalf of a client. The following shall, in particular, constitute sound and reasonable grounds:

- (a) loss of the client's confidence;
- (b) the fact that the member is in a situation of conflict of interest or in a context whereby his professional independence could be called into question;
- (c) the fact of being incited by the client to perform illegal, unfair or fraudulent acts.

3.03.06 Before he ceases to exercise his functions for the account of a client, a member must forward an advance notice of withdrawal within a reasonable time.

Division 4

LIABILITY

3.04.01 A member must, in the practice of his profession, completely bind his personal civil liability. He is thus prohibited from entering in a contract of professional services a clause directly or indirectly excluding, in whole or in part, the said liability.

Division 5

INDEPENDENCE AND IMPARTIALITY

3.05.01 A member must subordinate his personal interest to that of his client.

3.05.02 A member must ignore any intervention by a third party which could influence the performance of his professional duties to the detriment of his client.

3.05.03 A member must at all times safeguard his professional independence and avoid any situation in which he would be in conflict of interest. Without restricting the generality of the foregoing, a member:

- (a) is in conflict of interest when the interests in question are such that he might tend to favour certain of them over those of his client or where his judgment and loyalty towards the latter might be unfavourably affected;
- (b) is in conflict of interest when he is acting within the scope of section 29 of the Chartered Accountants Act as

vérificateur à l'égard d'une entreprise dans laquelle son associé, son employeur, son employé, lui-même ou un membre de sa famille immédiate possède un intérêt financier, direct ou indirect, actuel ou éventuel, notamment comme actionnaire, employé ou administrateur;

- c) n'est pas indépendant comme conseiller pour un acte donné, s'il y trouve un avantage personnel, direct ou indirect, actuel ou éventuel.

3.05.04 Le membre doit révéler à son client ses relations, liens ou intérêts notamment d'affaires ou de famille qui sont susceptibles de la placer en conflit d'intérêts avec ce client.

3.05.05 Dès qu'il constate qu'il se trouve dans une situation de conflit d'intérêts, le membre doit en aviser son client, et le plus rapidement possible, faire disparaître les causes de cette situation ou terminer son mandat.

3.05.06 Le membre ne peut partager ses honoraires avec un confrère que dans la mesure où se partage correspond à une répartition des services et des responsabilités.

3.05.07 Un membre doit s'abstenir de recevoir, en plus de la rémunération à laquelle il a droit, tout avantage, ristourne ou commission relatif à l'exercice de sa profession. De même, il ne doit pas verser, offrir de verser ou s'engager à verser un tel avantage, ristourne ou commission.

3.05.08 Pour un service donné, le membre ne doit accepter d'honoraires que d'une seule source, à moins d'entente explicite au contraire entre toutes les parties intéressées. Il ne doit accepter le versement de ces honoraires que de son client ou de son représentant.

3.05.09 Le membre ne doit généralement agir, dans la même affaire, que pour l'une des parties en cause. Si ses devoirs professionnels exigent qu'il agisse autrement, le membre doit préciser la nature de ses responsabilités et doit tenir toutes les parties intéressées informées qu'il cessera d'agir si la situation devient inconciliable avec son devoir d'impartialité.

an auditor with respect to a business in which his associate, employer, employee, he himself or a member of his immediate family has a financial interest, whether direct or indirect, present or future, as a shareholder, employee or manager;

- (c) is not an independant counsellor in respect of a given act if he gains personal advantage therefrom, whether direct or indirect, present or future.

3.05.04 A member must reveal to his client any relationships, liens or interests, in particular those of a business or personal nature, likely to place him in a conflict of interest situation with that client.

3.05.05 As soon as he ascertains that he is in a situation of conflict of interest, a member must notify his client thereof and, as quickly as possible, either remove the cause of the situation or terminate his mandate.

3.05.06 A member may share his fees with a colleague only to the extent that such sharing corresponds to a distribution of services and responsibility.

3.05.07 A member shall not receive, other than the remuneration to which he is entitled, any benefit, allowance or commission relative to the practice of his profession. Nor shall he pay, offer to pay or undertake to pay such benefit, allowance or commission.

3.05.08 For a given service, a member must only accept fees from one source, unless explicitly agreed upon otherwise among all the parties concerned. He must accept the payment of these fees only from his client or the latter's representative.

3.05.09 A member must generally act, in a given matter, for only one of the parties in question. If his professional duties require that he act otherwise, a member must specify the nature of his responsibilities and must keep all the interested parties informed that he will cease to act if the situation becomes irreconcilable with his duty of impartiality.

Section 6

SECRET PROFESSIONNEL

3.06.01 Le membre doit respecter le secret de tout renseignement de nature confidentielle obtenu dans l'exercice de sa profession.

Division 6

PROFESSIONAL SECRECY

3.06.01 A member must respect the secrecy of confidential information obtained in the practice of his profession.

3.06.02 Le membre ne peut être relevé du secret professionnel qu'avec l'autorisation de son client ou lorsque la loi l'ordonne.

3.06.03 Lorsqu'un membre demande à un client de lui révéler des renseignements de nature confidentielle ou lorsqu'il permet que de tels renseignements lui soient confiés, il doit s'assurer que le client est pleinement au courant du but de l'entrevue et des utilisations diverses qui peuvent être faites de ces renseignements.

3.06.04 Le membre ne doit pas révéler qu'une personne a fait appel à ses services lorsque ce fait est susceptible de causer un préjudice à cette personne.

3.06.05 Le membre doit éviter les conversations indiscretes au sujet d'un client et des services qui lui sont rendus.

3.06.06 Le membre ne doit pas faire usage de renseignements de nature confidentielle au préjudice d'un client ou en vue d'obtenir directement ou indirectement un avantage pour lui-même ou pour autrui.

3.06.02 A member may be released from professional secrecy only upon the authorization of his client or when so ordered by law.

3.06.03 When a member asks a client to give him confidential information or when he allows such information to be given to him, he must ensure that the client is fully aware of the purpose of the interview and of the various uses which might be made of such information.

3.06.04 A member must not disclose the fact that his services have been required by a person if such disclosure could be prejudicial to that person.

3.06.05 A member must avoid indiscreet conversations concerning a client and the services rendered to him.

3.06.06 A member must not make use of confidential information which could be prejudicial to a client or with a view to obtaining a direct or indirect benefit for himself or for another.

Section 7

ACCESSIBILITÉ DES DOSSIERS

3.07.01 Le membre doit respecter le droit de son client de prendre connaissance des documents qui le concernent dans tout dossier constitué à son sujet et d'obtenir une copie de ces documents.

Section 8

FIXATION ET PAIEMENT DES HONORAIRES

3.08.01 Le membre doit demander et accepter des honoraires justes et raisonnables dont le montant est déterminé selon une échelle d'honoraires qu'il doit établir pour les services qu'il est appelé à rendre couramment.

3.08.02 Les honoraires sont justes et raisonnables s'ils sont justifiés par les circonstances et proportionnés aux services rendus. Le membre doit notamment tenir compte des facteurs suivant pour la fixation de ses honoraires:

- a) le temps consacré à l'exécution du service professionnel;
- b) la difficulté et l'importance du service;
- c) la prestation de services inhabituels ou exigeant une compétence ou une célérité exceptionnelles.

Division 7

ACCESSIBILITY OF RECORDS

3.07.01 A member must respect the right of his client to consult the documents which concern him in every record made in his regard and to obtain a copy of such documents.

Division 8

DETERMINATION AND PAYMENT OF FEES

3.08.01 A member must charge and accept fair and reasonable fees, the amount thereof being determined according to a scale of fees that he must establish for the services he is generally called upon to perform.

3.08.02 The fees are fair and reasonable if they are warranted by the circumstances and correspond to the services rendered. In determining his fees, a member must in particular take the following factors into account;

- (a) the time given to the carrying out of the professional service;
- (b) the complexity and extend of the service;
- (c) the performance of unusual services or services requiring exceptional competence or celerity.

3.08.03 Le membre doit s'abstenir d'exiger d'avance le paiement de ses services; il doit par ailleurs prévenir son client ou une personne susceptible de devenir un client du coût de ses services.

3.08.04 Le membre doit fournir à son client un relevé détaillé de ses honoraires, établi selon 3.08.01 et 3.08.02.

3.08.05 Le membre doit fournir à son client toutes les explications nécessaires à la compréhension de son relevé d'honoraires et des modalités de paiement.

3.08.06 Le membre ne peut percevoir des intérêts sur les comptes en souffrance qu'après en avoir dûment avisé son client. Les intérêts ainsi exigés doivent être d'un taux raisonnable.

3.08.07 Avant de recourir à des procédures judiciaires, le membre doit épuiser les autres moyens dont il dispose pour obtenir le paiement de ses honoraires.

3.08.08 Lorsqu'un membre confie à une autre personne la perception de ses honoraires, il doit s'assurer que celle-ci procède habituellement avec tact et mesure.

3.08.09 Le membre ne doit pas se payer à même les fonds qu'il détient pour un client, sauf si ce dernier y consent.

3.08.03 A member must not demand advance payment for his services; he must, on the other hand, notify his client, or a person likely to become his client, of the approximate cost of his services.

3.08.04 A member must provide his client with a detailed table of his fees, established in accordance with sections 3.08.01 and 3.08.02.

3.08.05 A member must provide his client with all the explanations necessary to the understanding of his statement of fees and the terms and conditions of payment.

3.08.06 A member may collect interest on outstanding accounts only after having duly notified his client. The interest thus charged must be at a reasonable rate.

3.08.07 Before having recourse to legal proceedings, a member must have exhausted all the other means at his disposal for obtaining payment of his fees.

3.08.08 When a member entrusts the collection of his fees to another person, he must make sure that it is the custom of the latter to act with tact and moderation.

3.08.09 A member must not take his own remuneration out of funds he is holding for a client, unless the said client consents thereto.

CHAPITRE 4

DEVOIRS ET OBLIGATIONS ENVERS LA PROFESSION

Section 1

ACTES DÉROGATOIRES

4.01.01 En outre de ceux mentionnés aux articles 56 et 57 du Code des professions, est dérogatoire à la dignité de la profession, le fait de:

- a) permettre le port illégal du titre réservé aux membres de la corporation ou y contribuer notamment en s'associant dans une société qui s'annonce comme une société de « comptables généraux licenciés » si tous les associés ne sont pas membres de la corporation;
- b) inciter quelqu'un de façon pressante ou répétée à recourir à ses services professionnels;

CHAPTER 4

DUTIES AND OBLIGATIONS TOWARDS THE PROFESSION

Division 1

DEROGATORY ACTS

4.01.01 In addition to those referred to in sections 56 and 57 of the Professional Code, the following acts are derogatory to the dignity of the profession.

- (a) allowing illegal use of the title restricted to members of the corporation or contributing to such use, in particular by joining a partnership which advertises itself as a partnership of "General Chartered Accountants" and in which not all the partners are members of the corporation.
- (b) pressing or repeated inducement to have recourse to his professional services;

- c) communiquer avec le plaignant sans la permission écrite et préalable du syndic ou de son adjoint, lorsqu'il est informé d'une enquête sur sa conduite ou sa compétence professionnelle ou lorsqu'il a reçu signification d'une plainte à son endroit;
 - d) ne pas signaler à la corporation qu'il a des raisons de croire qu'un membre est incompetent, déroge à la déontologie professionnelle ou a obtenu un permis par des moyens frauduleux;
 - e) entreprendre toute démarche tendant à obtenir d'une personne un mandat, qui à sa connaissance, a déjà été confié à un confrère;
 - f) ne pas aviser la corporation qu'il a l'intention de se prévaloir pour lui-même des mécanismes juridiques concernant les débiteurs insolvables.
- (c) communicating with the plaintiff without the written and prior permission of the syndic or his assistant where he is informed that an investigation into his conduct or professional competence is to be made, or where the service of a complaint has been made against him;
 - (d) failure to notify the corporation that he has reason to believe that a member is incompetent, does not adhere to professional ethics or has obtained a permit by fraudulent means;
 - (e) performing any act or doing any thing conducive to obtaining from a person a mandate which he knows has already been entrusted to a colleague;
 - (f) neglecting to advise the corporation that he intends, on his own account, to use legal means in respect of insolvent debtors.

Section 2

RELATION AVEC LA CORPORATION ET LES CONFRÈRES

4.02.01 Le membre à qui la corporation demande de participer à un conseil d'arbitrage de compte, à un comité de discipline ou d'inspection professionnelle, doit accepter cette fonction à moins de motifs exceptionnels.

4.02.02 Le membre doit répondre dans les plus brefs délais à toute correspondance provenant du syndic de la corporation, des enquêteurs ou des membres du comité d'inspection professionnelle.

4.02.03 Le membre ne doit pas surprendre la bonne foi d'un confrère ou se rendre coupable envers lui d'un abus de confiance ou de procédés déloyaux. Il ne doit pas, notamment, s'attribuer le mérite de travaux qui revient à un confrère.

4.02.04 Le membre consulté par un confrère doit fournir à ce dernier son opinion et ses recommandations dans le plus bref délai possible.

4.02.05 Le membre appelé à collaborer avec un confrère doit préserver son indépendance professionnelle. Si on lui confie une tâche contraire à sa conscience ou à ses principes, il peut demander d'en être dispensé.

Division 2

RELATIONS WITH THE CORPORATION AND COLLEAGUES

4.02.01 A member whose participation in a council for the arbitration of accounts, a committee on discipline or a professional inspection committee, is requested by the corporation, must accept that duty unless he has exceptional reasons for refusing it.

4.02.02 A member must answer promptly all correspondence addressed to him by the syndic of the corporation, investigators or members of the professional inspection committee.

4.02.03 A member shall not abuse a colleague's good faith or be guilty of breach of trust or disloyal practices towards him. He shall not, in particular, take credit for work done by a colleague.

4.02.04 A member who is consulted by a colleague must give the latter his opinion and recommendations as promptly as possible.

4.02.05 A member who is called upon to collaborate with a colleague must maintain his professional independence. He may ask to be excused from any task asked of him that is contrary to his conscience or principles.

Section 3

CONTRIBUTION À L'AVANCEMENT
DE LA PROFESSION

4.30.01 Le membre doit, dans la mesure de ses possibilités, aider au développement de sa profession par l'échange de ses connaissances et de son expérience avec ses confrères et les étudiants, et par sa participation aux cours et aux stages de formation continue.

CHAPITRE 5

DISPOSITION FINALE

5.01 Le présent règlement entre en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis qu'il a été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

1585-o

Division 3

CONTRIBUTION TO THE ADVANCEMENT
OF THE PROFESSION

4.03.01 A member must, as far as he is able, contribute to the development of his profession through the exchange of his knowledge and experience with his colleagues and students and by his participation in courses and continuing training periods.

CHAPTER 5

FINAL PROVISION

5.01 This Regulation shall come into force on the day of publication in the *Québec Official Gazette* of a notice that it has been approved by the Lieutenant-Governor in Council.

1585-o



PROJET DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS
(1973, c. 43)

Projet de règlement

Le Bureau de l'Ordre des dentistes du Québec donne avis par les présentes conformément au premier alinéa de l'article 93 du Code des professions (1973, c. 43), qu'il a adopté, en vertu du paragraphe *d* de l'article 92 du Code des professions, le « Règlement concernant la tenue du cabinet dentaire », dont le texte apparaît ci-dessous.

Ce règlement sera soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil au moins 30 jours après la présente publication.

*Le ministre responsable de l'application
des lois professionnelles,
JACQUES-YVAN MORIN.*

**Règlement concernant la tenue du
cabinet dentaire**

Code des professions
(1973, c. 43, a. 92, par. *d*)

Section 1**DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

1.01 Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

- a) « Ordre »: l'Ordre des dentistes du Québec;
- b) « cabinet dentaire » ou « cabinet »: le lieu où un dentiste dispense ses services professionnels.

1.02 Le présent règlement ne s'applique qu'au cabinet d'un dentiste exerçant à son propre compte, pour le compte d'un autre dentiste, ou en société.

1.03 La Loi d'interprétation (S.R.Q., 1964, c. 1), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

DRAFT REGULATION

PROFESSIONAL CODE
(1973, c. 43)

Draft Regulation

The Bureau of the Order of Dentists of Québec hereby gives notice in accordance with the first paragraph of section 93 of the Professional Code (1973, c. 43) that it made, pursuant to paragraph *d* of section 92 of the Professional Code, the "Regulation respecting the keeping of dental offices", a copy of which is annexed hereto.

This Regulation will be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council at least 30 days after the present publication.

*JACQUES-YVAN MORIN,
Minister responsible for the application
of the laws respecting the professions.*

**Regulation respecting the keeping of
dental offices**

Professional Code
(1973, c. 43, s. 92, par. *d*)

Division 1**GENERAL PROVISIONS**

1.01 In this Regulation, unless the context indicates otherwise, the following words and expressions mean:

- (a) "Order": the Order of Dentists of Québec;
- (b) "dental office" or "office": the place where a dentist provides his professional services.

1.02 This Regulation shall only apply to the office of a dentist who practises on his own account, for the account of another dentist, or in partnership.

1.03 The Interpretation Act (R.S.Q., 1964, c. 1), with present and future amendments, applies to this Regulation.

Section 2**TENUE DU CABINET**

2.01 Un dentiste doit aménager son cabinet de façon à assurer le respect de la confidentialité.

2.02 Un dentiste doit aménager dans son cabinet une salle d'attente destinée à recevoir ses patients.

2.03 Un dentiste doit afficher son permis de pratique à la vue du public.

2.04 Sous réserve de l'article 2.03, outre les objets décoratifs ou utilitaires, un dentiste ne peut afficher dans son cabinet que les diplômes ayant un rapport avec l'exercice de sa profession.

2.05 Le dentiste doit disposer dans son cabinet de l'équipement nécessaire pour assurer l'asepsie de ses instruments.

Section 3**DISPOSITION FINALE**

3.01 Le présent règlement entre en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis qu'il a été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

1585-o

Division 2**KEEPING OF OFFICE**

2.01 The dentist's office must be designed so as to ensure confidentiality.

2.02 The dentist must have a waiting room in his office for the purpose of receiving his patients.

2.03 The dentist must display his permit to practise in public view.

2.04 Subject to section 2.03, in addition to decorative or utilitarian objects, the dentist may display in his office only the diplomas relating to the practice of his profession.

2.05 The dentist must have in his office the equipment necessary to ensure the asepsis of his instruments.

Division 3**FINAL PROVISION**

3.01 This Regulation shall come into force on the day of publication in the *Québec Official Gazette* of a notice that it has been approved by the Lieutenant-Governor in Council.

1585-o

INDEX

Textes réglementaires (Rèlements)

Abréviations: A — Abrogé
N — Nouveau
M — Modifié

Rèlements — Lois	No	Enregistrement Date	Page	Commentaires
Arpenteurs-géomètres — Conditions et formalités de la révocation de l'immatriculation (Code des professions, 1973, c. 43)	Règ. 77-579	03-10-77	5481	Avis
Arpenteurs-géomètres — Stages de perfectionnement..... (Code des professions, 1973, c. 43)	Règ. 77-564	23-09-77	5485	Avis
Assurance-stabilisation des revenus agricoles, Loi sur l'... — Régime d'assurance-stabilisation des revenus pour les producteurs de pommes de terre (1975, c. 41)	Règ. 77-414	29-07-77	5435	N
Baie James, munic. — Ord. no 225 (Loi du développement de la région de la Baie James, 1971, c. 34)	Règ. 77-463	26-08-77	5451	
Baie James, munic. — Ord. no 226 (Loi du développement de la région de la Baie James, 1971, c. 34)	Règ. 77-464	26-08-77	5453	
Baie James, munic. — Ord. no 227 (Loi du développement de la région de la Baie James, 1971, c. 34)	Règ. 77-525	12-09-77	5459	
Baie James, munic. — Ord. no 228 (Loi du développement de la région de la Baie James, 1971, c. 34)	Règ. 77-465	26-08-77	5455	
Baie James, munic. — Ord. no 229 (Loi du développement de la région de la Baie James, 1971, c. 34)	Règ. 77-466	26-08-77	5457	
Bureaux d'enregistrement — Heures d'ouverture (Code civil de la province de Québec)	Règ. 77-567	23-09-77	5477	M
Charte de la langue française — Exemption du chapitre VIII pour les enfants présentant des difficultés graves d'apprentissage (1977, P.L. 101)			5505	Projet
Code civil — Bureaux d'enregistrement — Heures d'ouverture..... (Code civil de la province de Québec)	Règ. 77-567	23-09-77	5477	M
Code des professions — Arpenteurs-géomètres — Conditions et formalités de la révocation de l'immatriculation..... (1973, c. 43)	Règ. 77-579	03-10-77	5481	Avis

INDEX — suite

Règlements — Lois	No	Enregistrement Date	Page	Commentaires
Code des professions — Arpenteurs-géomètres — Stages de perfectionnement..... (1973 c. 43)	Règ. 77-564	23-09-77	5485	Avis
Code des professions — Comptables en administration industrielle — Publicité..... (1973, c. 43)			5511	Projet
Code des professions — Comptables généraux licenciés — Code de déontologie..... (1973, c. 43)			5515	Projet
Code des professions — Dentistes — Tenue du cabinet dentaire..... (1973, c. 43)			5527	Projet
Code des professions — Notaires — Fonds d'études notariales..... (1973, c. 43)	Règ. 77-563	23-09-77	5491	Avis
Code des professions — Pharmaciens — Tenue des dossiers, livres et registres..... (1973, c. 43)	Règ. 77-580	03-10-77	5495	Avis
Code des professions — Physiothérapeutes — Comité de la formation en physiothérapie..... (1973, c. 43)	Règ. 77-581	03-10-77	5497	Avis
Code des professions — Urbanistes — Comité de formation en urbanisme..... (1973, c. 43)	Règ. 77-566	23-09-77	5501	Avis
Comptables en administration industrielle — Publicité..... (Code des professions, 1973, c. 43)			5511	Projet
Comptables généraux licenciés — Code de déontologie..... (Code des professions, 1973, c. 43)			5515	Projet
Conservation de la faune, Loi de la ... — Réserve de la rivière à saumon York — Établissement..... (1969, c. 58)	Règ. 77-532	12-09-77	5461	N
Conservation de la faune, Loi de la ... — Réserve de la rivière à saumon York — Règlement..... (1969, c. 58)	Règ. 77-553	16-09-77	5463	N
Dentistes — Tenue du cabinet dentaire..... (Code des professions, 1973, c. 43)			5527	Projet
Fruits et légumes destinés à la transformation — Ord. no 2219..... (Loi des producteurs agricoles, 1972, c. 37)	Règ. 77-574	29-09-77	5479	

INDEX — fin

Règlements — Lois	No	Enregistrement Date	Page	Commentaires
Mise en marché des produits agricoles, Loi sur la ... - Producteurs de porcs - Plan conjoint (1974, c. 36)	Règ. 77-556	19-09-77	5469	N
Notaires - Fonds d'études notariales (Code des professions, 1973, c. 43)	Règ. 77-563	23-09-77	5491	Avis
Pharmaciens - Tenue des dossiers, livres et registres (Code des professions, 1973, c. 43)	Règ. 77-580	03-10-77	5495	Avis
Physiothérapeutes - Comité de la formation en physiothérapie (Code des professions, 1973, c. 43)	Règ. 77-581	03-10-77	5497	Avis
Producteurs agricoles, Loi des ... - Fruits et légumes destinés à la transformation - Ord. no 2219 (1972, c. 37)	Règ. 77-574	29-09-77	5479	
Producteurs de porcs - Plan conjoint (Loi sur la mise en marché des produits agricoles, 1974, c. 36)	Règ. 77-556	19-09-77	5469	N
Régime d'assurance-stabilisation des revenus pour les producteurs de pommes de terre (Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles, 1975, c. 41)	Règ. 77-414	29-07-77	5435	N
Réserve de la rivière à saumon York - Établissement (Loi de la conservation de la faune, 1969, c. 58)	Règ. 77-532	12-09-77	5461	N
Réserve de la rivière à saumon York - Règlement (Loi de la conservation de la faune, 1969, c. 58)	Règ. 77-553	16-09-77	5463	N
Université de Montréal, Charte de l' ... - Status (1966/67, c. 129)	Règ. 77-555	20-09-77	5465	M
Urbanistes - Comité de formation en urbanisme (Code des professions, 1973, c. 43)	Règ. 77-566	23-09-77	5501	Avis



INDEX

Statutory Instruments (Regulations)

Abbreviations: A — Abrogated
N — New
M — Modified

Regulations — Statutes	No.	Registration Date	Page	Comments
Certified General Accountants — Code of ethics (Professional Code, 1973, c. 43)			5515	Draft
Charter of the French Language — Exemption of children having serious learning disabilities from the application of Chapter VIII (1977, Bill 101)			5505	Draft
Civil Code — Registry offices — Hours kept open (Civil Code of the Province of Québec)	Reg. 77-567	23-09-77	5477	M
Dentists — Keeping of dental offices (Professional Code, 1973, c. 43)			5527	Draft
Farm Income Stabilisation Insurance, Act respect- ing... — Income stabilization insurance scheme for potato producers..... (1975, c. 41)	Reg. 77-414	29-07-77	5435	N
Farm Producers Act — Fruits and vegetables intended to be transformed — Ord. No. 2219 (1972, c. 37)	Reg. 77-574	29-09-77	5479	
Farm Products Marketing Act — Hog producers — Joint plan (1974, c. 36)	Reg. 77-556	19-09-77	5469	N
Fruits and vegetables intended to be transformed — Ord. No. 2219..... (Farm Producers Act, 1972, c. 37)	Reg. 77-574	29-09-77	5479	
Hog producers — Joint plan..... (Farm Products Marketing Act, 1974, c. 36)	Reg. 77-556	19-09-77	5469	N
Income stabilization insurance scheme for potato produ- cers..... (Act respecting Farm Income Stabilization Insurance, 1975, c. 41)	Reg. 77-414	29-07-77	5435	N
Industrial Administration Accountants — Advertising (Professional Code, 1973, c. 43)			5511	Draft
James Bay Munic. — Ord. No. 225 (James Bay Region Development Act, 1971, c. 34)	Reg. 77-463	26-08-77	5451	
James Bay Munic. — Ord. No. 226 (James Bay Region Development Act, 1971, c. 34)	Reg. 77-464	26-08-77	5453	
James Bay Munic. — Ord. No. 227 (James Bay Region Development Act, 1971, c. 34)	Reg. 77-525	12-09-77	5459	

INDEX — Continued

Regulations — Statutes	Registration		Page	Comments
	No	Date		
James Bay Munic. — Ord. No. 228 (James Bay Region Development Act, 1971, c. 34)	Reg. 77-465	26-08-77	5455	
James Bay Munic. — Ord. No. 229 (James Bay Region Development Act, 1971, c. 34)	Reg. 77-466	26-08-77	5457	
Land Surveyors — Conditions and formalities for the revocation of registration..... (Professional Code, 1973, c. 43)	Reg. 77-579	03-10-77	5481	Notice
Land Surveyors — Refresher training periods (Professional Code, 1973, c. 43)	Reg. 77-564	23-09-77	5485	Notice
Notaries — Notarial studies fund (Professional Code, 1973, c. 43)	Reg. 77-563	23-09-77	5491	Notice
Pharmacists — Keeping of records, books and registers..... (Professional Code, 1973, c. 43)	Reg. 77-580	03-10-77	5495	Notice
Physiotherapists — Committee on training in physiotherapy..... (Professional Code, 1973, c. 43)	Reg. 77-581	03-10-77	5497	Notice
Professional Code — Certified General Accountants — Code of ethics..... (1973, c. 43)			5515	Draft
Professional Code — Dentists — Keeping of dental offices ... (1973, c. 43)			5527	Draft
Professional Code — Industrial Administration Accountants — Advertising (Professional Code, 1973, c. 43)			5511	Draft
Professional Code — Land Surveyors — Conditions and formalities for the revocation of registration..... (1973, c. 43)	Reg. 77-579	03-10-77	5481	Notice
Professional Code — Land Surveyors — Refresher training periods..... (1973, c. 43)	Reg. 77-564	23-09-77	5485	Notice
Professional Code — Notaries — Notarial studies fund..... (1973, c. 43)	Reg. 77-563	23-09-77	5491	Notice
Professional Code — Pharmacists — Keeping of records, books and registers..... (1973, c. 43)	Reg. 77-580	03-10-77	5495	Notice
Professional Code — Physiotherapists — Committee on training in physiotherapy..... (1973, c. 43)	Reg. 77-581	03-10-77	5497	Notice

INDEX — Concluded

Regulations — Statutes	Registration		Page	Comments
	No	Date		
Professional Code — Town Planners — Committee on training in town planning (1973, c. 43)	Reg. 77-566	23-09-77	5501	Notice
Registry offices — Hours kept open (Civil Code of the Province of Québec)	Reg. 77-567	23-09-77	5477	M
Town Planners — Committee on training in town planning ... (Professional Code, 1973, c. 43)	Reg. 77-566	23-09-77	5501	Notice
Université de Montréal, Charter of the... — Statutes (1966/67, c. 129)	Reg. 77-555	20-09-77	5465	M
Wild-life Conservation Act — York Salmon River Reserve — Establishment (1969, c. 58)	Reg. 77-532	12-09-77	5461	N
Wild-life Conservation Act — York Salmon River Reserve — Regulation (1969, c. 58)	Reg. 77-553	16-09-77	5463	N
York Salmon River Reserve — Establishment (Wild-life Conservation Act, 1969, c. 58)	Reg. 77-532	12-09-77	5461	N
York Salmon River Reserve — Regulation (Wild-life Conservation Act, 1969, c. 58)	Reg. 77-553	16-09-77	5463	N

TABLE DES MATIÈRES TABLE OF CONTENTS

TEXTES RÉGLEMENTAIRES (Règlements) STATUTORY INSTRUMENTS (Regulations)

No d'enregistrement	A.C.	Recommandé ou établi par	Titre du texte réglementaire ou autre document	Page
Registration No.	O.C.	Recommended or made by	Name of statutory instrument or other document	
Règ. 77-414	2436-77	Agriculture	Régime d'assurance-stabilisation des revenus pour les producteurs de pommes de terre / <i>Income stabilization insurance scheme for potato producers</i>	5435
Règ. 77-463	2797-77	Énergie	Baie James, munic. / <i>James Bay Munic.</i> - Ord. no 225.....	5451
Règ. 77-464	2798-77	Énergie	Baie James, munic. / <i>James Bay Munic.</i> - Ord. no 226.....	5453
Règ. 77-465	2799-77	Énergie	Baie James, munic. / <i>James Bay Munic.</i> - Ord. no 228.....	5455
Règ. 77-466	2800-77	Énergie	Baie James, munic. / <i>James Bay Munic.</i> - Ord. no 229.....	5457
Règ. 77-525	2981-77	Énergie	Baie James munic. / <i>James Bay Munic.</i> - Ord. no 227.....	5459
Règ. 77-532	3000-77	Tourisme, chasse et pêche	Réserve de la rivière à saumon York / <i>York Salmon River Reserve</i> - Établissement / <i>Establishment</i>	5461
Règ. 77-553	3068-77	Tourisme, chasse et pêche	Réserve de la rivière à saumon York / <i>York Salmon River Reserve</i> - Règlement / <i>Regulation</i>	5463
Règ. 77-555			Université de Montréal - Statuts / <i>Statutes</i> - (Mod. / <i>Amend.</i>)	5465
Règ. 77-556		R.M.A.Q.	Producteurs de porcs / <i>Hog producers</i> - Plan conjoint / <i>Joint plan</i>	5469
Règ. 77-563	3106-77	Éducation	Notaires / <i>Notaries</i> - Fonds d'études notariales / <i>Notarial studies fund</i>	5491
Règ. 77-564	3107-77	Éducation	Arpenteurs-géomètres / <i>Land Surveyors</i> - Stages de perfectionnement / <i>Refresher training periods</i>	5485
Règ. 77-566	3109-77	Éducation	Urbanistes / <i>Town Planners</i> - Comité de la formation en urbanisme / <i>Committee on training in town planning</i>	5501
Règ. 77-567	3114-77	Justice	Bureaux d'enregistrement / <i>Registry offices</i> - Heures d'ouverture / <i>Hours kept open</i> (Mod. / <i>Amend.</i>)	5477
Règ. 77-574		R.M.A.Q.	Fruits et légumes destinés à la transformation / <i>Fruits and vegetables intended to be transformed</i> - Ord. no 2219	5479

TABLE DES MATIÈRES — Fin / TABLE OF CONTENTS — Concluded

No d'enregistrement	A.C.	Recommandé ou établi par	Titre du texte réglementaire ou autre document	Page
Registration No.	O.C.	Recommended or made by	Name of statutory instrument or other document	
Règ. 77-579	3218-77	Éducation	Arpenteurs-géomètres / <i>Land Surveyors</i> - Conditions et formalités de la révocation de l'immatriculation / <i>Conditions and formalities for the revocations or registration</i>	5481
Règ. 77-580	3219-77	Éducation	Pharmaciens / <i>Pharmacists</i> - Tenue des dossiers, livres et registres / <i>Keeping of records, books and registers</i>	5495
Règ. 77-581	3220-77	Éducation	Physiothérapeutes / <i>Physiotherapists</i> - Comité de la formation en physiothérapie / <i>Committee on training in physiotherapy</i>	5497

AVIS

Arpenteurs-géomètres - Conditions et formalités de la
révocation de l'immatriculation

Arpenteurs-géomètres - Stages de perfectionnement

Notaires - Fonds d'études notariales

Pharmaciens - Tenue des dossiers, livres et registres

Physiothérapeutes - Comité de la formation en
physiothérapie

Urbanistes - Comité de la formation en urbanisme

NOTICE

Conditions and formalities for the revocation of regis-
tration.....

Land Surveyors - Refresher training periods

Notaries - Notarial studies fund

Pharmacists - Keeping of records, books and regis-
ters

Physiotherapists - Committee on training in physiothe-
rapy

Town Planners - Committee on training in town plan-
ning

PROJET DE RÈGLEMENTS

Charte de la langue française - Exemption du chapitre
VIII pour les enfants présentant des difficultés graves
d'apprentissage

Comptables en administration industrielle - Publicité

Comptables généraux licenciés - Code de déontologie

Dentistes - Tenue du cabinet dentaire

DRAFT REGULATIONS

Charter of the French Language - Exemption of child-
ren having serious learning disabilities from the applica-
tion of Chapter VIII

Industrial Administration Accountants - Advertis-
ing.....

Certified General Accountants - Code of ethics

Dentists - Keeping of dental offices

ADMINISTRATION PUBLIQUE

Débats de l'Assemblée législative: 3e Législature 1875 - 1878

Texte établi par Marcel Hamelin

Assemblée nationale du Québec
Québec, 1977. (946) p., index, 25 cm
ISBN 0-7754-2844-2
EOQ 3049, rel. toile

\$ 20.00

Élections 1976:

Rapport du président général des élections
Résultats officiels: Élections générales
15 novembre 1976: Élection partielle
30e législature

Assemblée nationale du Québec
Québec, 1977. 490 p., tabl., 26 cm
ISBN 0-7754-2803-5
EOQ 3044, broché

\$ 8.00

Synthèse des opérations financières et budgétaires 1977-78: 1er trimestre - 30 juin 1977

Min. Finances
Québec, 1977. 5 tabl. stat., 27 cm
ISBN 0-7754-2821-3
EOQ 3034, broché

\$ 0.50

AGRICULTURE

La mammite bovine

par Paul Perras, m.v. ... (et autres)

Min. Agriculture
Québec, 1977. 53 p., ill., 21 cm
ISBN 0-7754-2862-0
EOQ 3123, broché

\$ 1.00

Loi sur la mise en marché des produits agricoles: 1974, c. 36 = *Farm Products Marketing Act: 1974, c. 36*

Min. Agriculture
Québec, septembre 1977. 35 p., 24 cm
ISBN 0-7754-2878-7
EOQ 3140, broché

\$ 1.45

Nos races laitières au Québec

Min. Agriculture
Québec, 1977. 32 p., ill., 21 cm
ISBN 0-7754-2863-9
EOQ 3124, broché

\$ 1.00

Statistiques agricoles du Québec 1975-76

Min. Industrie et Commerce. Bureau de la
statistique du Québec
Québec, 1977. 177 p., tabl., index, 28 cm
ISBN 0-7754-2879-5
EOQ 3134, broché

\$ 2.75

ENVIRONNEMENT

Loi de la qualité de l'environnement = *Environment Quality Act*

Services de protection de l'Environnement
Québec, juillet 1977. 48 p., 24 cm
ISBN 0-7754-2846-9
EOQ 3046, broché

\$ 1.85

INDUSTRIE ET TECHNOLOGIE

Pour des politiques et des mesures de stabilisation de l'industrie de la chaussure:

Les conférences socio-économiques:
Québec, 9 septembre 1977

Min. Conseil exécutif
Québec, 1977. 43 p., 24 cm
ISBN 0-7754-2881-7
EOQ 3137, broché

\$ 1.25

Pour des politiques et des mesures de stabilisation de l'industrie du meuble:

Les conférences socio-économiques:
Victoriaville, 12 septembre 1977

Min. Conseil exécutif
Québec, 1977. 38 p., 24 cm
ISBN 0-7754-2882-5
EOQ 3136, broché

\$ 1.25

Pour des politiques et des mesures de stabilisation de l'industrie du textile, du vêtement et de la bonneterie:

Les conférences socio-économiques:
Drummondville, 6 septembre 1977
Montréal, 8 septembre 1977

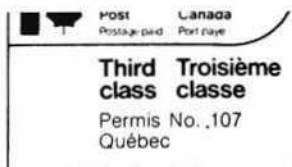
Min. Conseil exécutif
Québec, 1977. 52 p., 24 cm
ISBN 0-7754-2883-3
EOQ 3138, broché

\$ 1.25



**L'ÉDITEUR OFFICIEL
DU QUÉBEC**

**1283, BOUL. CHAREST OUEST
QUÉBEC G1N 2C9**



**Synthèse
des opérations
financières
et budgétaires
1977 — 78**

**1er trimestre
30 juin 1977**

Afin que la population soit régulièrement informé de l'évolution du budget et des changements qui, à l'occasion, pourraient y être apportés, le ministre des Finances du Québec publiera périodiquement un état du budget dont voici la première livraison.

Cette information se présente en tableaux formant une plaquette de 6 pages.

EOQ 3034, broché \$ 0.50

Commandes postales



**Éditeur officiel
du Québec**

1283, boul. Charest ouest
Québec
G1N 2C9

Toute commande à l'Éditeur officiel du Québec est payable d'avance par chèque ou mandat-poste à l'ordre du ministre des Finances.